Les Possibles - No. 13 Printemps 2017

Éditorial : La manœuvre fut adroite

mardi 30 mai 2017, par Jean Tosti, Jean-Marie Harribey

Dans la guerre éclair menée victorieusement pour conquérir la présidence de la République française, Emmanuel Macron a surfé et plané sur la nouvelle doxa pseudo-philosophico-sociologico-politique : l'opposition droite/gauche a disparu, donc la droite et la gauche peuvent… marcher ensemble. Cette nouvelle manière de penser la cité, la polis au sens grec, c'est-à-dire la structuration politique de la société, pourrait n'être qu'une variante de la thèse éculée de la disparition des classes sociales. On voit bien en effet le caractère contradictoire de ces affirmations : droite et gauche disparaissent mais peuvent s'allier pour gouverner ; les classes ont disparu, clament ceux qui naguère affirmaient qu'elles n'existaient pas. Mais, comme la nature a horreur du vide, dit-on, la politique aussi. Le substitut sémantique, à défaut d'être conceptuel, aux clivages de classes et leur traduction politique traditionnelle, c'est le populisme. Toute critique du capitalisme financier et de sa mondialisation, de l'austérité infligée au sein de l'Union européenne à tous les peuples, de l'envol des inégalités et de l'affaiblissement des droits des travailleurs et des citoyens, est disqualifiée comme populiste, qu'elle soit faite au nom de la démocratie et de l'égalité ou au nom de l'autoritarisme et de la xénophobie.

Une fois installé ce cadre idéologique diffusé par presque tous les médias, la mystification politique peut jouer à plein. Mais le voile ne va sans doute pas tarder à se déchirer. La guerre éclair de Macron fut adroite, pour mener une politique ancrée à droite avec des gens de droite et de droite. Droit du travail limé par une loi El Khomri au carré, retraites promises à l'amputation par les comptes notionnels [1], fiscalité rabattue pour les profits du capital, écologie renvoyée aux calendes grecques.

Ce ne serait qu'un retour à un schéma politique traditionnel si le désarroi théorique et stratégique n'avait pas gagné les rangs de la gauche de gauche, dont les porte-parole hésitent à s'inscrire ou non dans un nouveau schéma. L'abandon des mots de « classes », de « travailleurs », au profit, dans le meilleur des cas, de « citoyens, et, dans le pire, de « gens », est significatif. Parce que la violence du capitalisme néolibéral a entraîné l'émergence de nouvelles formes de résistance à son emprise, qui dépasse l'affrontement capital/travail classique, l'oubli du caractère central de celui-ci se retourne aujourd'hui contre tous, travailleurs comme citoyens. Du mouvementisme opposé au combat syndical trop souvent englué dans la routine, des 99 % contre le 1 %, des indignés contre la poignée d'oligarques, de l'abandon du travail et de l'emploi à l'instauration d'un revenu universel tombant du ciel, tout semblait apporter un renouvellement au combat pour l'émancipation. Patatras ! Le glissement de la social-démocratie au social-libéralisme qualifié de « troisième voie », puis du social-libéralisme au néolibéralisme décomplexé, donc de la droite à la droite, se fait sur fond d'un embrouillamini idéologique cherchant à effacer le fait que la société reste profondément hiérarchisée de telle sorte que soient reproduites ses structures fondamentales.

Sans doute trouve-t-on là une des raisons principales pour lesquelles l'ancrage à droite des politiques de plus en plus marqué combine un renforcement du contrôle social des populations et, simultanément, un maintien de la militarisation des sociétés qui se traduit par une multitude d'interventions militaires dans le monde, menées par les pays dominants du capitalisme, dont la France.

Le dossier de ce numéro des *Possibles* est donc consacré à la « militarisation et au contrôle social », dans le sens où les interventions militaires extérieures ont toujours quelque chose à voir avec la lutte contre « l'ennemi intérieur » constitué par les « classes dangereuses ». Il s'ouvre par un article de

l'anthropologue américain Jeff Halper, spécialiste du confit israélo-palestinien, qui montre comment les guerres, « la guerre », sont menées contre le peuple. On ne peut séparer cette situation de l'engrenage dans lequel le capitalisme néolibéral a entraîné le monde. Cette guerre contre le peuple prend un tour extrêmement discriminatoire et délétère à l'encontre des migrants. Plus généralement, les stratèges militaires sont en train de mettre au point mille procédés technologiques terrifiants pour répandre la mort partout.

Bernard Dreano explique ensuite que le monde globalisé par le capitalisme n'est cependant pas unifié : les rivalités entre grandes puissances n'ont pas disparu même si leur affrontement frontal n'est pas à l'ordre du jour. Pour lui, c'est l'insécurisation militarisée qui domine.

Claude Serfati a publié cette année un livre sur la question militaire vue de la France et il en présente ici un aspect : l'activisme militaire de notre pays a connu un regain depuis la crise de 2007-2008 ; il est lié à la volonté farouche des gouvernements français de réinstaller le pays dans le concert des grandes puissances impérialiste et de fournir des débouchés à l'industrie d'armement. Jean-Marie Harribey propose ensuite une note de lecture sur l'ensemble du livre de Claude Serfati.

Nils Andersson examine les difficultés qu'a l'ONU pour préserver la paix. « Depuis vingt-cinq ans, écrit-il, les guerres se sont succédé et, aujourd'hui, en raison de crises politiques, sociales, confessionnelles, le Proche-Orient est l'épicentre de conflits où interviennent les principales puissances et des puissances régionales. »

Faut-il avoir peur de la Russie, demande Pascal Boniface ? Non pas de la Russie en soi, mais du pouvoir exercé par Poutine dans le nouveau contexte de l'arrivée à la Maison blanche de Trump. L'auteur discute la thèse d'un axe Washington-Moscou. Et, s'il est incontestable que Poutine a instauré un pouvoir pour le moins autoritaire, les Occidentaux ne sont pas blancs comme neige.

La partie « Débats » de ce numéro commence par un article de la philosophe Chantal Mouffe, qui propose un décryptage du concept de populisme. Contrairement à tous ceux qui renvoient dos à dos le populisme dit de gauche et celui de droite, elle montre que la tension entre le libéralisme et la démocratie permet de comprendre que le premier veut élargir et approfondir la démocratie, alors que le second veut la restreindre, voire l'éliminer. Cet article vient poursuivre la discussion dont le numéro précédent avait fait écho avec le texte de Pierre Khalfa. [2]

L'économiste François Morin donne un résumé de la thèse qu'il défend dans son dernier livre *L'économie politique du XXIesiècle, De la valeur-capital à la valeur-travail*. Il propose un renouvellement de la théorie de l'accumulation sans fin du capital. Il s'appuie sur un concept de Marx laissé dans l'ombre : la valeur-capital, devenue normative, et que Morin critique pour laisser la place à la valeur-travail, en refondant le travail, la monnaie et la démocratie.

Jacques Berthelot, spécialiste des questions commerciales, présente une solution au problème crucial des stocks publics de sécurité alimentaire, dont pourraient bénéficier les pays pauvres, mais aussi les pays développés. Il entend ainsi renouveler le concept de soutien agricole qui ne peut être réduit à un soutien des prix.

Nous reproduisons ensuite, avec l'autorisation du site sur lequel il avait été à l'origine publié, un entretien du sociologue Alain Accardo qui revient sur le phénomène médiatique « Macron ». On y trouvera des éléments pour comprendre les raisons de la victoire de la « guerre éclair » du nouveau président.

Samy Johsua présente une note de lecture sur un ouvrage collectif, *Urgence antiraciste*, rassemblant un grand nombre d'auteurs avec le soutien de nombreuses associations. Il éclaire le fait que les questions identitaires soient devenues monnaie courante, pendant que les politiques austéritaires et sécuritaires s'imposaient.

La revue des revues, préparée par Jacques Cossart, fournit un aperçu des thèmes qui sont maintenant récurrents dans les institutions internationales :

réchauffement climatique, pollutions et érosion des la biodiversité, inégalités croissantes, etc., et sur lesquels revient Jacques Cossart régulièrement, construisant ainsi un fil conducteur documentaire précieux. Et puis, à noter un nouveau venu que la campagne pour la présidentielle française avait promu : le revenu universel, bien sûr en faisant l'impasse sur la nécessité d'avoir des salaires décents.

La manœuvre fut adroite, disions-nous, pour donner un visage repeint des politiques de droite, dont il est devenu de bon ton aujourd'hui de dissimuler la véritable identité (ah, l'identité !) et de la parer de tous les atouts de la séduction : jeunesse, modernité, innovation… Qui n'en demanderait pas ? Les salariés de Whirlpool ? Ceux de GM&S ? Les chercheurs privés de laboratoires par Trump ? La crise du capitalisme mondial est durable. « Cette crise qui n'en finit pas », sous-titrait l'un des derniers ouvrages d'Attac, *Par ici la sortie [3]*. L'hypothèse est que, faute d'engager une évolution progressiste, le système « resserre les boulons », en renforçant d'un même élan les moyens d'éviter sa remise en cause par des résistances, encore balbutiantes et éparses, mais réelles… puisque les dominants s'en émeuvent…

Notes

[1] Voir J.-M. Harribey, « Les retraites façon Macron : le pièges comptes notionnels », 16 mars 2017.

[2] Comme si les choses n'étaient pas assez compliquées, certains voient aujourd'hui « trois populismes », à l'instar de Philippe Frémeaux, 15 mars 2017 : celui de droite, celui de gauche et celui du centre macronien. C'est faire l'impasse sur la « marche à droite » amorcée par le nouveau président.

[3] Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

Dossier : Militarisation et contrôle social

La guerre contre le peuple

mardi 30 mai 2017, par Jeff Halper

La guerre ne peut pas être comprise aujourd'hui indépendamment du capitalisme mondialisé en crise. À la différence des guerres du passé, des armées étatiques ne s'affrontent désormais que rarement sur des champs de bataille. Les guerres contemporaines ressemblent plus aux guerres coloniales du passé, des guerres livrées par des États et leurs armées contre des peuples coloniaux pour leur voler leurs ressources. Les puissances coloniales ne s'intéressaient pas à l'existence de ceux qui subissaient leur répression : elles cherchaient simplement à les pacifier, à en faire des instruments passifs d'extraction de leurs propres ressources pour les besoins et les bénéfices de leurs gouvernants métropolitains – et s'ils échouaient, ils les exterminaient.

Avec l'expansion du capitalisme néolibéral au cours des trois dernières décennies comme la seule forme économique mondiale, le rapport métropole-colonie a été reproduit à une échelle globale. Les économies fortes du *Global North* dominent, déforment et détruisent les économies faibles du *Global South*, aidées par les plus fortes des économies émergentes dominées par des oligarques qui jouent le rôle d'élite *compradore* ou collaborationniste au bénéfice de celles du Nord. Alors qu'ils représentent juste 13 % de la population mondiale, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Australie et le Canada bénéficient de 45 % du revenu du monde. En comparaison, les habitants de l'Inde, l'Indonésie et la Chine rurale, soit 42 % de la population mondiale, n'ont reçu que 9 % du revenu mondial. La moitié de la population mondiale vit avec moins de 2,50 $ par jour. Oxfam a calculé récemment que le 1 % le plus riche possède plus de la moitié de la richesse mondiale, soit le même montant que les 57 % du bas de l'échelle. Comme le néolibéralisme crée d'énormes disparités de revenu et engendre la précarité de l'emploi et l'insécurité financière chez les classes laborieuses et même les classes moyennes, le *Global South* prend racine dans les villes et même les campagnes du *Global North*.

Ainsi, la plus grande partie des individus vivant dans le monde sont considérés par le capitalisme de grande entreprise comme une « humanité excédentaire ». Ils ne seront jamais « productifs » dans le sens de produire des marchandises au-delà du niveau de subsistance et ils ne seront jamais des consommateurs significatifs. Au sens précis colonial, ils n'ont un « intérêt » qu'en raison de leur capacité perturbatrice potentielle, soit en s'opposant à l'extraction de leurs matières premières, soit en perturbant le flux régulier des capitaux. Cependant, les gens ne se marginalisent pas ou ne s'appauvrissent pas de bon gré. Effectivement, ils résistent, leur résistance prenant de nombreuses formes : de la passivité dans le travail au sabotage des lignes de production ; de la révolution à la grève ; de la protestation aux attaques violentes ; de la lutte à l'intérieur du système à la non-coopération et au soulèvement ouvert. Mais, aux yeux des élites, toutes ces formes constituent des défis à leur domination, des menaces contre le système capitaliste lui-même.

Mais qui sont les « ennemis » à combattre ? À la différence des périodes antérieures, quand l'ennemi était clair, aujourd'hui les élites sont confrontées à des réseaux amorphes et globalisés d'acteurs non étatiques. Certains comme EI ou Al-Qaida, comme les talibans, Boko Haram ou les milices des seigneurs de guerre en Afrique centrale et de l'Ouest, comme les mouvements de résistance musulmans des Philippines ou même comme le crime organisé, dont les activités chevauchent souvent celles des acteurs politiques bien qu'ils travaillent en réseaux de façon largement clandestine, sont facilement identifiés comme ennemis à cibler. D'autres – le Hamas par exemple, les organisations soutenues par des États comme le Hezbollah ou les Houthis au Yémen,

ensemble avec les groupes armés dans le Kurdistan turc ou des forces militaires organisées comme les Peshmerga – ne sont pas qualifiables comme étant des États avec des forces armées, et le combat contre eux prend la forme problématique de « guerres contre les peuples ». Et comment menez-vous la guerre chez vous contre des dissidents qui questionnent la légitimité même de l'ordre global – les militants antimondialistes et écologistes, les Indignés, Occupy, les militants ouvriers, les pauvres et les marginalisés par la race, le niveau de revenu ou le sexe – quand il s'agit d'enfants mêmes de l'*Establishment* ? Ou encore des réfugiés et des migrants sans papiers ? Sans parler des exclus au plan mondial, de cette partie majoritaire et croissante de l'humanité qui est structurellement sans importance pour le Nord capitaliste, de ceux qui sont relégués au statut d'humanité « excédentaire ».

1. Le but ultime du capitalisme : la pacification

La pacification, « rendre sûre l'insécurité », qui fait partie intégrante de l'accumulation par dépossession, est le but ultime du capitalisme. L'objectif est de rendre les peuples du monde incapables de résister à la puissance du marché et au règne des classes dominantes. Il fonctionne à trois niveaux.

En premier lieu, la pacification cherche à gouverner de façon bienveillante par la production du consentement, une forme d'autocontrôle que Michel Foucault nomme la « gouvernabilité ». Au moyen d'une logique globale du marché et de l'individu, le capitalisme engendre un mode de vie et des valeurs qui transcendent de façon significative, les barrières de classe, les barrières ethniques, régionales et même religieuses. L'individualisme, le compter-sur-soi, la liberté et la responsabilité individuelle, la nécessité d'être « productif », la croyance que travailler dur mène à une vie meilleure et au « succès » et bien entendu la primauté du marché, tout cela définit la démocratie libérale et, par extension, un « mode de vie » et des valeurs présentés comme universels.

Ce « modèle » capitaliste, ainsi que Foucault et d'autres le remarquent, est actuellement une « technologie de la domination » propice à un ordre social opérant sur les principes du « marché libre », le profit (accumulation) et un minimum de travail salarié. Quand nous l'internalisons, nous devenons autorégulés, nous croyant même « libres ». Cela explique pourquoi tant de personnes de la classe ouvrière, largement exclues du système capitaliste, ne votent pas moins pour des partis capitalistes ou suivent les faits et gestes des riches et des célèbres dans des magazines de luxe. Les riches et les célèbres offrent la promesse de ce que, *vous*, vous pouvez devenir : ils incarnent à la fois le rêve capitaliste et le prouvent comme étant à la portée de chacun. S'opposer aux inégalités engendrées par le capitalisme a des implications au-delà simplement des classes et des revenus ; cela veut dire s'opposer à tout ce qui nous a été présenté comme essentiel à l'existence humaine, au fait même d'être un être humain. S'opposer au capitalisme a le sens de s'opposer à la vie elle-même. Aussi longtemps que la résistance aux forces du marché et aux logiques qu'elles engendrent continue à exister, ce sont le capitalisme et donc la civilisation qui sont mis en cause. Et pourtant nous savons que l'accumulation par dépossession représente le ressort central du capitalisme. Elle engendre en permanence la résistance et les troubles. L'incapacité d'assurer de façon complète la sécurité d'un capitalisme qui ne peut pas l'être de façon inhérente consubstantiellement, et le fait que ceux qui sont marginalisés ou exclus doivent résister, ensemble avec ceux qui leur apportent leur appui, font qu'une « guerre contre le peuple » généralisée devient un trait permanent du capitalisme. Confronté à un « état d'urgence permanent », le système même dans lequel nous vivons devient sécuritaire. « L'intervention asymptomatique », des mesures préventives chez soi et la guerre préventive hors des frontières trouvent leur justification. La guerre devient endémique, l'état d'urgence est aux commandes. Pacifier l'humanité devient la seule façon d'en finir avec la guerre.

La pacification passe par des procédés insidieux, comme le façonnement des perceptions et des

attentes d'une population. Une alerte radiophonique diffusée dans les aéroports du monde entier – « Si vous voyez quelque chose, dites quelque chose » – coopte les citoyens dans la logique policière/sécuritaire de l'État en faisant d'eux des complices. Tout le monde surveille tout le monde et dénonce toute personne *suspecte* ou objet qui « ne devrait pas être là ».

Puisque la cooptation ne marche que dans certaines limites, le capital compte sur un complexe militaire-sécuritaire-policier-carcéral pour discipliner les individus, le second mécanisme de la pacification. Quand l'oppression augmente et l'ordre social est menacé, le capital recourt à la force et déploie les prisons, les ghettos, le « développement » et des zones isolées « ingouvernables » comme réserves pour contenir et parquer le travail excédentaire (les pauvres) et utiliser leur force de travail bon marché pour faire des profits et pour peser sur les salaires des travailleurs du Global North. Le capitalisme livre une campagne contre-insurrectionnelle permanente, recourant à la fois à la puissance militaire, policière et judiciaire et même celle de la culture, dans un combat commun contre la rébellion et la résistance, que ce soit au plan domestique ou à l'étranger.

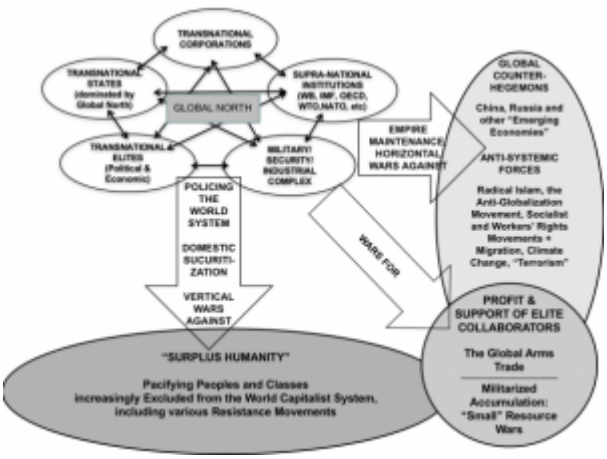
Au plan domestique, la pacification est l'affaire de l'État sécuritaire, une version libérale des États policiers plus ouvertement répressifs. Les États sécuritaires sont caractérisés, écrit John Whitehead dans *Government of Wolves : The Emerging American Police State*, par « la bureaucratie, le secret, les guerres sans fin, une nation de suspects, la militarisation, la surveillance, une forte présence policière, et des citoyens avec peu de recours contre les actions policières. Le mot « police » désigne chez lui l'éventail complet du personnel policier et de surveillance, allant de la police municipale et la gendarmerie des États aux agents fédéraux, puis aux militaires et agents employés par les entreprises privées qui travaillent en tandem avec les forces de maintien de l'ordre financées sur fonds publics. Puisque la pacification est un processus continu qui exige une action policière permanente, les espaces d'anonymat et de vie privée sont éliminés et des technologies sophistiquées sont développées pour cibler des citoyens et les suivre à la trace. La surveillance et les services d'intelligence sont des parties omniprésentes du paysage. « L'État veut que nous sachions qu'il sait ce que nous savons, qui nous connaissons et comment nous les connaissons », écrit Mark Neocleous et « il veut que nous sachions exactement quelles mesures de terreur il sera prêt à mettre en œuvre au nom de la sécurité. Pourquoi ? Parce qu'il veut que nous nous comportions en conséquence, de sorte que nous internalisions notre propre pacification. » En effet, dans les régimes libéraux, la pacification doit être menée selon la loi : ceci est l'essence des écrits de Kafka. Au moyen des lois sur l'état d'urgence, l'état d'exception et la sécurité nationale interne (aux États-Unis, les *Emergency Regulations, States of Exception and Emergency and Homeland Security Regulations*), la loi est au service des fonctions policières de l'État.

À l'étranger, une *Pax Capital* est imposée contre les classes ouvrières tout comme contre l'humanité excédentaire du Global South au nom des valeurs libérales, y compris des droits de l'homme « universels ». Ainsi que Neocleous l'observe, en latin *Pax* a à la fois le sens de « paix » et de « pacification », la capitulation sans conditions des vaincus, comme dans *Pax Romana* ou *Pax Britannica*. À la suite d'une guerre, une « paix » particulière est imposée par les armes, par définition au service de l'hégémonie et des intérêts du vainqueur ou du camp dominant. Puisque le capitalisme est un système mondial, l'étendue de son champ de bataille correspond à l'espace mondial dont il tire ses matières premières et sa main-d'œuvre bon marché et où ses marchés sont situés. Sur ce champ de bataille, des formes diverses de pacification sont employées : « gagner les cœurs et les esprits » dans le langage du contre-insurrectionnel ; « la pénétration pacifique », comme les Français nommaient leurs menées coloniales. Peu importe le nom, ce sont toutes des formes de guerre « sécurocratique ». Dans l'idéologie sécuritaire qui sous-tend la pacification, la guerre est du maintien de l'ordre (comme dans les guerres asymétriques et les opérations contre-insurrectionnelles), tandis que, dans le cas des guerres de classes internes et des guerres ethniques, le maintien de l'ordre est la guerre. Une fois de plus, l'objectif est l'établissement

d'un Nouvel ordre mondial libéral. La construction des nations (*Nation-building*), les changements de système politique (*regime change*) et le « développement » exigent tous la destruction pour que la reconstruction puisse se faire sur le modèle de l'économie globale de marché, ses modes de gouvernance et sa culture.

2. Un système global de pacification

Étant donné le rôle de la guerre moderne dans la préservation de l'hégémonie capitaliste à partir d'une pacification globale, on peut maintenant décrire les formes principales prises par ce système, illustrées ci-dessous :



« Les guerres horizontales » pour la préservation de l'Empire

Des guerres entre États ou le déploiement sélectif de systèmes d'armement importants servent le premier objectif d'hégémonie des gouvernements et des grandes entreprises (*corporations*) du Nord global : maintenir leur suprématie sur le système mondial face aux défis provenant de contre-hégémons potentiels comme la Chine ou de forces anti-système telles que le mouvement anti-mondialisation.

« Les guerres verticales » sécuritaires contre les peuples

- *Des guerres asymétriques ou de « petites » guerres pour faire la police* globale poursuivent la deuxième tâche hégémonique du capital : maintenir le contrôle global du Nord sur le Sud, sur les périphéries où se trouvent les ressources vitales pour le cœur industriel, c'est-à dire les ressources à bon marché en main-d'œuvre et en produits manufacturés, et là où les flux d'échanges doivent être maintenus.
- *Des guerres de police domestique remplissent la troisième tâche hégémonique de l'élite* globale : maintenir leur domination à l'intérieur de leur pays.

À côté des guerres horizontales et verticales « contre », il ne faut pas oublier, bien sûr, les guerres « pour » le profit et les manipulations. Les industries d'armement, de police et de maintien de la sécurité génèrent chaque année un commerce de 2500 milliards de dollars. Les gouvernements et les grandes entreprises ont des intérêts importants dans le développement et la vente des armes et des équipements de sécurité, à la fois comme une source d'emploi et de progrès technologique dans leurs propres pays – qu'il s'agisse des pays du Nord ou du bloc des BRICS – et comme une source profitable d'exportations. Les politiques de sécurité, et le lien entre la politique étrangère et la fourniture d'armes, jouent un rôle clé pour maintenir en place les élites dans les pays qui vous soutiennent. Les Russes pratiquent cette politique en Syrie, en Europe orientale et en Asie centrale, les Anglais au Moyen-Orient, et les Français en Afrique. La grande puissance qui a pris sur elle de préserver le système capitaliste au niveau global est les États-Unis. Ces derniers apportent la moitié des armes vendues ou données dans le monde chaque année. Ils arment les pires régimes politiques mais qui sont assis sur d'importantes ressources, contrôlent des routes commerciales, ou jouent le rôle de gardiens des intérêts du Nord.

3. Les guerres de préservation de l'Empire

Les « guerres », dans le sens que nous utilisons le plus souvent, se réfèrent aux guerres « inter-

étatiques ». C'étaient des événements militaires dramatiques opposant des armées s'affrontant sur des champs de bataille et entraînant des morts massives. Ces guerres ont des noms sinistres : « Guerres puniques », « Guerre napoléoniennes », les Guerres mondiales I et II, la guerre au Vietnam, et même la guerre du Golfe. Mais ces formes de guerres sont du passé. En fait, la dernière guerre qui mit aux prises des forces militaires étatiques fut la guerre entre l'Irak et l'Iran, en 1980-1988, et avant cela la guerre du Kippour de 1973. En effet, aucun État de premier ou de second rang ne s'était engagé dans des guerres depuis la Seconde Guerre mondiale.

Toutefois, les guerres conventionnelles inter-étatiques sont encore la forme de guerre pour laquelle la plupart des militaires continuent de se préparer et de dépenser des milliards d'euros. Nous qualifions de guerre « horizontale » cette forme de guerre. Comme nous allons l'illustrer, c'est une forme de préservation de l'empire, un moyen d'assurer l'hégémonie du Nord global – ses gouvernements et corporations, de même que leurs différents agents de contrôle et de « régulation » : la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'ONU, l'Union européenne et le reste, si possible par l'intermédiaire de l'OTAN, le bras armé du Nord global. Jusqu'en 1989, le rôle principal de l'OTAN était de maintenir le statu quo avec l'URSS. À partir de 1992, l'OTAN s'est redéployée vers la police du reste du monde, menant 17 opérations de Serbie en Somalie et en Afghanistan. Les États-Unis, unilatéralement ou en coalition avec d'autres États alliés, ont bombardé 27 pays depuis la Seconde Guerre mondiale.

Parmi les contre-hégémons contre lesquels la résistance a été organisée, la Chine constitue l'adversaire le plus craint, même si les économies émergentes du bloc des BRICS sont également un défi à l'hégémonie des pays du Nord, individuellement et collectivement. C'est également le cas d'acteurs non étatiques qui défient la domination du Nord, principalement des forces progressistes ou révolutionnaires, des mouvements de résistance ou de guérilla, qui s'opposent par nature au système dominant. Ces forces vont d'ISIS aux socialistes radicaux et aux mouvements anti-mondialisation et luttant contre le changement climatique, ainsi que la dissémination de technologies militaires à des États de second rang.

La gestion de l'Empire se traduit en termes militaires dans un « spectre complet de domination et de contrôle » que les États-Unis et ses alliés – regroupés dans le G7 – cherchent à imposer sur un champ de bataille global non régulé. Ce système de domination à « spectre large » permet un contrôle potentiel du système mondial tel qu'il est rêvé par les militaires. La « Révolution des affaires militaires » qui a émergé dans les années 1990 considère le monde comme un gigantesque champ de bataille, une arène assez large pour concevoir un réseau militaire susceptible d'intervenir partout. Les champs de bataille conventionnels avaient trois dimensions – terre, air, mer – ayant chacune son armée spécialisée. L'espace moderne de bataille comporte un espace extérieur (incluant les dimensions électronique, informationnelle et le cyber-espace), et le terrain « humain » des sociétés ciblées. L'espace de bataille est désormais global, et n'est confiné dans aucun espace particulier.

La dominance à « spectre complet » repose sur deux éléments opérationnels : d'une part, la domination par la manœuvre (le gain d'avantages décisifs par un armement supérieur, un système d'information plus efficace, une meilleure capacité de déploiement des forces), et d'autre part, la précision dans l'engagement (par un système balistique précis et avancé) permettant de détruire les cibles visées à de longues distances, avec un seul tir. En d'autres termes, selon le Pentagone, la dominance à « spectre complet » « permet de conduire plusieurs opérations conjointement sans rencontrer de véritable opposition ».

4. Les guerres sécuritaires contre les peuples

Pour passer aux guerres « verticales » ou « sécuritaires », la gestion de l'empire implique de gouverner et de pacifier la masse croissante de la population mondiale en « surplus » qui se trouve exclue par les politiques néolibérales. À l'aube du XXe

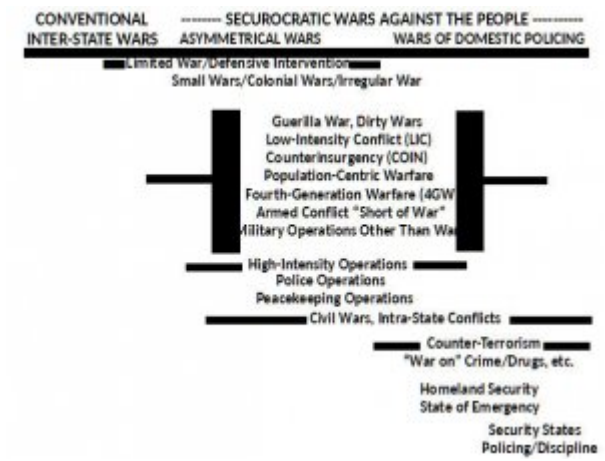
siècle qui a été marqué par le point culminant de l'impérialisme classique, le PIB par tête entre les pays les plus riches et les plus pauvres avait un écart de 22 à 1. Cet écart est passé de 5 863 à 1 en 2016. Cette humanité « en surplus », de plus en plus aliénée par rapport à ses propres ressources naturelles et sa culture, habite dans ce que Mike Davis appelle « la planète des bidonvilles ». Localement et régionalement, cette humanité s'est organisée pour tenter de protéger une partie de sa culture, son espace économique, afin de ne pas être submergée. L'Iran et les différents mouvements islamiques illustrent ce type de résistance, de même que les syndicats, les organisations communautaires, les ONG défendant les droits de l'homme, ainsi que certains mouvements de résistance armés comme les Zapatistes et les populations marginalisées du Nord global, mélangeant souvent la résistance politique avec le crime.

Alors que la guérilla a toujours été une dimension de la guerre en général, le général britannique Rupert Smith prétend qu'un changement fondamental de paradigme a eu lieu au cours des dernières décennies. « Les guerres entre les peuples », comme il les appelle (je préfère le terme de guerres contre les peuples ou guerres sécuritaires, pour montrer leur rôle pacificateur), sont devenues les formes principales de guerres. Dans son livre *L'Utilité de la Force* (The Utility of Force), Rupert Smith définit ces nouvelles formes de guerres à partir de six tendances dominantes :

- « Les objectifs pour lesquels nous nous battons changent en passant d'objectifs durs de guerres entre pays industriels vers des objectifs plus flexibles concernant des individus et des sociétés qui ne sont pas des États ;
- « Nous organisons la bataille parmi les peuples, un fait illustré littéralement et au figuré par le rôle central des médias ; nous nous battons dans chaque foyer dans le monde aussi bien que dans les rues et les territoires des zones en conflit ;
- « Nos conflits sont sans limite de temps, car nous cherchons à satisfaire un objectif, qui doit être recherché jusqu'à ce qu'un accord définitif soit obtenu, ce qui peut prendre des années ou des décennies ;
- « Nous nous battons plutôt pour ne pas perdre la force [« atteindre la dominance » ou « pouvoir de projection »] que pour utiliser notre force à tout prix pour atteindre l'objectif (de la victoire) ;
- « À chaque occasion, les armes anciennes font l'objet de nouveaux usages… car les instruments de la guerre industrielle sont souvent inadaptés à la guerre parmi les peuples ;
- « Les guerres ont des aspects collatéraux qui n'ont pas de dimension étatique… ». Selon Smith, le changement de paradigme reflète le fait que les objectifs des guerres post-inter-étatiques ont fondamentalement changé. Plutôt que de s'engager contre des ennemis étatiques « officiels », dont les forces militaires sont une menace et pourraient être vaincues dans un affrontement militaire, à l'issue duquel le vainqueur impose ses conditions politiques, le but recherché aujourd'hui par un commandement est d'imposer une condition conduisant à l'arrêt des hostilités. Parallèlement à l'obtention d'une stabilisation, et d'une pacification industrielle, la seule condition qui importe aux forces militaires est désormais de garantir un flux stable et régulier de ressources vers les pays du Nord global.

Le schéma ci-dessous décrit les différentes formes de guerres sécuritaires. Dans la mesure où leur objectif n'est pas de défaire un ennemi, mais de créer les conditions d'un contrôle non contesté de la part des *corporations* sur l'ensemble de la planète, en organisant la police et la discipline auprès des forces susceptibles de faire de l'obstruction, les guerres sécuritaires contre les peuples vont des opérations

militaires aux opérations de sécurité domestique et de police locale. À la différence des événements décisifs que furent les guerres entre États, ces guerres nouvelles sont globales, se situent dans des endroits multiples, et sont des guerres sans fin.



Les « petites guerres » asymétriques pour maintenir l'ordre du système-monde

La seconde tâche hégémonique des grandes firmes et gouvernements dominants du « Global Nord » est de maintenir un contrôle actif sur les « périphéries » du système-monde, le « Tiers-Monde », les pays « en développement », les « économies émergentes », dont des ressources vitales sont transférées vers les pays du Centre : ils y trouvent une force de travail et des matières premières à bas prix et doivent, en toute quiétude, pouvoir y faire transiter leurs ressources et leur commerce.

Dans la mesure où elles assurent la sécurisation de tels objectifs dans leur pays, le capitalisme peut être prometteur pour les élites locales conciliantes, recrutées à ces fins et pour la plus ou moins large classe moyenne qui bénéficie de « retombées » des économies du Nord global.

La « guerre verticale » entre les pouvoirs dominants et ceux des périphéries se poursuit en même temps, s'exprimant dans des « conflits de basse intensité » contre ceux qui sont considérés comme récalcitrants, ou sous la forme de menaces plus vagues (les guerres en Amérique centrale et latine dans les années 1970 et 1980 en fournissent des exemples notables) ou encore dans les frappes plus immédiate et ponctuelles d'engagement spécifiques ou d' « opérations spéciales ».

Les « petites guerres – dont certaines ont de l'ampleur comme en Afghanistan ou dans le conflit russo/ukrainien, ou d'autres sont si petites que nous n'entendons souvent même pas parler d'elles, comme dans le conflit vieux de plusieurs décennies entre le gouvernement birman et les rebelles karen, ou divers guerres par procuration au Congo, ou les « sales guerres » et diverses frappes des drones états-uniens – se distinguent radicalement de nos visions habituelles de la guerre. Il n'y a pas d'armées des États ennemis engagées dans des batailles pour des territoires et pour le contrôle de ressources essentielles. Il n'y a pas une guerre comme événement daté avec un début et un après la « victoire » d'une des parties sur l'autre, avec une fin et un résultat décisifs. En réalité il n'y a pas de champ de bataille spécifié. Les « petites guerres » sont au contraire désordonnées. Et, dans les petites guerres « asymétriques », on voit s'opposer des États à des acteurs non étatiques, des guerres réseaucentriques à des réseaux de résistances, ou des armées, des forces de sécurité et de police au… peuple. Elles étendent le terrain de lutte jusqu'au cœur de la société civile, causant dès lors de significatifs « démocides » (pertes de vies civiles) et parviennent rarement à une conclusion définitive.

Le monde actuel expérimente beaucoup de « petites guerres », parfois même pas reconnues par les termes qui les élèveraient au rang de « guerres », mais simplement désignées comme des « opérations » limitées, ou des frappes et des activités opaques non déclarées. Ce qui ne signifie pas que les petites guerres ne soient pas meurtrières. Il y a eu plus d'un million et demi de morts dans la guerre Iran/Irak de 1980-1988, dont la moitié de population civile. Bien sûr, certaines « petites guerres » sont menées pour des causes apparemment locales : la guerre civile Sunnites-Chiites en est l'exemple le plus clair, bien qu'on puisse lui ajouter les combats endémiques du Congo, le génocide rwandais et ceux du Soudan, des luttes entre forces islamistes et d'autres dans le nord et l'ouest de l'Afrique, de même que des guerres contre le cartel de la drogue au Mexique et en Colombie. Par moments, les grandes puissances doivent se plonger dans de « petites guerres » qui

sont devenues incontrôlées, comme ce fut le cas pour les opérations états-unienne, russe, européenne et turque contre Daesh en Syrie (avec en toile de fond le soutien d'Assad ou la lutte contre lui).

Bien que toutes les guerres asymétriques n'opposent pas le Nord global au Sud, elles sont devenues de plus en plus la façon dont le Nord global assure son hégémonie et le bon fonctionnement du système capitaliste mondial. Aux mains du Pentagone et de l'OTAN, les petites guerres asymétriques ne sont guère plus que des actions de police. Mais, dans la mesure où elles ont beaucoup d'histoires et de caractères spécifiques, elles se déroulent sous des appellations variées, comme le montre la carte.

Contrôle policier domestique : les guerres asymétriques chez soi

La troisième tâche hégémonique de l'élite globale est de maintenir sa domination chacune dans son propre pays. La « Sécurité » n'est pas un terme technique, neutre ; il a une totale logique politique propre en tant que justification de la guerre et du contrôle domestique, en défense du système capitaliste mondial et de ses classes dominantes. La « sécurité » cache les conflits de classe et les intérêts des élites au pouvoir. « La sécurité nationale » va bien au-delà des simples contrôles de sécurité dans les aéroports. Elle construit un pont par-dessus le fossé qui sépare d'un côté la sécurité militaire et de l'autre la police et la sécurité domestique – un fossé qui a longtemps été essentiel pour protéger les libertés civiques. Le fait que des états d'exception et d'urgence permanents aient été établis dans beaucoup de pays du Nord global, de même que de nombreuses autres régulations et limitations des libertés civiques, au nom du la « sécurité nationale », est le signe d'une dangereuse émergence d'un État de sécurité qui accorde des pouvoirs non contrôlés et souvent sans surveillance à ses agents de police qui deviennent rapidement militarisés. Le contrôle social remplace les principes démocratiques et les procédures.

Le but de l'État de sécurité est de préserver et de faire progresser l'agenda politique qui permet aux privilèges et aux intérêts des élites politiques et économique dominantes d'être protégés.

Mais comment peut-il convaincre le public large qu'un état d'urgence permanent et un contrôle policier constant sont nécessaires, bien entendu dans son intérêt ? Une façon évidente de le faire et de le convaincre que sa sécurité individuelle et collective est en jeu. Ceci apparaît direct et non problématique. Qui ne voudrait pas être en sécurité ? Qui ne voudrait pas préserver l'ordre social et « notre mode de vie » ? Mais le régime disciplinaire sécuritaire parvient à nous maintenir à notre place, voire à gagner notre accord et soutien en promouvant des valeurs et comportements adéquats au capitalisme libéral et à ses hiérarchies, avec l'aide des institutions éducatives, des pouvoirs religieux, des médias, du discours politique et de la promulgation des lois nécessaires. De telles valeurs « universelles » comme l'individualisme et la responsabilité individuelle, sont promues, de même qu'une vie meilleure par un dur labeur, l'autonomie, la démocratie libérale (« liberté »), l'émancipation humaine (« civilisation », notre « mode de vie »), les droits humains et civiques inaliénables, la sécurité personnelle, la paix perpétuelle et, bien entendu, la rationalité économique du marché. Quand elles sont mélangées au patriotisme et à la peur de l'Autre, de telles normes « universelles » génèrent la « gouvernabilité » de Foucault, un « modèle » de domination qui crée un ordre global autorégulé qui n'a pas besoin d'un surcroît de manifestations de pouvoir ou de coercition. L'hégémonie de classe

camoufle son mode de gouvernement coercitif derrière la façade anodine du consensus, de la démocratie et d'indispensables lois et régulations qui semblent techniques. Nous finissons par nous discipliner nous-mêmes.

Ceci ne veut pas dire que les pouvoirs en place peuvent baisser les armes. Quand cela est nécessaire, les autorités consolident leur hégémonie – immanquablement exprimée dans le langage de la sécurité – par des opérations de police et de forces de sécurité militaire et interne, imbriquées.

« Le chevauchement entre les applications militaires et civiles des technologies avancées – entre la surveillance et le contrôle de la vie quotidienne dans les villes occidentales et le déploiement de guerres agressives pour le contrôle colonial ou celui de ressources – est au cœur du… nouvel urbanisme militaire », écrit Stephen Graham dans son livre *Cities Under Siege* /Villes sous état de siège (2010),

> « Le maintien de l'ordre, l'application de la loi civile et les services de sécurité se mélangent dans un ensemble organisé souplement au plan international de forces de sécurité (para)militaires. Une "policisation du militaire" s'opère en parallèle à une "militarisation de la police"… Les "actions de polices de haute intensité" et les "guerres de faible intensité" menacent de fusionner… La doctrine occidentale sécuritaire et militaire est en train d'être rapidement réinventée d'une manière qui rend dramatiquement floue la séparation juridique et opérationnelle entre le maintien de l'ordre, l'espionnage et le militaire, les distinctions entre la guerre et la paix, et celles entre opérations locales, nationales et internationales. [Les guerres] deviennent à la fois sans bornes et permanentes. »

5. Les guerres sécurocratiques sur le champ de bataille global indifférencié

Le graphique ci-dessous montre cinq types de guerres asymétriques, depuis les opérations militaires à l'étranger jusqu'aux opérations militarisées de maintien de l'ordre domestique, qui forment ensemble une matrice entrecroisée de contrôle globalisé. Les petites guerres et les conflits entre États ; les opérations contre-insurrectionnelles, la Sécurité nationale et le maintien de l'ordre domestique – il y a là autant de formes de guerres asymétriques, qu'elles soient menées dans le pays ou à l'étranger. Toutes opposent des forces puissamment armées soutenues par des gouvernements aux forces d'États faibles ou d'acteurs non étatiques, y compris des mouvements de protestation et de résistance. Toutes sont sécurocratiques. Elles consolident l'hégémonie capitaliste de différentes façons, en « créant les conditions » favorables aux opérations du capital. Et elles partagent toutes un espace de bataille global s'étendant des terres étrangères à votre voisinage. La « Guerre de partout » du capitalisme transnational, dont le but ultime est la « sécuritarisation » du monde et la pacification de nous tous, peut être dépeinte de la façon suivante :

Le capitalisme transnational renforce son hégémonie par la guerre partout (guerres sécurocratiques sur le champ de bataille)

Les guerres de « sécuritisation » sont totales. L'espace de bataille sans limites de la guerre moderne s'étend au travers des zones urbaines et des régions rurales d'opérations, sur toute la planète, le cyberespace, la sphère électromagnétique et l'espace lui-même. L'« espace de bataille » est le champ de bataille sans limites de la guerre post-moderne, définie par le Pentagone comme « l'environnement, les facteurs et les conditions qui doivent être maîtrisés afin de mettre en pratique avec succès le pouvoir de combat, protéger la force et accomplir la mission. Ceci inclut l'air, la terre, la mer, l'espace et les forces à la fois ennemies et amies ; les installations, le climat, le terrain, le système électromagnétique et l'information ambiante dans les aires d'opération et d'intérêt ». C'est bien entendu la seule conception compatible avec la « guerre réseaucentrique ». « La nouvelle façon de mener la guerre exposée sur toute la dernière décennie [les années 1990], écrivent les analystes militaires Bowie, Hafa et Mullins,

« n'est pas compatible avec la confrontation entre armées d'États opposés qui prévalait pendant la Guerre froide. En fait, contrairement à la vision eurocentrique de la guerre qui concernait de larges armées et des intérêts vitaux, le centre de gravité stratégique s'est déplacé vers des menaces incertaines émanant d'Asie... Pendant ce temps, les ennemis de l'avenir pourraient inclure des États voyous, des acteurs non étatiques, voire une puissance rivale, tous prêts à saper l'usage de la force des États-Unis, avec l'objectif d'exploiter la sensibilité aux accidents, l'opinion publique internationale et les points vulnérables du champ de bataille... Au plan militaire, il y a eu une radicale évolution s'éloignant de plans rédigés et d'ordres opérationnels vers un espace de bataille fluide, non linéaire, adaptable, dans lequel des cibles sont générées pendant que des plateformes d'attaques se mettent en route. Des aspects qui comptent pour cette façon de générer les cibles s'inscrivent tout d'abord dans l'exigence d'étendre la portée des opérations récentes. S'ajoute à la tyrannie de la distance, la nature insaisissable des forces ennemies et la définition sommaire des ensembles de cibles caractérisées par des occasions uniques, masquées par des tromperies. »

La « Battlespace », dit Colin Gray dans *Another Bloody Century : Future War* (2005), « se développe maintenant en trois dimensions et va au-delà de l'atmosphère. Ce sont des milliers de longueurs d'ondes électroniques. C'est autant sur le front intérieur que sur le champ de bataille... La bataille dépasse maintenant l'échelle humaine ; elle est aussi rapide que les faisceaux laser ; elle se poursuit 24 heures sur 24. Elle va du spectre de fréquence ultra-bas à ultra-haut et s'étend également sur des milliers de miles .... Les civils et la nature elle-même sont généralement plus menacés que les soldats ».

Rien, en principe, n'empêche maintenant les véritables dominants d'imposer leur propre ordre mondial, tandis que les guerres sécurocratiques dans un espace de combat global indifférencié fournissent les vecteurs de pacification globale. Lorsque nous utilisons, de manière critique, le concept de « pacification », comme l'écrit Neocleous dans *War Power, Police Power* (2014),

« nous sommes obligés de relier le pouvoir de la police au pouvoir de guerre. En effet, en tant que concept critique, la « pacification » insiste sur l'union de la guerre et de la police d'une manière qui s'oppose fondamentalement à la tendance dominante qui pense à la guerre et à la police en tant que deux activités distinctes institutionnalisées dans deux institutions distinctes (l'armée et la police). Cette séparation idéologique... a imposé aux érudits

une dichotomie banale de « modèles », tels que le « modèle criminologique » par rapport au « modèle militaire » ... la « militarisation de la police » et la « police de l'armée » ou le regroupement de « police de haute intensité » avec « guerre de faible intensité ». De tels modèles obscurcissent l'unité du pouvoir d'État ... La « pacification » vise à saisir un lien d'idées - l'accumulation de la guerre-police - dans la sécurité de l'ordre bourgeois. »

La guerre sécurocratique devient rien moins qu'un outil de guerre de classe. Nous pouvons saisir la visée politique derrière le terme « sécurité » apparemment bienveillant en le remplaçant par le terme « pacification ». Nous voulons tous être sécurisés, mais voulons-nous être pacifiés ? La pacification, rendant les gens incapables de résister à l'injustice ou aux répressions, soulève des questions cruciales cachées derrière le terme sécurité. Qui me *pacifie* ? Pourquoi me *pacifient*-ils ? Comment me *pacifient*-ils ? C'est le genre de questions qui sera abordé. L'objectif est de créer une conscience critique de la manière dont nous sommes manipulés et contrôlés, afin de favoriser des formes de résistance efficaces et, en fin de compte, d'offrir une alternative juste, pacifique et durable au système mondial capitaliste qui nous a emprisonnés.

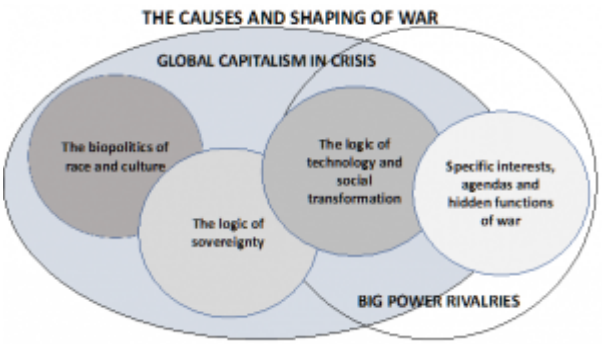
6. Pas seulement le capitalisme

Le capitalisme transnational fabrique la logique sous-jacente et l'arrière-plan des guerres modernes, mais ce n'est pas la seule cause ou le seul pilote de guerre, bien qu'il soit invariablement impliqué d'une manière ou d'une autre. Comme le suggère le modèle représenté plus loin, les rivalités internes au *Big Power* jouent également un rôle majeur. S'ajoutent aussi quatre autres causes au moins, mises en évidence par le chercheur militaire Steve Niva, qui méritent d'être mentionnées :

- La bio-politique de la race et de la culture, qui sous-tend la logique de la colonisation, des États coloniaux et des systèmes de castes raciales. Dans l'ensemble, nous pouvons signaler un système mondial d'apartheid, de hiérarchie raciale et d'exclusion qui se nourrit de guerre, de conflit et de répression.
- La logique de la souveraineté, l'exclusivité autoritaire du nationalisme, se manifestant dans les états d'urgence, conduit à une police répressive et une tendance à priver les populations de droits, tout en s'appuyant sur diverses prétentions bio-politiques ou des menaces.
- La logique de la technologie et de la transformation sociale, grâce à laquelle le monde numérique, la surveillance et les technologies de communication, les médias sociaux et les réseaux, entraînent une dynamique propre, affectant nos vies et nos relations de manière non discernée.
- Les intérêts spécifiques de la guerre, les programmes et les fonctions cachées. Tout cela invente des ennemis, modifie les alliances et l'allure des conflits. S'ensuivent des concurrences idéologiques et des intentions cachées ; des facteurs structurels tels que les relations conflictuelles entre tribus, des seigneurs de guerre, des conflits de classes, ethniques et des alliances ; une corruption institutionnalisée ; des histoires et expériences qui alimentent les conflits ; une concurrence à l'égard du pouvoir politique, des ressources ou des gains immédiats ; des déséquilibres créés par les changements environnementaux ou des changements dans l'environnement politique, social et épidémiologique ; des politiques inappropriées ou destructives (par exemple, l'ajustement structurel de la Banque mondiale, l'austérité du FMI ou les politiques favorisant les cultures de rente, les forces de maintien de la paix, le développement inégal) ; l'usage de conflits extérieurs pour renforcer l'unité intérieure

et leur capacité à remporter des élections ou à conserver le pouvoir ; le cooptation et l'intimidation.

Les causes et la mise en forme de la guerre



7. Comment cela se passe-il ? Technologies de destruction et de répression

Enfin, comment cela se passe-il ? Comment l'hégémonie mondiale est-elle appliquée ? Examinons certaines des technologies et des armes à la disposition des élites mondiales.

Les armes conventionnelles représentent toujours l'essentiel des dépenses militaires. À mesure que les forces armées, les forces de sécurité intérieure et la police militarisée augmentent et prennent la forme de guerres sécurocratiques contre les peuples, leurs armes et leurs technologies de répression fusionnent. Par opposition à l'armement strictement militaire qui était principalement réservé aux forces armées classiques, les technologies de répression à l'encontre des peuples passent de l'individu à la société dans son ensemble. Cela comprend des armes, des mécanismes de tri social, des moyens de surveillance et d'arrestation, des moyens invalidants, précis et largement invisibles. Beaucoup sont même commercialisés comme bénins et non mortels.

Les technologies de la répression peuvent être regroupées en deux catégories : celles utilisées principalement par les militaires dans les guerres asymétriques ou civiles, et celles utilisées principalement par la police ou les forces de sécurité intérieure en vue de la « sécurisation » nationale. Bien que le chevauchement s'accroisse – les drones, par exemple, sont employés à la fois dans les opérations militaires et des menées intérieures, tout comme les technologies de surveillance – il existe encore certaines restrictions sur les armes militaires par la police intérieure ; les drones armés n'ont pas encore été déployés par les forces de police dans les démocraties. Néanmoins, la tendance est à la convergence.

Parce que la gauche, comme la majorité de la population, ne porte guère une grande attention aux opérations militaires et policières, sauf dans les cas d'attaques dramatiques, nous savons peu de choses de la technologie qui contrôle une grande partie de nos vies (sans parler d'une industrie qui, au total, militaire et sécurité combinées, génère environ 2 500 milliards d'euros par an). Parmi les armes que nous devrions particulièrement surveiller, on peut citer :

Les robots tueurs / Les systèmes autonomes d'armes létales / Les systèmes non habités

Les armes robotiques, les systèmes d'armes autonomes (AWS) sont des robots militaires capables de localiser, sélectionner et éliminer des cibles humaines sans intervention humaine. Fonctionnant sur la terre, sur l'eau, sous l'eau, dans l'air et dans l'espace – utilisés de plus en plus par les services de sécurité nationale et les forces de police intérieure aux côtés de l'armée – ils constituent un défi fondamental pour la protection des civils et le respect des règles internationales des droits de l'homme et du droit humanitaire. En particulier, ils ne peuvent pas se conformer à un principe fondamental du droit international humanitaire : le principe de distinction, consistant à établir une nette séparation entre combattants, objectif légitime de guerre, et non-combattants. Les robots ne disposent pas de systèmes permettant le traitement sensoriel ou de vision pour séparer les combattants des civils, en particulier dans la guerre des insurgés, ou pour reconnaître les combattants blessés ou abandonnés.

Nano et micro-armes, de nature biologique

La nanotechnologie moléculaire multiplie les

capacités militaires/policières par un million de fois, ce qui signifie que les nations ou les populations qui n'ont pas la capacité de fabriquer de telles armes seront à la merci des adversaires qui en disposent. Les nanoparticules représentent la technologie la plus dangereuse que l'humanité ait jamais rencontrée, des milliers de fois plus dangereuse que les armes nucléaires. Parmi les armes et l'équipement qui seront produits :

- Nano ou *Smart dust*, un réseau de nano-capteurs invisibles qui se propage comme de la poussière sur une ville ou une région, ayant la capacité de cartographier en permanence, en 3D, une ville entière et toutes ses activités.
- Les nano-poisons, l'ultime arsenal de précision, attaquent des fonctions spécifiques du cerveau plutôt que de simplement tuer. Ils peuvent créer des micro-champs qui éclatent en rafales imperceptibles détruisant des parties du cerveau. Un « poison de lobotomie frontale » rendra une personne – ou toute une population – incapable de se souvenir de quelque chose. Un poison alcoolique rendra les individus incapables de cesser de boire de l'alcool, etc.
- Les attaques de *Swarmbot* (robot-essaim*)* opérant comme une horde d'oiseaux, un banc de poissons ou un essaim d'abeilles ; la « robotique d'essaim » repend l'idée de la robotique multicellulaire dans laquelle un grand nombre de robots individuels peut effectuer des tâches plus complexes qu'un seul appareil.
- Les nano-bloqueurs cardiaques et les inducteurs d'AVC ont recours au contrôle de la circulation sanguine pour provoquer une douleur intolérable ou tuer. Parmi les types de guerre biologique, les nano « sous-marines » vont introduire du matériel génétique dans les cellules pour déstabiliser la reproduction cellulaire et provoquer des « mutations génétiques rapides ». Une simple valise peut transporter 50 milliards d'armes nano-antipersonnel capables d'inoculer des doses létales du botulisme à tous les habitants de la terre !
- Les nano-guerriers, robots qui s'auto-reproduisent à échelle bactérienne, et peuvent détruire les individus, les populations ou les écosystèmes en les consommant littéralement (écophagie). Le phénomène connu sous le nom de « *gray-goo* », d'autres scénarios écophagiques comme le « *gray* plancton » qui détruit les océans, les « *gray* poussières » ou les « aérovores » qui peuvent se reproduire dans l'atmosphère et bloquer toute la lumière du soleil, ou le « *gray* lichen » qui peut provoquer une destruction écophagique de toute la biologie terrestre.
- Gigawatt, faisceaux de micro-ondes à énergie solaire ou à nucléaire – sorte de four solaire – capable, depuis des centaines de kilomètres, de faire fondre complètement, chars, avions, destroyers, missiles entrants, etc.
- Les essaims de missiles composés de missiles individuels d'environ un mètre de long, transportant des ogives d'un kilo, fabriquées par millions, capables de traverser la haute atmosphère et de tuer avec précision au retour dans l'atmosphère terrestre
- Les insectes *cyborg* sont transformés en micro-drones. Des milliers de nano-éclaireurs parasitaires – caméras et capteurs – seront placés sur des insectes vivants pour les contrôler. En plus de devenir les yeux et les oreilles de l'intelligence militaire, ces nano-éclaireurs intelligents auront la capacité de déterminer la présence de certains produits chimiques et de détecter les

mouvements, la température et les vibrations. Des dispositifs robotiques seront également implantés dans des embryons d'insectes afin de devenir une partie de l'insecte à mesure qu'il grandit, en le transformant en *cyborg* espion ou assassin.

- Insectes mécaniques. Le laboratoire de microrobothérapie de Harvard travaille depuis des années à la fabrication de robots inspirés de la biologie et de la taille d'une abeille qui peuvent voler et se comporter de manière autonome comme une colonie – *RoboBees project* – produisant ainsi des millions de robots micro-assassins. Les ingénieurs de Harvard seront bientôt en mesure de réduire la taille des robots tueurs au point qu'ils ne seront plus visibles à l'œil nu. Des rumeurs prétendent que des ingénieurs de MIT testent des robots tueurs dans des opérations secrètes menées en Iran et en Corée du Nord.

Armes de guerre urbaine et de surveillance

- Les forces spéciales seront équipées d'une armure hyper-furtive quantique, de « camouflage adaptatif », de voiles nano-réfléchissantes qui les rendent largement invisibles en déformant les ondes lumineuses de manière à réduire considérablement la signature thermique et visible du soldat (ou du policier).
- Les munitions létales ciblées sont des armes de précision mortelles et cruelles, spécialement conçues pour la guerre urbaine. Les bombes à base de tungstène DIME (*Dense Inerte Metal Explosives*) utilisent des nanométaux pour créer des explosifs chimiques ultra-brûlants plus puissants que les bombes conventionnelles. Chimiquement toxiques, cancérogènes, endommageant le système immunitaire par atteinte de l'ADN, génotoxiques, les bombes DIME explosent juste au-dessus des têtes des personnes ciblées et des malheureux à proximité. Elles provoquent une explosion puissante qui pulvérise un alliage de tungstène *Heavy Metal Alloy*, surchauffé. « Lorsque l'éclat frappe le corps », a déclaré le Dr Joma Al-Saqqa, chef de l'unité d'urgence du plus grand hôpital de Gaza, Al-Shifa, où Israël a utilisé les armes DIME lors de son attaque de 2008 et, par la suite, « il provoque des brûlures très fortes qui détruisent les tissus autour des os … Il brûle et détruit les organes internes, comme le foie, les reins, la rate et d'autres organes ; il rend presque impossible de sauver les innocents […]. Lorsque les plaies ont été explorées [il était difficile de déterminer l'étendue de] la mort des tissus … Un taux d'infection profond plus élevé a entraîné une amputation ultérieure. Malgré l'amputation, il y a eu une mortalité plus élevée. Les effets de l'arme semblaient radioactifs. »
- Les « véhicules d'ordre public » sophistiqués emploient un large éventail d'équipements de contrôle de la foule pour disperser ou saisir les manifestants : armes anti-émeutes telles que des fusils de chasse, des canons à eau, des balles en plastique, des irritants chimiques, des liquides toxiques, des dispositifs à électrochocs et des systèmes optico-acoustiques qui peuvent aveugler ou rendre sourd.
- Souvent négligées, les technologies « disciplinaires », mais « omniprésentes » utilisées pour contrôler, torturer et intimider les personnes arrêtées par la police ou capturées par l'armée pour des raisons allant de la lutte contre le

terrorisme et la criminalité aux manifestations ou à la réduction au silence des détracteurs. Les technologies de répression comprennent les entraves de jambes, les menottes, l'usage d'objets contondants exigeant un recours aux médicaments, la potence, les guillotines, les chambres d'exécution et les méthodes « scientifiques » d'interrogatoire et de torture.

UAV (Unmanned Aerial Vehicles) / Drones

Les UAV ou drones, sont des changeurs de jeux dans la sécurité nationale, dit Patrick Lin (2011) :

« Nous trouvons maintenant des robots militaires dans presque tous les environnements : la terre, la mer, l'air et même l'espace extra-atmosphérique. Ils ont une gamme complète de facteurs de forme de petits robots qui ressemblent à des insectes, des drones aériens avec des ailes supérieures à celles d'un avion de ligne Boeing 737. Certains sont répartis sur des cuirassés, tandis que d'autres patrouillent des frontières en Israël et en Corée du Sud. Ils ont des modes entièrement automatiques et peuvent prendre leurs propres décisions de ciblage et d'attaque. Il y a maintenant des travaux intéressants avec des micro-robots, des robots envahis, des humanoïdes, des robots chimiques et des intégrations biologiques. La raison habituelle pour laquelle nous voulons des robots au service de la sécurité nationale et du renseignement, c'est qu'ils peuvent faire des emplois connus sous le nom de 3 « D » [1] : travaux ennuyeux, tels que la reconnaissance étendue ou la patrouille au-delà des limites de l'endurance humaine et la garde debout sur les périmètres ; les emplois sales, tels que le travail avec des matières dangereuses et après des attaques nucléaires ou biochimiques, et dans des environnements inadaptés aux humains, tels que l'eau sous-marine et l'espace extra-atmosphérique ; et les emplois dangereux, tels que le tunnel dans des grottes terroristes, ou la lutte contre des foules hostiles, ou la suppression de dispositifs explosifs improvisés (IED). »

Les drones jouent un rôle clé et deviennent un programme dominant, plus de quarante pays ont des programmes de robotique militaire. Le Pentagone compte environ 7 000 drones aériens, à la fois pour la surveillance 24 heures sur 24 et pour les attaques. Ils combattent les patrouilles aériennes. La nouvelle technologie « *Gorgon Stare* (surveillance) » qui peut capter des vidéos en direct d'une ville entière. Certains drones armés sont déjà dotés d'une intelligence artificielle, leur permettant de prendre des décisions autonomes en matière de vie et de mort. Israël est le leader mondial de la production de drones et un partenaire majeur dans le développement du *Watchkeeper*, le futur drone européen, développé avec Thales. En effet, comme le souligne Graham : « L'Agence européenne de défense, un organisme financé par le Royaume-Uni et d'autres gouvernements européens, fait un lobbying intense pour promouvoir la diffusion généralisée des drones au sein du Royaume-Uni et de la police ainsi qu'au sein de la sécurité de l'UE afin de renforcer les capacités existantes des sociétés de sécurité européennes comme BAE, EADS et Thales sur les marchés mondiaux, en plein essor, des drones armés et militaires ».

Armes d'impulsion électromagnétique (EMP)

Basée sur le déclenchement rapide d'une explosion, hautement concentrée et hautement destructrice provoquant une énergie électromagnétique comparable à une explosion nucléaire, une arme EMP déclenchée à 400 kilomètres au-dessus d'un pays n'entraînerait aucun effet de souffle ou de rayonnement au sol mais détruirait le réseau électrique et de communications, stopperait les usines, entraverait la distribution de nourriture et provoquerait un effondrement économique ; les systèmes électriques seraient gravement atteints dans toutes les régions et ce, pendant de longues périodes.

Cyber guerre

Le cyberespace, le « cinquième domaine de guerre », a ouvert de nouveaux fronts pour la guerre électronique, pénétrant dans les ordinateurs ou les réseaux d'un autre pays afin de causer des dégâts ou

des perturbations. La première attaque d'armes numériques s'est produite en 2009, lorsque les États-Unis et Israël ont pénétré des ordinateurs iraniens avec le virus Stuxnet, suivis de Duku et Flame. La cyberguerre peut prendre plusieurs formes. Elle peut diffuser de la propagande ou de la désinformation à une population via Internet, vandaliser ou supprimer des sites Web, intégrer des logiciels malveillants dans des systèmes informatiques, espionner, perturber les systèmes informatiques et satellitaires militaires (contrecarrant la domination de tout le spectre) et monter des cyberattaques à grande échelle sur l'infrastructure essentielle. Au moins 120 pays devraient développer activement des capacités de cyberguerre.

Les guerres de sécurisation menées dans un espace de combat indifférencié regroupent des espaces « étrangers et internes », le tout étant surveillé en parallèle par des satellites de haute technologie, des drones, des vidéos « intelligentes », des armes « non létales », de collecte généralisée de données et de surveillance biométrique.

Environnements immersifs : zones de combat qui « voient » (CTS)

Un exemple parfait de la façon dont la technologie militaire s'infiltre dans la police et les administrations municipales au Nord, *Combat Zones That See* (CTS), un projet de l'Agence de projets de recherche avancée du Pentagone (DARPA), vise à « suivre tout ce qui se déplace » dans une ville, en reliant de vastes réseaux de caméras de surveillance à des systèmes informatiques centralisés. Le logiciel d'intelligence artificielle identifiera et suivra tous les mouvements dans toute la ville, créant des profils numérisés de chacun, afin qu'il puisse être localisé à tout moment. Les programmes déjà mis en place comme « *Safe Cities* » et l'installation de caméras de vidéo-surveillance « intelligentes » dans les villes du *Global North* fournissent des « aperçus stratégiques » à la police et aux autorités en recueillant et en analysant des quantités considérables de données provenant de systèmes de surveillance basés sur la reconnaissance de l'identité humaine, la vidéo-surveillance, les caméras de vision nocturne, les logiciels de reconnaissance faciale, les systèmes de suivi global, les bio-détecteurs, les dispositifs de surveillance et les données recueillies à partir des appels téléphoniques, des applications téléphoniques, des courriels et des réseaux sociaux. Grâce à un tel « tri social », nous sommes incapables ou empêchés d'accéder à des lieux ou des événements particuliers. Sans notre consentement, nos mouvements et même les modèles de consommation sont suivis. En effet, nos mouvements peuvent être prédits, ce qui signifie que nous pouvons être appréhendés parce que soupçonnés de prévoir un acte illégal ou indésirable, qu'il s'agisse d'un crime ou d'une manifestation.

Ingénierie génétique

Les « technologies d'amélioration humaine » menacent (ou promettent, selon votre point de vue) de créer de telles différences dans la capacité de combat entre les soldats du Nord et la police d'une part et leurs adversaires d'autre part, selon lesquelles un « zéro danger » (de notre « côté ») est garanti. Des exo-squelettes bioniques, des combinaisons de combat qui fournissent une protection, une communication, une amélioration mécanique, une gestion thermique et même des compressions de plaies et des médicaments thérapeutiques. Ce sont quelques-unes des technologies qui seront mises à la disposition des agents de contrôle sous la coupe des classes dirigeantes.

8. Résistance à la pacification : un ordre du jour pour la gauche

La tâche qui s'offre à la gauche aujourd'hui est de faire progresser le militantisme pour parvenir à une contre-hégémonie efficace. Il faut aussi sortir du « cloisonnement » entre problèmes particuliers et formuler une analyse globale de ce qui ne va pas avec le capitalisme transnational et commencer à formuler ce que nous suggérons comme système mondial plus juste et plus durable. Ainsi, devrions-nous agir tout comme les transnationales.

L'échec de la gauche à conceptualiser les « guerres mondiales contre le peuple » et la pacification à laquelle elles conduisent révèle un énorme vide dans notre analyse politique. En effet, une telle analyse centrée sur la pacification pourrait être le moyen le plus efficace pour « relier les points » entre toutes ces questions disparates, car c'est là le véritable cœur du problème : comment l'élite capitaliste nous contrôle et nous marginalise. Cela nous conduit aux questions clés mentionnées précédemment : *Qui* me pacifie ? *Pourquoi* me pacifient-ils ? *Comment* me pacifient-ils ? À propos de ces questions, je prétends que nous pouvons construire un mouvement mondial à la fois critique et présentant un double programme : démantèlement de la matrice globale de contrôle tout en substituant ce que David Harvey appelle un « humanisme révolutionnaire ». « Le capital ne peut pas s'empêcher de privatiser, de réifier, de monétiser et de commercialiser tous les aspects de la nature [et de l'humanité], tout ce qu'il est possible de faire… Ce n'est pas entièrement au-delà du domaine du possible », avise-t-il,

« que le capital pourrait survivre… par une élite oligarchique capitaliste qui supervise l'élimination massive génocidaire d'une grande partie de la population excédentaire et épuisée du monde, tout en asservissant le reste et en construisant de vastes environnements fermés artificiels pour se protéger contre les ravages d'une nature externe, qui sont toxiques, stériles et ruineusement sauvages… Il serait faux de considérer les scénarios dystopiques comme des plans impossibles pour l'avenir d'une humanité moins qu'humaine… Le capitalisme ne tombera jamais seul. Il faudra qu'il soit poussé. L'accumulation de capital ne cessera jamais. Il faudra l'arrêter. La classe capitaliste n'abandonnera jamais volontairement son pouvoir. Elle devra être dépossédée. »

Les yeux ouverts sur les technologies de destruction et de répression aux mains de nos maîtres capitalistes, nous devrions entamer notre riposte collective.

Traduit de l'anglais par François Chesnais, Dominique Plihon, Catherine Samary et Jacques Cossart

Références

- Christopher Bowie, Robert P. Hafa, Jr. and Robert E. Mullins, Trends in Future Warfare, *Joint Force Quarterly* (2003, p. 132).
- Mike Davis, *Planet of Slums*. London : Verso (2006).
- Stephen Graham, *Cities Under Siege : The New Military Urbanism.* London : Verso (2010).
- Colin Gray, *Another Bloody Century : Future Warfare.* London : Phoenix (2005, pp. 169-170).
- Jeff Halper, War Against the People : Israel, the Palestinians and Global Pacification. London : Pluto (2015).
- David Harvey, *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism.* London : Profile Books (2014).
- Thomas Lemke, *Foucault, Governmentality, and Critique* (2000)
- Mark Neocleous, « A Brighter and Nicer New Life » : Security as Pacification, *Social Legal Studies* 20(2):24, 2011.
- — *War Power, Police Power.* Edinburgh : Edinburgh University Press (2014).
- Mark Neocleous, George Rigakos and Tyler Wall (eds.), On Pacification : Introduction to the Special Issue. *Socialist Studies* 9(2):1-31 (2013).
- Rupert Smith, *The Utility of Force : The Art of War in the Modern World.* New York : Vintage Books (2005).
- John W. Whitehead, *A Government of Wolves : The Emerging American Police State.* New York : SelectBooks (2013).

Notes

[1] En anglais *dull jobs, dirty jobs, dangerous jobs.*

L'insécurisation générale militarisée

mardi 30 mai 2017, par Bernard Dreano

Nous vivons dans le monde globalisé du néolibéralisme, dominé par l'oligarchie financière, sans modèle alternatif quelque part sur la planète. Ce qui ne signifie pas un monde unifié. Cette emprise globale ne signifie pas l'empire global, dominé par une puissance principale, n'ayant à faire face qu'à des contradictions secondaires et quelques résistances périphériques, la pax americana dont rêvaient les néoconservateurs américains au début des années 1990.
S'il n'existe qu'une seule hyperpuissance (financière, économique, militaire), les États-Unis, c'est un monde partiellement (et de plus en plus) multipolaire, où les « grandes puissances » étatiques n'ont pas disparu, leurs rivalités non plus, mais où l'hypothèse d'affrontements frontaux entre puissances ou alliances, comme au XIXe et au XXe siècle, n'est pas, pour le moment, à l'ordre du jour.

> Même sans guerres interétatiques traditionnelles, grandes ou petites, peu d'observateurs réalistes pensent que notre siècle puisse nous apporter un monde sans la présence constante des armes et de la violence.Eric Hobsbawn [1]

> On passe d'un monde où le risque de guerre mondiale dérivait en conflits régionaux à un monde où les conflits régionaux risquent de dériver en guerre mondiale non programmée.Xavier Raufer [2]

La conflictualité qui se développe n'est plus celle de la période précédente. Le monde de la deuxième partie du XXe siècle (1945-1989) était en fait tripolaire : à la rivalité globale et pour l'essentiel *froide* des deux blocs antagonistes « Est-Ouest » s'ajoutait la tension « Sud-Nord » de la décolonisation avec nombre de conflits plus ou moins *chauds*, eux-mêmes, surtout les plus chauds, polarisés par l'affrontement Est-Ouest. On avait au Nord une « guerre imaginaire » doublée d'une incroyable course aux armements bien réelle [3], et au Sud des guerres réelles plus ou moins *asymétriques* [4].

La convergence catastrophique

La « convergence catastrophique du néolibéralisme, du militarisme et du changement climatique » est la situation qui se développe sous nos yeux quand les catastrophes provoquées par le changement climatique se croisent avec les crises de pauvreté et d'inégalité produite par trente ans de néolibéralisme, la « collision des désastres politiques, économiques et environnementaux » [5].

Les crises environnementales, conséquences de décennies de productivisme, ont déjà des effets ravageurs, mais elles vont s'amplifier, en particulier avec les effets du changement climatique, la raréfaction de ressources vitales, les pollutions massives, le dramatique recul de la biodiversité, la course aux matières premières, Ces déséquilibres menacent le vivre ensemble et la cohésion des sociétés déjà ébranlées par la gestion financière du monde. Ce qui signifie la multiplication conflits *identitaires* ou *ethno-confessionnels* dégénérant parfois en guerres.

Les guerres de dislocations

Tensions et conflits entraînent des crises des États, des *dislocations* des sociétés, dégénérant en affrontements armés et en véritables guerres : les « nouvelles guerres de dislocation » [6]. Pour des

raisons historiques et géopolitiques, qui ne seront pas développées dans les limites de ce texte, une partie du monde est plus affectée que d'autres : une vaste zone de l'Atlantique à l'Asie du Sud, ce que les stratèges américains appellent MENA (Middle East and North Africa). Et l'Afrique sahélienne et centrale, mais qui touche aussi l'Asie du Sud, l'Europe du Sud-Est et les périphéries de l'ancien empire soviétique. Des métastases de cette conflictualité apparaissent dans d'autres sociétés (en Europe occidentale, en Asie du Sud-Est, etc.).

Ces guerres se développent d'abord à l'intérieur des États ou de régions, et non entre États. Au sein même des sociétés, de manière durable et plus ou moins continue. Elles entraînent l'effondrement des États et non, comme celles que nous avions connues depuis trois siècles, le renforcement des États (du moins des États vainqueurs). Les belligérants ne sont d'ailleurs pas seulement des États, mais aussi des acteurs non-étatiques ou post-étatiques (des milices hors des armées, des armées éclatées en milices). Ces guerres commencent progressivement, et ne s'achèvent pas par un quelconque traité. Au mieux, par un *processus de paix* aux limites inconnues. Dans toutes ces guerres de dislocation, la configuration des affrontements épouse des fractures historiques, identitaires et sociales préexistantes, mais ces fractures sont aussi largement amplifiées dans et par les guerres elles-mêmes (par exemple l'antagonisme Chiites/Sunnites, Croates/Serbes/Musulmans). Avec généralement des dimensions de « purification ethnique », voire de génocide. Les guerres peuvent commencer par des luttes entre porteurs de projets politiques et sociaux antagoniques et deviennent ensuite des affrontements ethno-confessionnels.

Les processus de dislocation ont des causes internes historiques et politiques et des causes générales exogènes. La principale cause générale n'est pas la « mauvaise gouvernance », le « défaut de développement économique » que dénoncent les experts de la Banque mondiale [7] pour expliquer l'irruption de conflits ethniques et communautaires, mais précisément la gouvernance despotique et le mal développement imposé, quand « l'économie de marché » est celle de la corruption et de l'accaparement sous couvert de privatisations, au profit de kleptocraties, du démantèlement des services publics, de la hausse des inégalités, de la dette paralysant la puissance publique et du pillage par les multinationales.

En dehors des affrontements directs des grandes puissances les unes contre les autres, les « anciennes » guerres locales avaient pour but la conquête ou le contrôle de territoires, et de leurs ressources, la sécurisation de voies de communication, ou à l'inverse la résistance à l'invasion, la volonté de libération nationale et de création d'États indépendants. Évidemment, tout cela n'a pas disparu, et, bien entendu, les puissances extérieures peuvent intervenir, dans les « nouvelles » guerres de dislocation. Les deux formes de guerres peuvent d'ailleurs se mêler : l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003 par les Américains et leurs alliés sont des guerres classiques (avec leurs dimensions impérialistes évidentes), mais quand le président Bush Junior annonce que la guerre (contre Saddam Hussein) est gagnée [8], une autre guerre, de *dislocation*, a commencé, une guerre multiforme, avec sur le terrain des alliances incertaines et mouvantes [9], et qui semble sans fin. Le bulgare Ivan Krastev notait que la guerre dans l'est de l'Ukraine était « un exemple de collision du passé et du présent, le fait qu'une grande puissance mette la main sur des territoires d'un pays voisin est une scène classique du passé… en même temps la guerre qui y fait rage appartient déjà au futur » [10].

Les combats ne sont généralement pas initiés, ou initialement encouragés, par les puissances extérieures, ni dans celles de l'éclatement de la Yougoslavie, ni dans le cas des guerres en cours au Sahel. Prenons l'exemple de trois guerres internes qui se sont développées en Syrie, en Libye et au Yémen après les soulèvements du « printemps arabe » de 2011. Dans ces trois pays comme dans d'autres, une partie de la population s'est dressée contre les régimes, c'est-à-dire contre des familles régnantes et des clans « possédant » l'État (Assad-Makhlouf en Syrie, Kadhafi en Libye, et dans une moindre mesure Saleh au Yémen) et plus généralement contre des élites au pouvoir, par ailleurs largement intégrées dans le système monde (et à ses banques), quels que soient les affichages anti-impérialistes et

patriotiques de certains [11]. Le contrôle absolu du pouvoir étant à leurs yeux la condition absolue du maintien de leurs privilèges et de leurs profits, ces dirigeants ont, tout de suite ou très vite, tenté d'écraser militairement la contestation, ce qui a débouché, sur des guerres civiles de dislocation. Bien sûr, l'ingérence de forces étrangères a plus ou moins pesé ensuite sur l'évolution de la conflictualité. Intervention aérienne occidentale immédiate en Libye, très rapide et d'abord iranienne puis russe en Syrie (avant même que les autres puissances globales et locales n'interviennent), plus progressive dans le jeu des alliances yéménites.

Le processus de désintégration du social et du politique, dégénérant en guerre civile, ou comme le dit Nicolas Dot-Pouillard [12], les États-nations en crise prêtent leurs noms : « Dans les années 1990, c'était la *libanisation* de la Yougoslavie. Puis, il y a eu la *balkanisation* du Moyen-Orient, ensuite *l'irakisation* du Proche-Orient. Bientôt, la *syrianisation* viendra dans le grand bal des concepts macabres remplacer les termes précédents ».

Remarquons au passage que, pendant ce temps-là, les idéologies salafistes et wahhabites se développent dans le monde musulman. Cependant, constatons aussi que les mouvements radicaux et armés (djihadistes) ne peuvent prospérer de manière significative que dans des guerres de dislocation préalablement existantes (sans que les djihadistes n'en soient jamais les déclencheurs initiaux) comme hier en Afghanistan et plus récemment au Nord-Nigéria, au Nord-Mali, en Libye, en Irak, en Syrie, au Yémen, en Somalie, etc. Et même à petite échelle, dans les franges déjà disloquées de nos sociétés pacifiques…

Une nouvelle course aux armements

Il y a, localement, des guerres en cours, qui, loin de s'éteindre, semble s'étendre. Et une course aux armements qui semble reprendre globalement.

Les dépenses militaires à l'échelle mondiale, après un certain tassement en 1990-2010 lié à la fin de la guerre froide, sont reparties à la hausse, du moins dans certains pays. Le volume global des dépenses militaires était évalué pour la seule année 2015 à 1 700 milliards de dollars [13]. Les quinze premiers pays concentraient plus de 80 % du total mondial des dépenses en 2015 ; les quatre premiers 58 %, États-Unis : 596 milliards, Chine : 215 milliards, Arabie saoudite : 87,2 milliards, Russie : 66,4milliards ; on trouvait ensuite le Royaume-Uni, l'Inde et la France. Si l'on rapporte ces chiffres au produit intérieur brut des pays (PIB), la dépense équivalait, à 4,7 % pour les États-Unis, 4,3 % pour la Russie, 2,2 % pour la Chine, 6,4 % pour Israël, 13,7 % pour l'Arabie saoudite (à comparer aux 2,3 % pour l'Iran). Soit une moyenne de dépense par habitant, de 2 778 $ en Arabie saoudite, 1 923 $ en Israël, 1 854 $ aux États-Unis… et 156 $ en Chine. Les dépenses de la plupart des pays européens demeurent à des niveaux plus modestes, généralement très en dessous des 2 % du PIB demandés par l'OTAN (et exigés par Donald Trump). Les principaux exportateurs d'armes sont les États-Unis, la Russie, la Chine, suivis de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ; les principaux importateurs sont l'Inde, l'Arabie saoudite, la Chine, les Émirats arabes unis, le Pakistan [14].

Ces dépenses servent à financer des systèmes d'armements plus ou moins massifs et sophistiqués, en principe pour sécuriser le territoire national, garantir les *intérêts vitaux*, affirmer une politique de puissance globale ou régionale par rapport à des rivaux, faire face à des menaces supposées.

Pendant la période 1945-1989 ces politiques de défenses étaient légitimées par deux types d'arguments : faire face à une nouvelle guerre mondiale et faire face aux « subversions » (supposées plus ou moins fomentées par « l'autre côté »). La première justifiait l'hyper-course aux armements, la seconde les stratégies anti-insurrectionnelles. Les instruments pour des guerres plus ou moins globales était prévus pour affronter des forces disposant du même type d'instruments, dont les armes nucléaires et les missiles intercontinentaux, mais aussi les aviations et marines « lourdes ». Des moyens finalement inutilisables (nucléaire) ou peu efficaces pour les guerres « anti-insurrectionnelles », (les meurtriers bombardements américains du Viêt-Nam n'ont pas

empêché la défaite). Au-delà de « l'équilibre de la terreur » [15] entre Est et Ouest, l'hyper-course aux armements a été conçue du côté américain, et dès l'origine et plus encore à l'époque de Ronald Reagan, moins pour faire éventuellement la guerre, que comme moyen de mettre à genoux économiquement l'URSS, qui s'épuisait à tenter de suivre.

Nous vivons avec le double héritage de cette période : l'hyper-course et la logique de la guerre contre-insurrectionnelle. S'y ajoute, à la fin du XXe siècle, la RMA « révolution des affaires militaires » [16] stratégique et technologique.

L'hyper-course d'aujourd'hui est justifiée comme hier par l'existence réelle ou potentielle d'autres puissances hyper-armées : pour les États-Unis, la Chine et la Russie ; pour la Russie, l'avancée de l'OTAN en Europe centrale, mais aussi pour des acteurs mineurs surarmés, par exemple pour les pétromonarchies arabes et Israël, la supposée menace iranienne. Les États-Unis de Bush-junior avaient inventé le concept d'États voyous (*rogue states*) pour justifier la poursuite de leurs efforts. Toutefois, la rivalité en termes d'hyper-course n'est pas actuellement, comparable à ce qu'elle était du temps le plus chaud de la guerre froide, entre deux puissances globales, et rivales sur tous les terrains du monde [17]. La « nouvelle guerre froide » dont on parle à Washington et Moscou est d'abord affaire de légitimation des programmes américains ou russes. Et quand Donald Trump annonce relancer l'hyper-course, les Chinois ont déjà fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de surenchérir, mais de poursuivre « raisonnablement » leurs programmes militaires.

L'hyper-course est aussi (peut-être même avant tout) justifiée par une logique industrielle et financière : les programmes d'hyper-armements se construisent sur 30 ou 40 ans et constituent des rentes considérables, et accessoirement leur financement génère de gigantesques systèmes de corruption et de blanchiment.

La « contre-insurrection », inspirée de l'expérience des Français en Algérie, revendiquée comme telle par les Américains en Afghanistan ou en Irak [18], ou les Turcs au Kurdistan, n'a pas fait preuve de son efficacité, même avec les moyens de la RMA (drones, satellites, munitions de précision, forces spéciales suréquipées, etc.). Et malgré leur débauche de matériels et de troupes, la coalition dirigée par les États-Unis met des années pour réduire les 40 000 combattants de Daech. Le colonel français Michel Goya souligne ainsi que si les troupes françaises ont mis hors d'état de nuire environ 900 combattants djihadistes en Syrie-Irak et au Sahel, « cette guerre où "tout est fait" pour détruire l'ennemi », coûte « un million d'euros par combattant ennemi éliminé » [19], et l'armée française est beaucoup plus économe que son homologue américaine !

Le complexe militaro-sécuritaire

Le complexe militaro-industriel que le président Eisenhower identifiait dès 1961 [20] était l'alliance du haut état-major, des industriels de l'armement, mais aussi des hydrocarbures, et de certains financiers. Il s'est considérablement renforcé aujourd'hui, et influence la recherche et développement, les projets industriels, les planifications de défense et de sécurité, aux États-Unis et dans d'autres pays, dont bien sûr la France.

Nick Buxton et Ben Hayes [21] parlent aujourd'hui de *complexe militaro-sécuritaire* pour décrire une réalité qui dépasse le militaire proprement dit, et planifie l'avenir pour faire face aux menaces réelles et supposées, contrôler territoires et populations, et pas seulement s'armer pour un futur affrontement global. On y retrouve les géants de l'hyper-armement et les start-up de la sécurité. Ils sont bien représentés aux postes clés de l'administration Trump.

Le département de la défense américain n'est pas climato-sceptique, il travaille depuis des années sur les effets et les conséquences du changement climatique. La menace climatique, gigantesque et multiforme, est un prétexte pour justifier de nouveaux programmes militaires en matière de capacités de « projection de forces », de nouveaux matériels de sécurisation et de contrôle, et y compris, comme le souhaite Donald Trump, en finançant les projets fous de la géo-ingénierie climatique ! Ce qui

ne signifie pas renoncer au développement des lourds programmes du passé, incroyablement énergivores (rappelons que le département de la défense américain est l'entité qui a, de loin, la plus grande empreinte carbone de la planète) [22]. Donald Trump a déjà annoncé des commandes de nouveaux navires et aéronefs, et la modernisation de l'arsenal nucléaire (estimée à 1 000 milliards de dollars sur trente ans).

La notion de sécurité intérieure est utilisée pour développer un État sécuritaire et policier qui génère aussi un essor considérable du secteur économique de services et d'équipements de la sécurité, au point qu'on peut parler d'une course aux armements dans laquelle les armes sont pointées vers l'intérieur. La sécurité aux frontières est invoquée face aux terroristes, mais avant tout face au péril migratoire [23]. Ces « profiteurs de la sécurité aux frontières » qui influencent les politiques, et qui en bénéficient. [24] Car ce sont bien eux qui dominent ce nouveau marché d'équipement sécuritaire, par exemple en Europe Airbus industries, Finmeccanica, Indra, Safran, Thales et dans un moindre mesure British Aerospace (BAE), SAAB, Siemens, Indra, etc. En Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde, ce sont les entreprises américaines Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics, Northrop Grumman, United Technologies, Textron, Defendec… Les entreprises israéliennes comme Elta et Elbit sont présentes à la fois sur les marchés américains et européens. Comme le souligne Jeff Halper [25], les Israéliens ont développé en Palestine un banc d'essai pour le développement d'armes, de systèmes de sécurité, de modèles de contrôle de population, et vendent technologies et savoir-faire dans le reste du monde…

Insécurisation

Les Américains vont plus montrer leurs muscles (et leurs armes) [26] que du temps d'Obama. Avec plus d'interventionnisme militaire direct ? Pas sûr. Avec plus de dépenses, plus d'investissements militaro-sécuritaires, certainement. Et plus de discours martiaux et de politique « contre ceux qui nous menacent », c'est en cours…

La sécurisation – il faudrait mieux parler d'insécurisation militarisée – est justifiée par les rivalités potentielles entre puissances, mais plus encore par les menaces globales, immédiates et potentielles, du changement climatique, des migrations, de la raréfaction de ressources, du terrorisme… On parle donc partout de politique de défense *et* de sécurité. De menace extérieure *et* intérieure. « L'irruption du mot « guerre » dans le quotidien sécuritaire intérieur tend à accélérer une mutation vers l'effacement de la ligne de séparation entre tâches policières et tâches militaires, entre paix et guerre » (Alain Joxe).

La France est un acteur important en ce domaine. Pourtant, le débat sur les politiques de défense et de sécurité, intérieure et extérieure, est resté pratiquement absent pendant la séquence électorale de 2017 : personne n'a mis en question la dissuasion nucléaire, personne n'a mis en cause, ou sérieusement discuté, la configuration des systèmes d'armement, des options stratégiques de l'appareil militaro-sécuritaire. Les questions d'alliances, les mécanismes souhaitables de sécurité collective, mondiale, européenne, méditerranéenne… n'ont été évoqués que sous forme de slogans par quelques candidats. Pas plus que les bilans des « opérations extérieures » [27].

Un débat à développer d'urgence.

Petites suggestions biographiques

- Sous la direction de Bernard Dreano, *(In)sécurités humaines, les luttes pour la paix au XXIe siècle*, éditions Non Lieu, Paris, 2015.
- Ben Cramer, *Guerre et paix… et écologie, Les risques de militarisation durable*, éditions Yves Michel, Gap, 2014.
- Alain Joxe, *Les guerres de l'empire global, Spéculations financières, guerres robotiques, résistance démocratique*, La Découverte, Paris, 2012.

- Pierre Conesa, *La Fabrication de l'ennemi*, Robert Laffont, Paris, 2012.
- Jacques Fath, *Penser l'après - Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde*, éditions Arcane 17, Paris, 2015.
- Bastien Alex, Alain Coldefy et Hervé Kempf, *Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense*, Rapport final EPS2013, IRIS, Paris, 2014.
- Claude Serfati, *Le Militaire, une histoire française*, éditions Amsterdam 2017.
- Jean-Vincent Holeindre, *La ruse et la force, une autre histoire de la stratégie*. Perrin 2017.

Notes

[1] Eric Hobsbawm, *Globalisation, Democracy and Terrorism*, Abacus 2007.

[2] Xavier Raufer, directeur des études au département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines à l'Université Paris-II, cité par Alexandre Martin et Loïck Coriou : « Définir un conflit asymétrique ».

[3] Mary Kaldor, *The Imaginary War : Understanding the East-West Conflict*, Backwell, Cambridge, Massachusetts, 1990.

[4] Le concept de « guerre asymétrique » (la guerre du faible contre le fort avec des moyens et des buts du faible totalement différents de ceux du fort) déjà présent chez le philosophe chinois Sun Tzu dès le Vesiècle av. J.-C., dans son L'Art de la guerre (Flammarion, champs essais 2008), caractérise les luttes armées de libération nationale du XXe siècle. Le terme est régulièrement utilisé un peu n'importe comment pour décrire les conflits armés contemporains.

[5] Christian Parenti, "The catastrophic convergence, militarism, neoliberalism and climate change", un chapitre de l'excellent livre publié par le Transnational Institute : Nick Buxton, Ben Hayes (dir), *The Secure and the Disposed, how the Military and Corporations are shaping a Climate-changed world*, Pluto Press, Londres, 2015.

[6] Mary Kaldor, *New and Old Wars, Organised Violence in Global era*, Cambridge Polity Press, 1999, nouvelle édition 2006.

[7] Wold Development Report 2011 : *Conflict, Security and Development*, The World Bank, Washington, 2011

[8] « La mission est accomplie », discours de G.W. Bush sur le porte-avion Abraham Lincoln le 1er mai 2003.

[9] Ainsi, aujourd'hui, les troupes américaines en Irak et Syrie se trouvent en alliance opérationnelle avec les Kurdes du PKK (par ailleurs considérés comme terroristes), en alliance tactique avec les pasdarans iraniens et

les milices chiites en Irak et en esquive avec les mêmes et le Hezbollah en Syrie (par ailleurs considérés comme ennemis stratégiques), en délicatesse avec les forces turques (par ailleurs alliés de l'OTAN), et parfois avec les pétromonarques alliés, en *code share* avec les Russes pour éviter tout incident aérien.

[10] Ivan Krastev, *Kultura* (Sofia), propos recueillis par Hristo Boutsev dans *Courrier international* n°1249 du 9 octobre 2014 : « L'Europe ne sonne plus comme un hymne à la joie »

[11] Gilbert Achcar : *Symptômes morbides, la rechute du soulèvement arabe*, Sindbad/Actes sud, 2017 ; p 22.

[12] Nicolas Dot-Pouillard : *La mosaïque éclatée, une histoire du mouvement national palestinien 1993-2016*, Institut d'études palestiniennes/Sindbad, 2016

[13] Selon les données de l'institut suédois SIPRI.

[14] SIPRI Yearbook 2015 – *Armaments, Disarmament and International Security*, résumé en Français publié par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), Bruxelles, 2015.

[15] On appelait ça MAD : la dissuasion par destruction mutuelle assurée

[16] RMA : *Revolution in military affairs*, concept américain développé à la fin des années 1990, à la fois stratégique (tenir compte de la situation post-guerre froide), et des nouvelles capacités technologiques (guerre électronique, à distance, hyper précision des vecteurs, furtivité, etc.)

[17] Ainsi aujourd'hui, les États-Unis ont 700 bases à l'extérieur de leurs frontières, dont une cinquantaine de très importantes, la Russie n'en a qu'en Syrie… Et à Djibouti on retrouve à la fois les Français, les Américains et la seule base officielle extérieure chinoise.

[18] Généraux David Petraeus et James Amos : « Counter-insurgency Field Manual », Décembre 2006.

[19] Cf. le blog du Colonel Goma et notamment : « La bataille de l'explication » lundi 15 mai 2017.

[20] Dans son discours de fin de mandat du 17 janvier 1961, le président américain Dwight D. Eisenhower avait mis en garde son pays contre la montée en puissance d'un complexe militaro-industriel.

[21] Nick Buxton, Ben Hayes (dir), *The Secure and the Disposed, how the Military and Corporations are shaping a Climate-changed world,* Pluto Press, Londres, 2015.

[22] Cf. à ce sujet les publications *Guerres, armées, climat*, du Cedetim et de l'Assemblée européenne des Citoyens (AEC), à l'occasion des COP 21 et COP 22 : *Les crises climatiques et écologiques, conflits et tensions sociales*, Décembre 2015, *La réponse militaro-sécuritaire*, Janvier 2017.

[23] April Humble : "Climate change, instability and border securisation"

[24] Mark Akkerman : *Border Wars, The Arms Dealers Profiting from Europe's Refugee Tragedy*, Transnational Institute et Stop Wapenhandel, Amsterdam, 2015.

[25] Jeff Halper : *War against the people, Israel, the Palestinians and Global Pacification*, Pluto Press, Londres 2015. Voir son article dans ce numéro des *Possibles.*

[26] Ainsi le geste d'envoyer 59 missiles de croisière - à 800 000 dollars pièce minimum - (une dizaine aurait suffi pour des dégâts finalement limités) sur la base aérienne bachariste de Shayrat. L'utilisation de ma nouvelle « mère des bombes » GBU-43 contre les grottes dans l'est Afghan - qui n'a guère fait plus de victimes qu'un banal baril d'explosif de Bachar à Alep, a été présenté aussi comme un avertissement à... la Corée du Nord... pendant que de manière plus classique des manœuvres aéronavales américano-sud-coréenne se déroulait ostensiblement en mer de Chine.

[27] 111 interventions militaires entre 1991 et 2015.

Le « moment 2008 » et le rebond militaire de la france

mardi 30 mai 2017, par Claude Serfati

La guerre déclenchée en 2011 par la France et d'autres pays (États-Unis, Royaume-Uni, l'Allemagne ayant refusé d'y prendre part) afin de renverser le régime de Kadhafi a marqué un tournant. Plusieurs éléments ont frappé l'opinion publique, un des plus spectaculaires étant le changement soudain d'attitude politique de la France vis-à-vis du chef d'État libyen. Celui-ci avait été reçu avec tous les honneurs fin 2007 par Nicolas Sarkozy. En fait, les liens avec le régime libyen s'étaient intensifiés dès 2004, lorsque l'engagement de son dirigeant dans la lutte contre le terrorisme avait mis fin à l'embargo décidé par l'Union européenne. La France avait alors renforcé ses relations économiques et été particulièrement active dans les ventes d'armes.

Entre 2005 et 2009, la France a été le second pays vendeur d'armes à la Libye, proche de l'Italie, mais loin devant le Royaume-Uni. D'autres guerres de grande envergure ont suivi, au cours du quinquennat de François Hollande. Les décisions d'intervenir au Mali (janvier 2013), en République centrafricaine (décembre 2013), en Irak (janvier 2014), en Syrie (septembre 2015), ainsi que l'utilisation systématique des forces spéciales qu'il a ordonnée en feraient, selon certains, « *le président le plus guerrier de la Ve République* » [1].

Il est donc indéniable qu'un coup d'accélérateur aux opérations militaires à l'étranger a été donné par les deux derniers présidents. D'autres signes témoignent de l'amplification du militarisme français. Les dépenses militaires ont nettement augmenté sous la présidence Hollande. La hausse qui avait déjà été actée en 2013 pour la Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 a été amplifiée après les attentats de 2015, au point qu'à mi-parcours, les objectifs de dépenses militaires inscrits dans la LPM sont réalisés… à 102 %. Voilà au moins un domaine d'activité du quinquennat où les objectifs sont plus que dépassés. Une autre indication de ce tournant est fournie par le boom des exportations d'armes, qui ont atteint un record historique en 2015 (16,5 milliards d'euros de commandes), aussitôt battu en 2016 (20 milliards d'euros de commandes). Il est vrai que, s'inscrivant dans une longue tradition, les gouvernements de F. Hollande, ont mis toute leur obstination à vendre des armes (pour trois quarts du total aux pays du Proche et Moyen-Orient), au mépris de l'usage qui en est fait par les clients (utilisées par le gouvernement égyptien contre son peuple, par l'Arabie saoudite contre les populations civiles au Yémen, etc.).

Il convient toutefois d'éviter tout « court-termisme » dans l'analyse, car ces guerres reflètent moins une rupture qu'une amplification du militarisme français. En effet, les armées françaises sont intervenues de façon continue dans les dernières décennies. Il est d'ailleurs significatif qu'aucun décompte officiel n'existe. Un rapport parlementaire estime qu'il y a eu 111 interventions militaires de la France entre 1995 et 2011 [2]. Les auteurs de ce rapport se demandent si l'interventionnisme militaire n'est pas « *une passion française* » [3]. De même, le fait que les ventes d'armes soient un déterminant majeur des orientations de la politique étrangère française, en particulier au Moyen-Orient, n'est pas nouveau [4]. Cet article propose donc une analyse de ces évolutions qui résultent de modifications majeures dans la situation mondiale et du « tropisme » militaire de la France [5].

« Le moment 2008 » et le militaire en France

Il est nécessaire de partir de ce « moment 2008 » qui résulte selon moi de changements profonds et conjoints dans l'économie et la géopolitique mondiales. Le déclenchement de la crise financière en 2007-2008 a plongé l'économie mondiale dans une

longue récession, dont chacun peut mesurer, dix ans après, la dévastation sociale qu'elle produit. Elle est l'expression d'un système économique capitaliste à bout de souffle, qui épuise le travail et la nature [6]. Ensuite, les mouvements révolutionnaires populaires se sont multipliés en Afrique et au Moyen-Orient. Les peuples protestaient à la fois contre les effets mortifères des programmes d'austérité mis en œuvre à la suite des recommandations de la Banque mondiale et du FMI et pour en finir avec l'autoritarisme des régimes. Ils ont renversé – ou à minima profondément fissuré – des appareils d'État dont certains ne se maintenaient que grâce au soutien des grands pays occidentaux. Le chaos qui s'est répandu et persiste avec plus ou moins de violence dans certains pays (par exemple la Libye) a été accompagné d'un changement d'attitude des États-Unis. Il s'agit d'un autre tournant dans la situation mondiale : l'enlisement des États-Unis en Afghanistan et en Irak a en effet rendu l'administration Obama réticente à de nouvelles interventions massives au sol. Les États-Unis, en dépit de leur écrasante supériorité militaire, n'ont ni l'intention, ni la capacité de gérer le désordre mondial. Quinze ans après la décision de G.W. Bush de renverser le régime irakien, on peut ainsi faire le bilan des analyses qui espéraient (les néoconservateurs) ou craignaient (en particulier dans les courants à la gauche de la gauche en France) la consolidation de l' « empire » par la voie militaire. L'impulsion donnée au militarisme par l'Administration Trump risque d'aggraver le chaos produit par les guerres de G.W. Bush.

L'irruption directe des masses populaires sur la scène politique (les « printemps arabes ») qui a renversé ou ébranlé des régimes s'est produite dans des pays dont certains sont sous forte influence française (Maghreb et Machrek, Afrique subsaharienne, etc.). Ce sont ceux-là mêmes qui sont considérés comme prioritaires par les *Livres blanc sur la défense et la sécurité nationale* (de 2008 et 2013) car les moyens militaires de la France doivent « *pouvoir agir de façon ramassée et concentrée sur les lieux où nos intérêts peuvent être mis en cause* » [7]. Les régions énumérées sont l'aire sahélo-saharienne, la Méditerranée, le golfe Arabo-persique et le Liban.

À la fin des années 2000, les dirigeants français ont conduit des guerres dans leur zone d'influence, là où les intérêts économiques et géopolitiques de la France étaient menacés. Dans ce contexte, la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, a proposé au président Ben Ali « *le savoir-faire de nos forces de sécurité, qui est reconnu dans le monde entier,* [et qui] *permet*[te] *de régler des situations sécuritaires de ce type* » [8]. Bien que décriée, la doctrine Alliot-Marie continue d'être mise en œuvre par les dirigeants français. Comment qualifier autrement les ventes d'armes à l'Arabie saoudite et à l'Égypte – et un certain nombre de régimes en Afrique - qui sont utilisées pour réprimer les peuples ?

Une convergence de forces internes

Le contexte mondial dans lequel les intérêts géopolitiques et économiques français sont insérés a donc profondément changé depuis la fin de la décennie 2000. Il convient maintenant de voir quels sont les facteurs d'ordre interne à la France qui ont provoqué une accélération des interventions. On pense en premier lieu au président de la République qui dispose d'un pouvoir élevé en matière d'interventions militaires. Les comparaisons établies par les chercheurs montrent que la France est, parmi les pays démocratiques, celui dont le président possède le plus de pouvoirs dans le domaine de la défense et dans lequel les contrôles exercés par le Parlement sont les plus faibles [9]. Toutefois, il faut rappeler que les « guerres du Président » [10], une expression qui indique l'ultra-centralisation des institutions de la Ve République, sont soigneusement préparées et même conçues de façon collective. Les décisions stratégiques sont proposées par le travail de « groupes d'anticipation stratégique » dirigés par le Chef d'état-major des armées (CEMA) et auxquels sont associés les Directions du renseignement militaire et le Commandement des opérations spéciales. On apprend ainsi que, dès 2010, le CEMA avait préconisé une intervention militaire au Mali, qui fut finalement décidée par F. Hollande en 2013 [11]. Le rôle du Chef d'état-major particulier, numéro deux dans le rang protocolaire du cabinet du Président de la République, a également augmenté sous la

présidence Hollande [12]. Celui qui avait été choisi par N. Sarkozy a été maintenu en place par F. Hollande, ce qui signifie qu'il a participé à toutes les décisions d'interventions depuis celle en Libye jusqu'à son départ en juillet 2016. L'armée française consolide ainsi son expertise car, si « *la doctrine d'emploi des forces armées françaises se construit par rapport au référentiel otanien* » [13], le savoir-faire acquis dans ces nouvelles guerres contribue à l'amélioration de la gestion collective des crises sociales par l'organisation transatlantique.

À côté de l'exécutif, dont le Président de la République centralise les pouvoirs essentiels, et de l'armée, les industriels sont un moteur essentiel de l'intensification des opérations militaires et l'augmentation des budgets de défense. À la fin des années 1950 et sous l'impulsion de De Gaulle, la production d'armes s'est constituée en système dont elle possède les caractéristiques principales – interdépendance de ses composantes et cohésion d'ensemble, capacité d'auto-reproduction, etc. Le « méso-système français de l'armement » (MSFA), tel que je l'ai qualifié du point de vue de l'économie industrielle, continue de tenir une place centrale dans l'industrie française, et plus encore dans le système national d'innovation. L'objectif d'exporter au moins un tiers de la production d'armes a été fixé dès les années 1960, et il explique l'influence des groupes financiers-industriels de l'armement dans la diplomatie française et leur rôle de pilier dans la construction de relations pérennes avec les dictatures du Moyen-Orient. De solides réseaux d'influence ont été mis en place par les dirigeants des groupes industriels, dont certains (Dassault et Lagardère) sont en même temps propriétaires de grands groupes de presse. De plus, la politique sécuritaire menée en France constitue un relais de croissance pour les groupes industriels [14].

Les guerres menées depuis quelques années en Afrique ont augmenté le rôle de l'armée au sein du MSFA. Les systèmes d'armes sont testés en grandeur nature sur le terrain (*combat proven*) par les militaires et les améliorations sont apportées par les bureaux d'études des industriels à la suite des retours d'expérience. De façon générale, le moment 2008 a resserré les liens entre les sommets du pouvoir exécutif, l'armée et les groupes de l'armement, et il a également renforcé la cohésion du MSFA.

L'espace mondial est doublement structuré

Depuis la fin du dix-neuvième siècle et la domination mondiale du capitalisme réalisée à l'ère de l'impérialisme, l'espace mondial – un terme plus englobant que marché mondial auquel il ne se réduit pas – est conjointement structuré par les dynamiques d'internationalisation du capital et par les hiérarchies de pouvoir qui existent au sein du système interétatique. Cette période de l'impérialisme a été celle de la mondialisation de la guerre (focus 1).

Focus 1. De la mondialisation de la guerre aux guerres de la mondialisation

Un changement d'échelle considérable dans la préparation, la conduite et les effets des guerres a pris place à partir de la fin du dix-neuvième siècle. La conjonction du progrès technique accéléré et des rivalités entre pays capitalistes a donné une amplitude mondiale aux conflits armés et produit la barbarie de la Première Guerre mondiale. L'association entre capitalisme et guerre paraissait évidente aux marxistes et socialistes d'antan. Engels prévoyait en 1887 une guerre mondiale d'une intensité inconnue en raison du « militarisme qui dévore l'Europe », et au cours de laquelle « *huit à dix millions de soldats s'entretueront* » [15]]]. Il était optimiste : entre 1914 et 1918, l'extermination frappa 9,7 millions de soldats et près de 10 millions de civils. Quelques années après seulement, en 1895, Jaurès rappelle dans un discours sur « l'armée démocratique » que « *votre société violente et chaotique, [...] porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage* » [16]. La Seconde Guerre mondiale n'a pas seulement été plus

meurtrière que sa devancière, elle a permis l'enracinement de systèmes militaro-industriels dans les grands pays.

Comme cela avait été analysé avant le 11 septembre 2001, la mondialisation (du capital) loin d'être « heureuse » et « pacifique » requiert un bras armé [17], aux antipodes des analyses qui postulent que le libre-échange, la paix et la démocratie marchent ensemble. Les guerres n'ont jamais cessé depuis la disparition de l'« empire du mal » en 1991 (l'URSS était ainsi nommée par le président des États-Unis Ronald Reagan). Les « dividendes de la paix » que les esprits optimistes nous annonçaient sont introuvables. Les guerres pour les ressources, parfois trompeusement qualifiées de guerres ethniques, ont prospéré, en particulier sur le continent africain. Au moment de l'euphorie néolibérale, les chercheurs de la Banque mondiale avaient expliqué leur existence par une « mauvaise gouvernance », une sorte de retard pris par les pays concernés à monter dans le train de la mondialisation. En réalité, ces guerres pour les ressources ne se situent pas dans des enclaves. Elles sont au contraire pleinement insérées, par différents canaux et acteurs, dans la mondialisation dominée par le capital financier et dont elles reflètent les effets profondément inégalitaires [18]. La France y prend part directement ou indirectement – par les ressources naturelles que ses grands groupes industriels continuent d'exploiter en présence de conflits armés, par le recyclage des ressources financières dans les circuits internationaux dont les banques françaises sont partie prenante, ou encore par l'action diplomatico-militaire qui vise au maintien de régimes honnis par les populations.

Aujourd'hui, l'économie politique de la mondialisation correspond à une combinaison singulière de ces deux dynamiques, car il est bien connu que les processus de mondialisation qui ont accéléré au début des années 1990 ne résultent pas des seules lois du marché. Certes, la tendance qui pousse le capital à élargir sans cesse ses sphères de valorisation a été facilitée par la disparition de l'URSS et des pays satellites – qu'on pense au rôle joué par les pays d'Europe centrale et orientale dans le dynamisme de l'économie allemande –, et par l'avènement en Chine d'un capitalisme contrôlé par le Parti communiste et son ouverture aux capitaux étrangers. Ce processus de mondialisation du capital a bénéficié des innovations technologiques (développement des technologies de l'information et de la communication, abaissement des coûts de transport, etc.). Cependant, il n'aurait pas connu une telle ampleur s'il n'avait pas été stimulé par les politiques gouvernementales. Certains considèrent qu'il s'agit d'un mouvement initié par les États-Unis, voire le capitalisme anglo-américain, dont l'intégration financière très poussée a servi de fer de lance. Il est vrai que les États-Unis occupent une place centrale [19], mais il me paraît préférable de considérer que l'espace mondial est dominé par un bloc transatlantique hiérarchisé [20] plutôt que d'être un empire dominé par un centre qui soumet des vassaux.

La puissance militaire – qui constitue le fondement de l'influence politique d'un pays au sein du système interétatique – et le poids économique sont donc des composantes essentielles qui déterminent la place d'un pays dans l'espace mondial. En fait, l'évaluation de ces deux composantes ne peut pas être établie de façon mathématique. Le poids économique d'un pays est souvent mesuré par son PIB, un indicateur dont on connaît les limites. L'ampleur des revenus tirés du capital investi et prêté à l'étranger donne une indication sur l'emprise financière d'un pays et sa capacité à capter une partie de la valeur créée dans les autres pays. Sur ce plan, les classes dominantes françaises continuent d'accumuler un volume très important de revenus du capital (sous forme d'investissements et de prêts) placé à l'étranger [21]. La France figure donc bien, certes loin derrière les États-Unis, dans le groupe très restreint de pays qui

tirent des rentes de la propriété du capital placé dans les autres pays.

De son côté, le montant des budgets de défense fournit une indication partielle sur la puissance militaire d'un pays. En 2014 (dernière année disponible pour une comparaison), le budget de défense de la France était supérieur de 12 % à celui de l'Allemagne, ce qui, compte tenu des différences dans le nombre d'habitants, aboutissait à un niveau de dépenses militaires par habitant supérieur de 40 % en France [22]. De plus, au sein du budget de défense, les dépenses d'équipement, qui financent la conception, la production et la maintenance des systèmes d'armes sont deux fois plus élevées en France qu'en Allemagne, ce qui confirme le rôle important de l'industrie de défense en France. Des différences importantes existent également dans les orientations de la politique de défense des deux pays. La détention de l'arme nucléaire et l'expérience ancienne et solide des interventions acquises dans les guerres coloniales par les corps expéditionnaires de l'armée française ont vite fait de clore la comparaison entre la puissance militaire de la France et celle de l'Allemagne.

Il est donc essentiel de comprendre que la position occupée par un pays dans l'espace mondial – cet ensemble de relations économiques et géopolitiques internationales – dépend de son importance économique et de sa puissance politico-militaire. Toutefois, et en ce qui concerne le nombre très réduit de grands pays qui dominent le monde, il faut admettre, à moins de réduire le rôle de l'État à celui d'instrument du capital, qu'il existe des degrés de liberté dans l'ampleur et les formes des interactions entre l'économique et le politique. Ces interactions sont donc différentes pour chaque pays et elles sont en partie déterminées par leur histoire. Ainsi, l'étroitesse des liens qui persistent aujourd'hui entre les puissances économique et militaire des États-Unis résulte évidemment de la place qu'ils ont occupée dans l'espace mondial dans et après la Seconde Guerre mondiale dans le contexte de la guerre froide.

L'histoire de notre pays est également déterminante pour comprendre pourquoi la puissance militaire, qui constitue le cœur de l'influence géopolitique, est à ce point imbriquée dans son influence économique. D'abord, la France est un pays où l'armée a toujours été au cœur de l'État, ce qui n'est pas exceptionnel [23], mais qui, à ce degré de continuité historique, est tout de même rare. Ensuite, elle est un pays dans lequel l'État a pénétré l'ensemble des relations sociales, économiques et culturelles depuis des siècles. La conjugaison de ces deux traits a façonné la singularité du capitalisme français et elle explique la polyvalence de l'influence du militaire dans notre pays. On peut vérifier la pertinence de ce cadre d'analyse en observant la façon dont De Gaulle a utilisé ces deux leviers. La Ve République s'est construite sur deux crédos économiques, qui ont été assumés par les gouvernements successifs. Le premier est l'impératif de développer la « compétitivité » de l'économie française, énoncé explicitement par De Gaulle en 1958 et qui reste un leitmotiv aujourd'hui, comme on sait. Le second est que cette compétitivité passe par une série de grands programmes technologiques, militaires et à valeur stratégique (les télécoms, le spatial et le nucléaire civil par exemple). Les gouvernements français ont également tenté d'orienter les développements de l'UE sur la base conjointe de l'intégration économique et financière (y compris la création d'une monnaie unique) et d'une politique de défense et de sécurité commune (PDSC). Cet objectif-ci requiert toutefois un exercice d'équilibre difficile entre d'une part le maintien de capacités militaires autonomes, en particulier dans le domaine nucléaire ou encore les interventions militaires en Afrique qui poursuivent une longue tradition solitaire, et d'autre part les engagements affichés en faveur de la PDSC.

Le militaire : un avantage compétitif pour la France ?

L'intensification des opérations militaires et les augmentations du budget de défense et de sécurité ont pris place dans un contexte de recul de la place de l'industrie française dans l'économie mondiale. Il n'existe pas de causalité directe entre ces faits, mais on peut s'interroger sur leurs interrelations. On peut dire de façon métaphorique que ce tropisme militaire

permet à la France d'affirmer son rôle dans la défense de l'ordre mondial. Il lui donne un avantage compétitif, en particulier dans l'UE où il lui fournit un contrepoids utile au déséquilibre croissant qui se manifeste sur le plan économique au sein du couple franco-allemand. L'expression « avantage compétitif des nations » [24] appartient à la science économique et elle a été introduite au cours des années 1980. Selon ses promoteurs, les gouvernements, grâce aux mesures qu'ils adoptent (financement de la recherche-développement, protection des marchés, etc.) peuvent aider certaines industries à construire [25] ces avantages qui rendent les firmes plus compétitives sur les marchés mondiaux. Cette approche assez conventionnelle limite le rôle des gouvernements à des interventions sur leurs marchés nationaux, alors qu'en réalité ils se déploient également dans l'espace mondial où ils utilisent des leviers diplomatiques et culturels (le *soft power*) ainsi que des moyens militaires. En effet, comme cela a été dit, l'économie politique de la mondialisation a constitué un espace mondial où la compétition économique côtoie la rivalité géopolitique et interfère en permanence avec elle.

Il est vrai que les économistes des courants dominants – même lorsqu'ils encouragent l'intervention gouvernementale – seraient choqués que des outils extra-économiques soient utilisés par les gouvernements désireux de maintenir de leur pays dans une position dominante dans l'espace mondial. Paul Krugman met d'ailleurs en garde contre une utilisation « obsessionnelle » (sic) de la rhétorique de la compétitivité à des fins géopolitiques, comme ce fut le cas dans les années 1950 aux États-Unis. Les gouvernements utilisèrent alors la peur de l'URSS pour dilapider un montant considérable de ressources financières dans des produits aussi inutiles que des abris antiatomiques [26].

Le continent africain illustre bien les connexions qui existent entre les positionnements économique et géopolitique de la France dans l'espace mondial. Il suffit de penser au rôle joué par Total ou Areva, mais également par Bolloré, Véolia ou Lafarge et quelques autres grands groupes dans l'économie et la société française pour mesurer l'importance du contrôle exercé sur les ressources naturelles, ou sur les marchés d'infrastructures publiques dans les pays de la « Françafrique ». Contrairement aux affirmations répétées, l'attraction exercée par l'Afrique sur les entreprises françaises n'a pas faibli. Au cours de la période 2000-2015, les investissements directs à l'étranger (IDE) réalisés par les entreprises françaises en Afrique [27], mais aussi au Proche-Orient, ont progressé à un rythme très nettement supérieur aux IDE effectués dans les autres régions du monde. La France figure au premier ou deuxième rang des investisseurs étrangers dans une quinzaine de pays de ces deux régions. La présence massive de l'armée française – bien que ses effectifs aient diminué – et l'ininterruption des interventions militaires témoignent de l'importance géo-militaire du continent pour la France. En réalité, le statut de la France comme puissance de premier rang, matérialisée par le siège de membre permanent qu'elle détient au Conseil de sécurité des Nations unies, repose sur deux piliers : sa présence militaire en Afrique et la possession de l'arme nucléaire. À l'intersection des enjeux économiques et politiques, les réseaux de la Françafrique, constitués en même temps que la Ve République, n'ont pas disparu. Au rythme des alternances politiques, ils ont développé des excroissances à partir des institutions étatiques. Le résultat est une priorité donnée au soutien militaire des régimes en place plutôt qu'à l'aide au développement (focus 2).

Focus 2 Les interventions militaires de la France au Sahel : un coût sept fois plus élevé que son aide au développement social du Mali et du Tchad.

Les interventions militaires des pays de l'OTAN au cours des années 1990 ont généralement été présentées comme des réponses à des crises humanitaires découlant de menaces de groupes armés. L'action militaire de la France au cours des années 2000 dans son « pré carré » poursuit également une longue rhétorique de guerre portée par la patrie des droits de l'homme. Ce que Georges Clemenceau

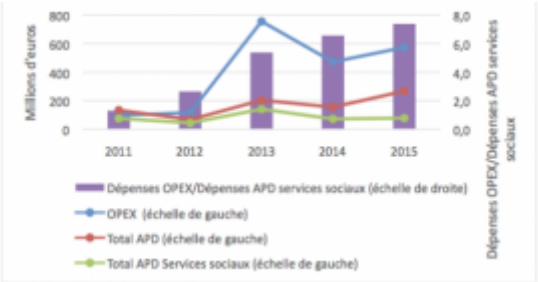
résumait ainsi le 11 novembre 1918, « *la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal* » [28]

Pourtant, les données disponibles indiquent la priorité donnée aux interventions militaires sur l'aide au développement. Le graphique 1 compare les dépenses engagées pour les opérations menées au Mali et Tchad, dans le cadre de l'opération aujourd'hui appelée « Barkhane » et celles consacrées à l'aide publique au développement (APD) de la France vers ces deux pays. Les évolutions indiquent clairement la priorité donnée au militaire. De plus, l'APD ne comporte pas seulement des objectifs sociaux, elle est en partie destinée à des activités (banques, industrie, etc.) qui permettent en réalité de financer les achats de biens et services par le pays bénéficiaire de cette aide aux entreprises du pays donateur. Elle sert également à financer l'annulation d'une partie de la dette publique, dont on sait que les peuples sont les victimes et non pas les responsables [29].
La comparaison est éclairante (elle est mesurée par les barres du graphique, échelle de droite). En 2011, les dépenses engagées pour l'intervention militaire étaient 1,3 fois supérieures à l'APD destinée aux services sociaux, mais en 2015 (dernière année disponible) les dépenses militaires étaient près de 7,5 fois plus élevées.

Les liens avec les pays du Golfe sont moins solides que ceux qui unissent la France à l'Afrique, mais les ressources financières qu'ils possèdent leur ont donné une importance croissante depuis trente ans. Les importations de pétrole en provenance d'Arabie saoudite (18,5 % des importations totales de pétrole de la France) sont partiellement compensées par les ventes massives de matériels militaires et d'aéronautique civils (Airbus). On observe toutefois que les ventes d'armes de la France, saluées avec enthousiasme par les dirigeants français, ont des effets d'entraînement très limités sur le tissu exportateur non militaire français. Ainsi, en 2015, les ventes de biens civils des entreprises françaises n'ont représenté que 2,3 % des importations totales de l'Arabie saoudite, contre 6,6 % pour l'Allemagne et 3,4 % pour l'Italie. Au Moyen-Orient la contiguïté est totale entre les dimensions économiques et géopolitiques, donc militaires de l'activité de la France. La subordination de la diplomatie française à l'Arabie saoudite est notable. On la retrouve dans la position de « faucon » adoptée par Laurent Fabius contre l'Iran lors des négociations sur le nucléaire, le silence sur la proximité entre des dirigeants saoudiens et Daesh [30], ou encore le soutien total à l'action menée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen, passible de poursuites pour crimes de guerre.

La nouvelle augmentation du budget de défense au cours des prochaines années proposée par M. Le Pen, la droite, le PS et le nouveau président de la république a à peine été entendue au cours de cette campagne présidentielle, tant le silence sur les questions du militaire était assourdissant. Seul, le mouvement social pourra imposer que ces questions soient enfin abordées.

Graphique 1 : évolution des dépenses militaires consacrées aux interventions militaires au Mali et au Tchad (OPEX) et les dépenses d'aide publique au développement 2011-2015)



Source : C. Serfati, à partir des données du ministère de la défense (Barkhane) et de l'OCDE (APD).

Note : Les données sur l'APD, fournies en dollars ont été converties au taux de change euro/dollar PPA de chaque année.

Développement social ou solution militaire : depuis des décennies, les gouvernements français ont choisi. Avec la tragédie que la seconde ne peut évidemment éradiquer le terrorisme, contrairement aux déclarations du gouvernement français. Elle annonce plutôt une présence permanente des armées françaises au Mali, ce qui évoque les protectorats de l'époque de l'impérialisme. Il s'agit plus modestement, nous dit-on dans un langage hérité des militaires et inventé par l'armée israélienne contre les Palestiniens, de « tondre la pelouse », dont on sait qu'elle repousse. Le soutien que la diplomatie française continue d'apporter aux dirigeants amis qui répriment leur population fournit en prime l'engrais qui nourrit cette « pelouse ».

Notes

[1] Eugénie Bastié, « Les guerres de François Hollande », *Le Figaro*, 2 janvier 2017. Le Figaro est détenu majoritairement par S. Dassault, qui a par ailleurs déclaré sur la chaine Public Sénat*« Merci, M. Le Drian, merci M. Hollande pour tout ce que vous faites, pas seulement pour nous, pour toutes les exportations »*, 22 janvier 2016.

[2] Jacques Gautier, Daniel Reiner, Jean-Marie Bockel, Jeanny Lorgeoux, Cédric Perrin et Gilbert Roger, « Rapport d'information sur le bilan des opérations extérieures », Sénat, 13 juillet 2016, p.25

[3] Id., p.38.

[4] Voir par exemple, « Notre ami Saddam », dans F. Chesnais et C. Serfati, *L'armement en France. Genèse, ampleur et coût d'une industrie*, CIRCA Nathan, Paris, 1992.

[5] Une analyse détaillée est proposée dans Claude Serfati, *Le militaire : Une histoire française*, Editions Amsterdam, Paris, 2017.

[6] Attac (Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Esther Jeffers, Frédéric Lemaire, Dominique Plihon), *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Les Liens qui libèrent, 2017.

[7] « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2008 ».

[8] Assemblée nationale, 11 janvier 2011.

[9] Mihaila Ailincai, « Le contrôle parlementaire de l'intervention des forces armées à l'étranger. Le droit constitutionnel français à l'épreuve du droit comparé », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2011, n°1.

[10] David Revault d'Alonnes, *Les Guerres du président*, Paris, Seuil, 2016.

[11] Jacques Gautier et *alii*, op. cité.

[12] Sur le rôle des 'hommes du Président' dans les décisions d'aller en guerre, voir A. Peillon, *Résistance*, Paris, Seuil, 2016.

[13] Audition du général Jean-François Parlanti, directeur du centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, Assemblée Nationale, 3 décembre 2014, p.4.

[14] Claude Serfati, *L'industrie française de défense*, Les études de la Documentation française, Paris, 2014, chapitre 7 : « l'industrie de la sécurité ».

[15] Friedrich Engels, « Introduction to Borsheim » 1887.

[16] Discours du 7 mars 1895.

[17] C. Serfati, *La mondialisation armée*. *Le déséquilibre de la terreur*, La Dispute, Editions Textuel, Paris, 2001.

[18] Audrey Aknin et Claude Serfati, « Guerres pour les ressources, rente et mondialisation », *Mondes en développement*, vol. 36, n° 143, 2008.

[19] Pour une analyse approfondie des États-Unis en tant qu' « empire », voir Leo Panitch et Sam Gindin. *The Making of Global Capitalism : The Political Economy of American Empire*, Verso, New York, 2012.

[20] Le bloc transatlantique est un espace économique et militairement intégré correspondant aux 'pays occidentaux' et à d'autres pays développés alliés sur le plan militaire (Australie, Corée du sud, Japon, ...), voir C. Serfati, *imperialisme et militarisme*. *Actualité du vingt-et-unième siècle*, Page 2, Lausanne, 2004.

[21] En 2016, ces revenus *nets* (c'est-à-dire calculés par différence entre les revenus d'investissements entrants en - et ceux sortants de - France) ont été supérieurs à 24 milliards d'euros. Depuis 1999, le total cumulé *net* s'élève à 335 milliards d'euros. Source : données de la Banque de France.

[22] Source : European Defence agency.

[23] Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States*, Blackwell, Oxford, 1990.

[24] Porter M. E. *The Competitive Advantage of Nations*, 1990, Macmillan, Londres.

[25] Paul Krugman propose de créer ces avantages compétitifs. En 2008, l'Académie royale des sciences de Suède lui a décerné son prix (qualifié de prix Nobel d'économie) pour « *son analyse des structures du commerce international et la localisation des activités économiques* », *Communiqué de presse*, 13 octobre 2008.

[26] P. Krugman, “Competitiveness : ‘A Dangerous Obsession’”, *Foreign Affairs*, Vol. 73, No. 2, Mars-avril, p.41.

[27] Sur la place de l’Afrique, voir C. Serfati, « Le militaire… », *op.cité*, chapitre 4.

[28] Séance du 11 novembre 1918.

[29] CADTM, « Rapport sur la 12e édition du Forum des Peuples du Mali à Ouélessébougou les 7 et 8 janvier 2017 »

[30] Pierre Conesa, *Dr Saoud et Mr Djihad*, Robert Laffont, Paris, 2016.

Note de lecture sur Le militaire, Une histoire française de Claude Serfati

mardi 30 mai 2017, par Jean-Marie Harribey

Claude Serfati vient de publier *Le militaire, Une histoire française* (Éd. Amsterdam, Paris, 2017). Il propose une analyse de la politique militaire française s'intégrant dans la dynamique complexe des rapports entre l'évolution de l'économie capitaliste dans laquelle est embarquée la France et le maintien de relations impérialistes que ses dirigeants imposent à des pays restés sous sa domination même après la fin du colonialisme. La Françafrique, si souvent dénoncée, est le symbole même de la prétention impérialiste française dans un monde en proie à des bouleversements géopolitiques que la crise du capitalisme mondial exacerbe.

Dans son introduction, Claude Serfati replace la problématique du militarisme français dans une histoire longue de près de deux siècles. Mais ce qui caractérise la Ve République, c'est d'avoir « enraciné l'armée dans ses institutions » et, pour ramener la France dans le camp des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, d'avoir construit « deux piliers : l'arme nucléaire et le contrôle économique, politique et militaire sur les anciennes colonies africaines » (p. 15)

Le livre est ensuite structuré en cinq gros chapitres. Le premier, « La France à l'époque de l'impérialisme moderne », présente une histoire de l'impérialisme depuis le moment où les grandes puissances capitalistes se sont partagé le monde, surtout à la fin du XIXe siècle. Le lecteur retrouvera présentée synthétiquement l'idée développée par les grands penseurs marxistes comme Rosa Luxemburg de l'imbrication de l'accumulation du capital et de l'impérialisme économique et militaire. Concurrence des capitaux + course aux armements pour le plus grand profit de l'industrie des armements + nationalisme donneront deux guerres mondiales. Mais il ne faudrait pas oublier que, de la Révolution de 1789 jusqu'à aujourd'hui, la militarisation de la société n'est pas étrangère au « règlement » de question sociale : l'écrasement des révolutions ouvrières au XIXe siècle et notamment de la Commune de Paris est concomitant de l'expansion coloniale. L'armée est donc bien « la colonne vertébrale de l'État » (p. 45).

Dans le deuxième chapitre, Claude Serfati expose « L'économie politique de la Ve République ». Alors que l'internationalisation du capital s'accélère, le pouvoir gaulliste entend donner à la France une position économique importante. D'où le rôle joué par le Plan, parallèlement à l'industrie de l'armement et à celle du nucléaire, tant civile que militaire. À noter que « le domaine de la défense confirme pleinement la *continuité* socialiste et la *consolidation* des institutions de la Ve République » (p. 61). Et cela dans trois domaines : la dissuasion nucléaire, la politique africaine et la production industrielle de l'armement. L'auteur conte par le menu les multiples interventions militaires sous les gouvernements socialistes, au mépris de « la *séparation des pouvoirs* et de la *garantie des droits* » (p. 67). Ainsi se dessine « l'économie politique de la Ve République » pour comprendre les dynamiques socio-économiques et leur imbrication avec les institutions politiques » (p. 72). D'où la thèse de Claude Serfati : « Ce n'est donc pas la plasticité des institutions de la Ve République qui explique le consensus gauche-droite, mais l'accord des partis d'alternance sur la défense de l'ordre social sur lequel elle repose et dont l'État assure la défense, y compris militaire et policière » (p. 81).

Le troisième chapitre, « L'industrie d'armement », poursuit l'examen de cette économie politique. Au-delà des 8,9 % du chiffre d'affaires de l'industrie de

défense par rapport à la valeur ajoutée manufacturière et des 6 % des emplois salariés dans l'industrie manufacturière, le plus important à remarquer est « la place que les groupes de défense occupent dans l'activité technologique » (p. 90), en termes de recherche-développement : 22 % de l'ensemble de la R&D des 50 premiers groupes industriels français. « L'enracinement du méso-système français de l'armement (MSFA) dans l'économie et la société françaises est profond, et cela tient à deux facteurs entrelacés. D'une part, le MSFA constitue sur le plan industriel un prolongement, plus précisément une excroissance, de la fonction 'régalienne' de défense, d'où il tire une légitimité à laquelle aucune autre activité industrielle ne peut prétendre. D'autre part, la longue histoire du capitalisme et de l'État en France a trouvé son apogée dans la production d'armes à partir de la fin des années 1950. [...] La présence de l'État y est totale et multiforme : celui-ci fixe le cadre réglementaire qui régit le fonctionnement de la production et des exportations, il est le client des armes produites (les armées) et le promoteur des exportations, il agit comme un 'architecte industriel', c'est-à-dire en tant que concepteur et maître d'ouvrage des grands programmées d'armement (*via* la DGA). Enfin, pour ne mentionner que les dimensions économiques, des agents technologiques étatiques comme le CEA (nucléaire), l'ONERA (aéronautique) et le CNES (espace) sont des institutions centrales, compte tenu du niveau d'innovation requis. Les diverses institutions étatiques sont donc au cœur du MSFA. » (p. 93-94). Toutefois, poursuit l'auteur, il n'est pas certain que les innovations technologiques nées au cœur du militaire se transmettent au reste de l'économie, hormis les secteurs des industries aéronautique et spatiale. Il se pourrait même que les transferts de technologie aillent dans l'autre sens, du civil vers le militaire, car le coût dans le civil est plus faible. On y découvre alors la base du rapprochement entre les objectifs militaires extérieurs et ceux visant l'« ennemi intérieur » (p. 124).

Tout cela est-il au service de la croissance économique ? L'effet multiplicateur des dépenses publiques militaires est controversé, mais, de toute façon, diverses études tendent à montrer que celui de dépenses publiques civiles serait plus décisif. La France est caractérisée par une faiblesse industrielle, à cause notamment d'une préférence pour la rente et de la coupure entre les grands groupes industriels et le reste des entreprises.

Si, comme le dit Claude Serfati, « une partie des dépenses militaires (celle consacrée aux équipements) est utilisée pour la production de biens qui n'entrent pas dans le processus de reproduction des richesses » (p. 112), il n'en reste pas moins, à mon sens, que la production d'armes est une production de valeur pour le capital qui y est engagé. C'est à cet endroit que la discussion théorique sur la distinction richesse/valeur et sur le travail productif pourrait être introduite, de manière à ne pas rester figé sur la position marxiste traditionnelle, selon laquelle, de manière générale, les dépenses publiques sont financées par un prélèvement sur la plus-value, et, ici, que la production d'armes est improductive, position qui défie la logique la plus élémentaire. [1]

Toutes ces questions ne sont pas anodines au temps de la crise écologique où l'utilité de la richesse créée prend (ou devrait prendre) le pas sur la quantité de celle-ci. À juste titre, Claude Serfati reprend, à propos de l'estimation du coût d'une vie humaine, le célèbre mot de Marx et Engels sur « les eaux glacées du calcul égoïste ». Le cynisme n'est jamais loin, et Claude Serfati cite l'ancien ministre de la Défense, Hervé Morin : « Si on ne commence à vendre des armes qu'aux pays démocratiques, on ne va pas en vendre beaucoup. » (p. 137).

Le quatrième chapitre, « L'intervention militaire : une passion française ? », donne son titre au livre. « Le droit de faire la guerre dispense les présidents de rendre des comptes » (p. 147) alors que l'état de guerre est permanent. Cela, dans un contexte, depuis les années 1980-90 de crise, où « le capital a pris l'ascendant sur le travail » (p. 148) et où le bloc soviétique s'est effondré. Mais, selon Claude Serfati, les impasses dans lesquelles se sont engouffrés les États-Unis en Afghanistan et en Irak ont « ouvert un espace politique à la France et facilité son activisme militaro-diplomatique en Afrique » (p. 155), une «

fenêtre d'opportunité » pour profiter de son « avantage comparatif » au sein de l'Union européenne (p. 152).

L'auteur fait état de débats qui auraient eu lieu dans Attac sur cette question qui auraient établi que les États-Unis étaient en capacité de renforcer leur domination sur le monde après leurs interventions en Afghanistan et en Irak. Mais Claude Serfati ne référence pas son affirmation [2] et elle me paraît peu vraisemblable. Les principaux ouvrages de l'association à l'époque montraient au contraire la profondeur de la crise qui s'installait, tant sur le plan économique que géopolitique. [3] Toujours est-il que la France a repris, dit Claude Serfati, « une position d'allié sage des États-Unis » (p. 156). Car, au-delà de la présidentialisation des décisions en France et des velléités des présidents, le sursaut militariste doit être relié à l'affaiblissement économique du pays, pour asseoir sa première place au sein de l'UE sur le plan militaire, pendant que les multiples interventions militaires servent de campagne publicitaire pour les industries d'armement.

Claude Serfati évite-t-il le paradoxe de faire du militarisme français une « passion » remontant loin dans le temps et de le relier à l'affaiblissement économique de la période actuelle ? Sans doute, nuance-t-il les choses, car on voit combien l'explication économique a besoin d'être insérée dans une problématique globale. D'ailleurs, ce chapitre se termine en montrant la « longue vie de la Françafrique ».

Le cinquième et dernier chapitre, « Vers l'état d'urgence permanent ? », n'est pas le moins intéressant. En effet, derrière le militarisme extérieur, le contrôle social intérieur n'est jamais loin. Bien que cette connexion se soit relâchée depuis la fin de la guerre d'Algérie, la restriction des libertés publiques a recommencé. L'état d'urgence en France contre le terrorisme aggrave les dangers de discrimination. « On peut donc s'inquiéter des effets cumulatifs produits par une période de trente ans de crise et de chômage élevé. » (p. 199). Peut-on en conclure que « le positionnement international de la France est également une composante indispensable à prendre en compte pour analyser l'adhésion d'un nombre limité de jeunes aux groupes islamistes radicaux » (p. 200) ? La question mériterait d'être confrontée à des analyses spécifiques sur ce thème, qui sont loin d'être convergentes. [4] Claude Serfati fait d'ailleurs remarquer lui-même que les jeunes qui partent faire le djihad « ignorent tout des interventions militaires et de la diplomatie de la France au Moyen-Orient » (p. 202).

Claude Serfati attire l'attention aussi sur la possibilité qu'offre la Constitution française à l'institution militaire de participer à la remise en cause des libertés publiques sans qu'il soit besoin pour elle de renverser la République comme en 1958. Il intègre à son analyse la dimension européenne et il approuve la thèse de Balibar selon laquelle « le dédoublement des instances de responsabilité et de représentation entre Bruxelles et les gouvernements nationaux a fait que la fonction de l'État a glissé toujours davantage de la protection sociale à la destruction de la société civile » (p. 215).

À quoi reconnaît-on la démocratie ? Est-ce simplement, pour la tradition issue de Locke, Constant et Tocqueville, à la reconnaissance desdits droits naturels de la propriété (de soi-même, de son travail et des ressources naturelles mises en œuvre par son travail) ? Ou bien à la conjonction de droits sociaux et de libertés publiques qui font, selon Marx, un acteur politique, c'est-à-dire un citoyen ? La réponse est donnée par le « grand retournement qui se produit à partir des années 1980 » (p. 220). D'où l'ébranlement de la légitimité étatique à cause de l'atteinte aux droits sociaux et les mesures sécuritaires, tandis que le chômage galope : une nouvelle « grande transformation » (p. 223) pour reprendre le concept de Polanyi, mais dans le sens contraire de celui que l'anthropologue hongrois indiquait.

Le livre de Claude Serfati ne se contente pas de faire l'inventaire des guerres menées par la France impérialiste. Il les problématise dans une perspective historique de long terme, tout en soulignant combien, dans la période actuelle, la classe dominante en France est empêtrée dans une contradiction qui incite à la fuite en avant : une économie ayant rétrogradé dans la hiérarchie des pays capitalistes,

mais des dirigeants qui font de la politique militariste un instrument pour tenter (vainement ?) de retrouver une place au premier plan. En filigrane se dessine progressivement la problématique théorique de l'auteur : il souligne les liens entre l'économie et le politico-militaire, mais sans y voir une détermination à sens unique.

Notes

[1] Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013. Sur le sujet controversé du travail productif, voir le débat ; et pour une présentation amusante : J.-M. Harribey, « Le parfum de la banque en noir », dans *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2014.

[2] Sauf deux références extérieures à Attac, *Carré rouge* et *À l'encontre*.

[3] Voir entre autres, Attac, *Le développement a-t-il un avenir ?* Mille et une nuits, 2004 ; *Sortir de la crise globale*, La Découverte, 2009. Pour ma part, je disais que la profondeur de la crise devait être comprise comme résultant de la difficulté de produire et de réaliser la valeur : la hausse de la plus-value relative n'étant plus suffisante pour relever la rentabilité du capital, le néolibéralisme consiste à remettre en cause les conquêtes sociales pour se « rattraper » par la plus-value absolue. Le rattrapage n'a marché qu'un temps. Donc la capacité des États-Unis à refaire partir le monde en avant est une hypothèse assez fragile, et je n'ai aucun souvenir d'analyses allant dans ce sens au sein d'Attac.

[4] Notamment, le débat fait rage entre Olivier Roy et Gilles Kepel.

L'ONU face à la réalité de la guerre

mardi 30 mai 2017, par Nils Andersson

Le monde, et donc l'ONU, sont confrontés à deux menaces majeures, celle écologique et celle de la militarisation et de la guerre. Pour l'écologie, son importance et sa gravité n'ayant pas encore été perçues au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la Charte de l'ONU n'en fait pas mention. Cependant, dans les années qui suivent sa constitution, les questions des zones désertiques, des réserves naturelles et de la biosphère y sont posées ; puis sont publiés le rapport du Club de Rome, la Déclaration de Cocoyoc et le rapport Brundtland sur le concept du développement durable. L'ONU a donc introduit et sans conteste nourri le débat sur l'écologie, mais en raison des rapports de force en son sein, l'institution fut meilleure précurseuse que décideuse.

Qu'en est-il pour sa mission première inscrite dans la Charte, « Préserver les générations futures du fléau de la guerre » ? Si on se réfère aux déclarations de Georg Bush père en 1991, proclamant un Nouvel ordre mondial dans lequel l'ONU est « pleinement en mesure de remplir sa mission de paix », le constat est non. Depuis vingt-cinq ans, les guerres se sont succédé et, aujourd'hui, en raison de crises politiques, sociales, confessionnelles, le Proche-Orient est l'épicentre de conflits où interviennent les principales puissances et des puissances régionales.

Conséquence de ce contexte international, depuis 2010, les dépenses d'armements dans le monde sont 15 à 17 % supérieures à celles de 1988, temps de la guerre des étoiles. Toute militarisation est porteuse de guerres, ce fut le cas à partir de 1870 pour la Première Guerre mondiale, depuis 1929, pour la Seconde Guerre mondiale, et faire référence au contre-exemple de la fin de la guerre froide où, en raison de l'effondrement de l'une des parties et de la dissuasion nucléaire, il n'y a pas eu de conflit majeur, c'est ignorer que la dissémination et la modernisation des armes nucléaires font que « la menace d'une utilisation des armes nucléaires en 2017 est sans doute à son plus haut niveau depuis l'effondrement de l'Union soviétique il y a 26 ans. » [1] D'où l'importance de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur « l'avancement du désarmement nucléaire multilatéral » qui convoque pour 2017 « une conférence des Nations unies chargée de négocier un instrument juridiquement contraignant d'interdiction des armes nucléaires, conduisant à leur élimination totale » ; c'est là une manifestation forte d'une politique multilatéraliste et pour une communauté internationale agissante.

Revenons à la mission de l'ONU : en cas de rupture de la paix, les dispositions sont fixées dans la Charte ; les États membres s'engagent à mettre à disposition des forces armées, les plans militaires sont établis par le Conseil de sécurité avec l'aide du « Comité d'état-major » qui a la responsabilité « de l'emploi et du commandement des forces mises à sa disposition… ». Oublions le Comité d'état-major composé d'officiers supérieurs des membres permanents du Conseil de sécurité : s'il se réunit tous les quinze jours pour décider de la date de sa prochaine réunion, en raison des divergences entre les « cinq Grands » il n'a, depuis 1946, jamais joué son rôle. La mission de maintenir la paix et la sécurité internationales revient donc au Conseil de sécurité, qui a mandat, si toutes les mesures prises sont sans résultat, « de recourir à la force armée pour maintenir la paix et la sécurité internationales ».

Les deux modes d'interventions militaires de l'ONU

Depuis 1948, si l'on excepte, en 1950, la résolution 84 qui décide en Corée, du plus important conflit armé sous le drapeau des Nations unies, le mode d'intervention de l'ONU, au titre du chapitre VII de la

Charte de l'ONU, consiste en des opérations dites de Casques bleus qui, comme forces de maintien de la paix, d'interposition, de neutralisation ou d'intervention ont mené soixante et onze missions, dont seize sont en cours.

Avec le Nouvel ordre mondial, au tournant des années 1990, s'est ajouté un autre mode d'intervention. Le Conseil de sécurité, faisant référence au « droit d'ingérence humanitaire » puis au « devoir de protéger », a donné mandat d'intervenir à des coalitions militaires en Irak, au Kosovo, en Afghanistan, en Libye ou contre l'État islamique. L'objet n'est pas de faire l'exégèse des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et des interprétations et manipulations dont l'article VII de la Charte a été l'objet, mais de voir ce qui distingue les interventions des Casques bleus de celles conduites, dans le cadre de résolutions de l'ONU, par des coalitions militaires qui ne sont pas de même nature et d'une autre ampleur que celles des Casques bleus. Elles répondent à des conflits qui touchent aux intérêts géostratégiques des principales puissances.

Le Conseil de sécurité autorise, mais ne dirige pas, ces coalitions militaires, essentiellement occidentales, mais de composition variable selon les intérêts des États. Les pays membres de l'OTAN en sont la principale composante, sans que tous ses membres y participent. À l'exception de l'intervention en Libye, où le Pentagone a recouru au concept du « commandement depuis le siège arrière », les États-Unis sont la principale force de frappe. Dans le cas de l'intervention contre l'État islamique, des coalitions, mandatées ou non par le Conseil de sécurité, se conjuguent et s'opposent.

Les conflits où interviennent les Casques bleus de l'ONU sont des conflits dits de basse intensité, ce qui ne signifie pas qu'ils soient moins meurtriers : au Guatemala, Pakistan, Bangladesh, Soudan et ailleurs, les morts se comptent par dizaines et même centaines de milliers, quand ce n'est pas, comme lors des guerres du Congo, par millions. Ces conflits sont également la cause de crises alimentaires, sanitaires, migratoires aux conséquences humaines effrayantes, mais les enjeux politiques et économiques sont moins stratégiques pour les grandes puissances.

Sans nier les insuffisances ou les échecs des opérations de Casques bleus, certaines ont sombré honteusement dans l'anarchie, en Somalie, ou dans le génocide, au Rwanda ; en Palestine, au Cachemire ou au Sahara occidental, elles participent, depuis des décennies à la perpétuation d'une non-application des résolutions de l'ONU, d'autres encore ont été rendues impossibles par le refus de l'une des parties de l'envoi de Casques bleus comme en Arménie, au Sri Lanka, en Colombie… Mais il est des interventions qui furent salutaires et d'autres même peuvent être considérées comme des succès, au Mozambique, au Salvador, en Namibie ou au Timor oriental.

La différence d'engagement selon qu'il s'agit d'une « coalition militaire » sous mandat de l'ONU ou d'une mission de maintien de paix des Casques bleus est évidente. Les effectifs d'abord, lors des deux guerres majeures sous mandat de l'ONU - Irak et Afghanistan - en Irak, 48 pays ont participé à la coalition et au maximum de l'intervention (en 2008), 330 000 hommes furent engagés, dont 250 000 États-Uniens. En Afghanistan, 44 pays se sont engagés sous commandement de l'OTAN ou de la Force internationale de l'ONU avec, en 2011, plus de 150 000 hommes engagés, auxquels il faut ajouter 140 000 hommes des forces afghanes et l'appui logistique d'autres États, dont la Russie qui a ouvert des bases aériennes.

Quels sont les effectifs lors des opérations de Casques bleus ? Seize opérations de maintien de la paix sont en cours, entre Israël et la Palestine, sur le plateau du Golan, au Liban, au Darfour, dans le Soudan Sud, au Liberia, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Sahara occidental, entre l'Inde et le Pakistan, à Haïti, au Kosovo, à Chypre. Pour mener ces seize opérations, au 31 mars 2017, les Casques bleus en uniforme (militaires, gendarmes et policiers) sont 96 500 (en comparaison des 330 000 en Irak), provenant de 126 pays. Six pays africains et asiatiques : Éthiopie, Inde, Pakistan, Bangladesh, Rwanda, Népal, fournissent plus de 42 % de ces effectifs, seulement 4 % venant des pays membres permanents du Conseil de sécurité, essentiellement des Casques bleus chinois, 2 510, Russie et États-Unis n'en fournissant respectivement que 98 et 78 !

Tout aussi éclairant sur ce qui différencie les deux modes d'intervention sous mandat de l'ONU : le coût des opérations. Le Watson Institut estime, pour les États-Unis, à 4 800 milliards de $, le coût des guerres d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan et de Syrie [2]. Le coût des opérations de maintien de la paix de l'ONU de 1948 à 2016 se monte lui à 109 milliards de $, soit 2,25 % des dépenses des seuls États-Unis pour les guerres d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan et de Syrie, de 2001 à 2016.

Qu'en est-il de la chaîne de commandement ? Pour les coalitions internationales, le Conseil de sécurité n'exerce qu'un rôle de contrôle, les États, l'OTAN ou l'Union européenne assurent la direction stratégique. Lors de la Guerre du Golfe, la coalition internationale a été sous commandement états-unien ; dans l'ex-Yougoslavie, la FORPRONU [3], fut sous commandement de pays de l'Union européenne, mais les soldats états-uniens intervenaient dans le cadre de l'OTAN [4] ; au Kosovo le commandement a été assuré par un triumvirat, États-Unis, Royaume-Uni et France ; en Afghanistan, la FIAS [5] a été de 2001 à 2006, sous commandement de pays membres de l'OTAN et depuis 2007, sous celui du Pentagone ; lors de la guerre d'Irak, la coalition était sous commandement états-unien ; en Libye, ce fut un assemblage, avec un commandement anglais, français, états-unien, canadien et de l'OTAN.

La direction stratégique des opérations des Casque bleus ne s'appuie pas sur des structures militaires établies (OTAN, UE) [6]. Le Conseil de sécurité prend la décision, mais celle-ci prise, il n'en a plus la responsabilité, le Secrétaire général négocie avec des États contributeurs et des États payeurs ; l'opération engagée, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) assurent la conduite stratégique. En raison du manque de centralisation entre le RSSG, sur le terrain, le DOMP, à New York et les États contributeurs, plus ou moins informés sur la conduite des opérations, l'absence d'autorité collective est patente.

Ces différences d'engagements humains, financiers et dans la conduite des opérations sont sans liens avec les souffrances des populations, principales victimes des guerres contemporaines, mais découlent d'intérêts géopolitiques. Les conclusions du rapport du groupe d'étude sur les opérations de paix, remis, en 2000, à Kofi Annan par Lakdhar Brahimi, sont accusatrices : « Le Secrétaire général se trouve dans une position intenable. On lui présente une résolution du Conseil de sécurité qui précise, sur le papier, le nombre de militaires requis, mais il ne sait pas s'il disposera de ce nombre de militaires sur le terrain. Plus encore, les troupes qui finissent par débarquer sur le théâtre des opérations risquent d'être sous-équipées : il est arrivé que des pays fournissent des troupes sans fusils, ou équipées de fusils, mais dépourvues de casques, ou munies de casques, mais sans moyens propres de transport ». Commentant le rapport Brahimi, le *Financial Times* conclut : « De plus en plus, le fardeau retombe sur les pays pauvres. Puisque les pays industrialisés refusent de faire le sale boulot, ils pourraient au moins fournir davantage d'argent et d'entraînement aux forces de maintien de la paix. »

Ajoutons qu'au 29 mai 2015, le montant des contributions non acquittées par des États pour les opérations de paix s'élevait à 1 868,8 milliard de $, alors qu'il est interdit au Secrétaire général de l'ONU de souscrire, y compris pour des interventions d'urgence, un emprunt, ne serait-ce que pour une semaine. Chacun de ces aspects révèle une absence de volonté politique, la prévalence d'intérêts géopolitiques, le caractère secondaire des missions de Casques bleus pour les grandes puissances.

Une révolution copernicienne des missions militaires de l'ONU

On dira que l'on compare l'incomparable, mais ce qui rend incomparable la guerre absolue dans toute son énergie écrasante menée par des coalitions militaires avec les interventions de Casques bleus, ce sont des décisions prises par le Conseil de sécurité, renouvelées et assumées, une responsabilité aggravée du fait de l'échec militaire, humain et diplomatique des coalitions sous mandat de l'ONU, en Irak, Afghanistan, Libye, sans ignorer la situation d'instabilité dans des pays de l'ex-Yougoslavie.

Le ver a été introduit dans la pomme avec la résolution 143/31 adoptée par l'Assemblée générale en 1988, qui reconnaît un droit d'ingérence humanitaire pour les « victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre ». Cela consiste, avec l'accord du pays sinistré, à « faciliter l'apport de nourritures, de médicaments et de soins médicaux, pour lesquels un accès aux victimes est indispensable ». Rappelons que la première intervention en application de la résolution 143/31 fut réalisée à la demande de l'Union soviétique, après un tremblement de terre en Arménie. Une belle idée qui va être dévoyée.

Dès 1991, avec la violation de droits de l'homme par Saddam Hussein au Kurdistan irakien, dans l'euphorie de la désintégration de l'Union soviétique et de l'avènement annoncé d'un Nouvel ordre mondial sans guerre, est théorisé le concept du « droit d'ingérence humanitaire armé » qui a pour objet de répondre à des situations d'urgence humanitaire face auxquelles les ONG ne disposeraient pas des moyens suffisants et que seules des forces armées pourraient dispenser. L'humanitaire, et plus encore « l'ingérence humanitaire », n'est pas neutre, mais « l'ingérence humanitaire armée » représente sa mise au service d'intérêts de puissances. Il n'est pas jusqu'au président du Comité international de la Croix-Rouge, Jakob Kellenberg, qui ne s'en soit inquiété devant le Conseil de sécurité. « À chacun son rôle : l'utilisation de la force relève du domaine militaire et les activités de secours relèvent des agences humanitaires. » [7]

Oui, il est des situations qui exigent le recours à la force, il est des conflits interétatiques, ethniques, confessionnels, de libération qui nécessitent une interposition armée, il est des totalitarismes dont la violence oblige à intervenir, il est des peuples à secourir, ce sont les justes raisons invoquées lors des interventions des coalitions internationales. Mais ces « guerres justes » sont un échec ; elles ont déstabilisé des régions, ravagé des pays, meurtri des peuples, suscité des abominations, provoqué la plus grande crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale, elles ont été la cause, selon des sources d'organismes scientifiques, de 2001 à 2015, estimation basse, de plus de deux millions de morts (certains parlent de plus de 10 millions), en Irak, Afghanistan, Pakistan, Syrie, Libye, Yémen et Somalie. Cette réalité n'est pas due à des erreurs de jugement, à des événements incontrôlables ou imprévisibles, mais résulte de politiques conçues et décidées dans un esprit hégémonique, sous couvert de l'ONU.

Est-il possible de rompre ce tragique engrenage ? L'ONU n'est pas un organisme virtuel, elle est le produit des gouvernements des États qui la composent. Ses carences sur la question de la guerre et de la paix, comme sur d'autres, résident dans son assujettissement aux politiques étatiques, à des ambitions géostratégiques globales ou régionales, à des desseins de suprématie.

Une stratégie pour la paix et la sécurité internationales jusqu'au recours à l'intervention armée nécessite, comme il est inscrit dans la Charte, une révolution copernicienne au sein de l'ONU. Cela demande de mettre fin aux mandats de coalitions militaires de justiciers et au déploiement de troupes hétéroclites sous-équipées et, comme le propose la Charte, que se crée une force onusienne multilatérale dans sa composition et son commandement, force qui soit en capacité d'interventions militaires, de négociations diplomatiques et de rétablir la paix.

Oui, mais…

C'est là, principe de réalité, une utopie, le système onusien n'est pas aujourd'hui en mesure d'effectuer cette révolution copernicienne. Vingt ans après l'affirmation de Mario Bettati que « le devoir d'ingérence dans les affaires du monde est lié à l'universalisme de la condition humaine », ce devoir est discrédité en raison des stratégies militaires et des méthodes de guerre adoptées, de l'absence de considération pour l'histoire, les cultures et les ressentis des populations concernées. À la question « sommes-nous dans un monde suffisamment sage, égalitaire et démocratique, débarrassé de rêves de puissance, de mentalités de domination, de comportements d'arrogance », pour qu'un État ou un groupe d'États décident de la souveraineté d'autres peuples ? Les faits montrent que non. Là où devait

être promue la démocratie, n'a été apportée que la violence, là où le despote est tombé, règne le chaos. Cela a été dénoncé depuis les années 1990, les principales puissances interviennent en fonction de leurs intérêts, opposés à ceux des peuples.

Est-ce la condamnation de l'ONU ? Nullement, seule institution universelle fondée sur le principe du multilatéralisme, elle est un bien précieux à défendre contre ceux qui l'instrumentalisent ou même souhaitent sa disparition. Les opérations de Casques bleus doivent se poursuivre en demandant aux États des moyens qui répondent aux besoins des interventions, mais le Conseil de sécurité ne doit plus mandater des coalitions militaires internationales. Ce qui signifie, terrible régression, accepter « la souveraineté garantie mutuelle des tortionnaires ». Ce qui signifie, lors de conflits internes, laisser les forces sociales du pays concerné trouver une solution, ce qui s'effectue souvent dans l'horreur, mais le remède de l'ingérence a été pire que le mal, les interventions militaires sous mandat de l'ONU ont multiplié les abominations et propagé les ressentiments que l'on sait, générant les pires atrocités et nourrissant des idéologies mortifères. Sans un autre rapport de force au sein des Nations unies, il reste le sinistre principe de réalité.

Et Daech ? Il ne s'agit pas de s'y dérober, Daech est une abominable déviance de l'islam, comme le christianisme et d'autres religions en ont connu dans l'Histoire ; elle doit être combattue, mais, affaire de tous, elle doit l'être par tous, dans l'esprit des fondements multilatéralistes de l'ONU, et non avec des coalitions conduites par les puissances occidentales, la Russie ou par des p uissances régionales, Turquie, Iran, Arabie saoudite et Qatar. Certaines sont directement responsables du drame irako-syrien, aucune n'est là pour les intérêts des Nations unies, toutes interviennent avec des visées de grandes puissances ou de puissances régionales.

Il est des causes qui dégagent un consensus au-delà des antagonismes, combattre le nazisme en a été une, une conception occidentale de l'ONU en est née. Le tiers-monde a imposé au sein des Nations unies avec le droit à l'autodétermination des peuples, la décolonisation, modifiant un temps, en son sein, le rapport de forces, mais sans modifier l'institution. Combattre l'horreur, Daech et ses déclinaisons, devrait, si le multilatéralisme qui est au fondement de l'ONU parvenait à prévaloir, dégager un consensus qui insuffle une conception, une vision, plus universelle de l'ONU. Certes, c'est là remplacer une utopie par une autre… le pire n'est pas inéluctable.

Notes

[1] Rapport de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, avril 2017.

[2] Le Rapport n'inclut pas les dépenses liées à la sécurité intérieure, les coûts macroéconomiques de la guerre pour l'économie ni le coût de la guerre pour les autres pays membres de la coalition.

[3] Force de protection des Nations unies.

[4] La Bosnie fut la première guerre chaude de l'OTAN.

[5] Force internationale d'assistance et de sécurité.

[6] L'état-major international et l'état-major militaire pour l'OTAN, le Service européen pour l'action extérieure pour l'Union européenne.

[7] 4130e séance du Conseil de sécurité, 19 avril 2000.

Faut-il avoir peur de la Russie ?

mardi 30 mai 2017, par Pascal Boniface

En décembre 2016, le magazine *Forbes* faisait de Poutine l'homme de l'année. Entre l'arrivée d'un Donald Trump à la Maison blanche et la reconquête d'Alep par l'armée syrienne suite à une campagne massive et indiscriminée de l'aviation russe visant la population civile au-delà des combattants, tout semblait réussir à l'homme fort du Kremlin. Pourtant, ses succès sont moins éclatants qu'il n'y paraît et sa position moins forte que ne le pensent à la fois ceux qui le craignent et ceux qui l'admirent.

Il est certain que beaucoup d'analystes semblent considérer qu'après l'intronisation de Donald Trump, la Russie et les États-Unis allaient être sur la voie d'un rapprochement. Mais, ce qui était pour certains une crainte et pour d'autres un espoir s'est avéré illusoire.

Un axe Moscou-Washington ?

Tout au long de la campagne électorale, Donald Trump a confessé l'admiration qu'il avait pour Vladimir Poutine et la nécessité d'un rapprochement entre les États-Unis et la Russie, notamment pour combattre Daech, que Trump s'est engagé à neutraliser en six mois, objectif qui peut paraître ambitieux. Il a par ailleurs estimé que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) était une alliance obsolète, et indiqué, aussi bien à ses alliés européens que japonais et sud-coréen, qu'ils devaient désormais prendre eux-mêmes en charge leur sécurité ou financer l'effort américain. Il y a donc le sentiment d'un basculement de Washington vers Moscou, au détriment des alliés européens, créant la panique chez certains d'entre eux.

Mais Barack Obama, en arrivant à la Maison blanche, avait lui-même évoqué la possibilité et la nécessité d'appuyer sur le bouton *reset*, afin d'apaiser les relations entre les États-Unis et la Russie. Il n'y est pas parvenu du fait, d'une part, du raidissement russe, et, d'autre part, de son rétropédalage sur le système de défense anti-missiles, véritable chiffon rouge pour Moscou qui le considère comme attentatoire à la parité stratégique avec Washington. Alors qu'il avait initialement déclaré qu'il ne voyait pas l'intérêt de le déployer, Obama – sous la pression du complexe militaro-industriel – en est devenu partisan. Pour autant, le rapprochement États-Unis/Russie n'est pas acquis avec le départ de ce dernier. Dans un premier temps, le Congrès risque d'y être hostile. Pour être confirmé, les membres du Sénat ont en effet réaffirmé leur confiance dans l'OTAN et présenté de nouveau la Russie comme une menace pour les États-Unis. Au-delà du caractère fantasque, quoi que l'on puisse dire du personnage de Trump, il peut y avoir une logique dans un mouvement américain vers Moscou, qui dépasse le seul objectif de la lutte contre le terrorisme. Pour Trump comme pour d'autres, notamment ceux appartenant à l'école réaliste, le principal défi géopolitique pour les États-Unis est la Chine. Dès lors, c'est une erreur stratégique que de pousser les Russes dans leurs bras comme l'a fait, fût-ce involontairement, Barack Obama. Au contraire, il faut attirer la Russie pour faire un front commun contre la menace chinoise.

Il restait à vérifier si Donald Trump allait réellement appliquer le programme qu'il avait évoqué au cours de la campagne électorale. Les structures existantes de sécurité, en premier lieu l'OTAN, sont extrêmement solides. Ce n'est pas la première fois qu'elles sont remises en cause à Washington, au nom du partage du fardeau nécessaire entre Européens et Américains. Déjà, à partir de 1966, le sénateur Mike Mansfield déposait chaque année un amendement demandant le retrait des troupes américaines de l'Europe si celle-ci n'augmentait pas ses dépenses militaires. Il estimait que, reconstruite

économiquement, l'Europe pouvait assurer seule sa sécurité. L'amendement fut rejeté chaque année, à la demande de l'exécutif américain qui mettait en avant que l'engagement américain dans l'OTAN n'existait pas pour faire plaisir aux Européens mais pour servir l'intérêt national. Le risque que l'Histoire se répète s'est avéré fondé. Dès avril, Trump allait publiquement dire que l'OTAN n'était pas obsolète, tandis que la Russie était directement mise en cause par ses ministres les plus proches après l'utilisation d'armes chimiques par Bachar al-Assad.

Trump aurait nettement moins envie qu'Obama de défendre l'Ukraine par rapport à la Russie, Kiev risque de se sentir lâchée par son allié principal. Si tel était le cas, les Européens eux-mêmes, mis à part les États baltes et la Pologne, seront du coup moins allants pour aider Kiev. Mais, il n'est pas certain que cela soit une catastrophe. L'intransigeance et la mauvaise volonté des dirigeants ukrainiens à appliquer la part de leurs engagements pris lors des accords de Minsk en seront moins fortes. Peut-être seront-ils contraints à plus de réalisme et moins de surenchère à l'égard de Moscou. Si l'annexion de la Crimée est bien illégale du point de vue du droit international, il est illusoire de penser que l'on pourra revenir dessus.

Les Russes ont leur part de responsabilité dans la dégradation du climat géopolitique. Il ne faut pas pour autant oublier la propre responsabilité des dirigeants ukrainiens : depuis l'indépendance, l'Ukraine a beaucoup plus à pâtir de l'impéritie et la corruption de ses dirigeants que des ingérences russes. Même l'ancien président géorgien, Mikheil Saakachvili, très hostile à Moscou, qui fut nommé gouverneur d'Odessa, a démissionné en dénonçant la corruption des dirigeants ukrainiens. Quel que soit leur bord politique, ces derniers se sont comportés comme des oligarques, et non comme des hommes d'État.

L'Europe de l'Est est elle-même divisée. Pour des raisons historiques compréhensibles, les pays baltes et la Pologne se méfient de Moscou. La Hongrie de Viktor Orbán, non. Cette méfiance a été renforcée par l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Varsovie. Poutine n'a pas envie de reconquérir les États baltes ou d'avancer en Pologne. Il veut simplement stopper l'avancée occidentale aux frontières de la Russie.

On ne peut cependant pas parler de « retour de la guerre froide », dans la mesure où il n'y a pas deux blocs antagonistes, qui se font face. La Russie a de nouveau développé sa puissance, depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, mais elle n'aura plus jamais la dimension de la superpuissance soviétique. Le maître du Kremlin ne se fait d'ailleurs aucune illusion là-dessus, lui qui a déclaré que celui qui ne regrettait pas l'URSS n'avait pas de cœur, mais que celui qui voulait la recréer n'avait pas de tête.

Il y a certes un climat international *agressif* et *vindicatif*. Les responsables de l'OTAN, organisation de la guerre froide qui lui a survécu, considèrent toujours la Russie comme une menace existentielle. Mais, entre Washington et Moscou, il s'agit plutôt d'un climat de rivalité nationale classique. Il n'y a pas d'ambition d'étendre son système au monde entier, comme au temps de l'URSS. La Russie d'aujourd'hui est plus puissante que celle des années 1990, mais elle ne retrouvera jamais la puissance de l'URSS. Le monde bipolaire, le « condominium soviéto-américain » est bel et bien révolu.

Donald Trump s'est engagé à soutenir encore plus fermement Israël que la précédente administration. En réalité, même si Obama n'a pas déposé un veto américain à la résolution 2334 qui condamne la colonisation, et même s'il a demandé dès le début de son premier mandat qu'elle prenne fin, elle a constamment continué pendant huit années, sans que les États-Unis n'en tirent aucune conséquence. Au contraire, l'aide stratégique américaine accordée à Israël a été augmentée de 20 % pour passer de plus de 3 milliards par an à un peu moins de 4 milliards. Tout ceci s'est produit alors que Benyamin Netanyahou a constamment humilié Barack Obama et essayé de faire capoter l'accord sur le nucléaire iranien – un enjeu majeur pour Obama – et a soutenu publiquement la campagne de Mitt Romney en 2012, qui se présentait contre Barack Obama.

Hillary Clinton a toujours fortement soutenu Netanyahou, allant jusqu'à approuver les bombardements sur Gaza en 2014. Donc, Obama ne

gênait en rien Netanyahou, mais ce dernier ne pouvait qu'espérer un plus grand soutien une fois qu'il aurait quitté la Maison blanche.

De manière générale, les Russes ne se veulent pas trop actifs sur ce dossier. Ils réussissent à avoir de bonnes relations avec le gouvernement israélien, tout en ayant des relations officielles avec le Hamas.

Donald Trump a laissé entendre qu'il approuvait le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, ce qu'aucun président américain n'a fait jusqu'ici, pas plus qu'aucun autre gouvernement. Mais, là aussi, il est revenu sur cette déclaration. Le nouvel ambassadeur américain en Israël possède une résidence à Jérusalem, mais les locaux de l'ambassade devraient demeurer à Tel-Aviv. En cas contraire, ce ne serait pas uniquement une intervention dans le conflit israélo-palestinien mais à l'égard de tous les pays musulmans, puisque Jérusalem-Est n'est pas uniquement l'éventuelle future capitale d'un État palestinien, par ailleurs de moins en moins probable, mais un lieu saint pour tous les musulmans, comme le lui a fait remarquer le roi de Jordanie, reçu à la Maison blanche. Trump devrait confirmer la volonté d'Obama de ne pas intervenir directement dans le conflit. On peut même penser qu'il soutiendra bien plus activement les Russes dans ce pays et que, en retour, les Russes pourraient offrir aux Américains de participer à une solution politique dans la mesure où, après sa victoire à Alep, Poutine souhaite éviter d'être pris dans un bourbier syrien.

Les limites de la puissance russe

Poutine donne une impression de force et de puissance. Sur le plan intérieur, mettre en scène les deux photos de lui torse nu à cheval, ou en train de faire du sport, contribue à sa popularité. Les Russes lui sont reconnaissants d'avoir redonné du lustre à la diplomatie de leur pays et d'avoir mis fin à ce qui était vécu comme des humiliations de la part des Occidentaux dans les années 1990. Alors que, du fait des syndromes irakien et afghan, les États-Unis sont réticents à intervenir militairement, et Donald Trump poursuit en ce domaine la politique de Barack Obama en reconnaissant que Washington n'a plus les moyens d'être le shérif international, Poutine n'a pas hésité à utiliser la force. Les dirigeants chinois ne veulent pas l'utiliser, misant plutôt sur le développement de leur puissance économique, comme on l'a vu en Syrie et à Alep. Mais il ne faut pas surestimer la puissance russe.

En Syrie, Poutine a permis à Bachar al-Assad de restaurer son pouvoir. Mais le pays est détruit, 80 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté et la reconstruction est évaluée à plus de 300 milliards de dollars. Ce n'est pas dans les capacités de la Russie. En Ukraine, il soutient indirectement les zones indépendantistes du Donbass, mais le sentiment national ukrainien s'est construit contre la Russie dans le reste du pays. Le magazine *Forbes* a classé (à nouveau) en 2016 Poutine comme étant l'homme le plus puissant du monde. Ceci doit être amplement relativisé. Il est à la tête d'un pays nettement moins puissant que les États-Unis. Il n'a cependant pas à affronter les contre-pouvoirs existants outre-Atlantique, mais il n'a pas la puissance d'un Xi Jinping qui peut exercer son pouvoir sans contrepoids.

Les dépenses militaires russes représentent 10 % des dépenses militaires américaines. Le PIB russe représente 10 % du PIB américain. Il n'y a plus de parité stratégique entre Moscou et Washington, pas plus qu'il n'y a d'alliance globale étendant ses ramifications en Asie, en Afrique, en Amérique latine et contrôlant la moitié de l'Europe.

On dénonce beaucoup en France le développement des réseaux russes. La Russie est-elle en train de rattraper son retard en matière de *soft power* ? Indéniablement, la Russie tente de s'y mettre. La création de *Russia today*, du forum de Valdaï, ou encore de *Sputnik* en sont des illustrations. La Russie a quelques avocats dans le paysage français. Quelques-uns peuvent être des clients ; la plupart le font sur la base de convictions politiques, qui d'ailleurs peuvent être d'inspirations diverses : attirance pour un pouvoir fort, anti-américanisme, front commun contre le djihadisme, vision géopolitique gaullo-mitterrandiste, etc. Mais il faut regarder la réalité en face. Les médias français

centraux, largement occidentalistes, sont très hostiles à Poutine. Dans le domaine stratégique, les réseaux russes n'ont rien à voir avec les réseaux américains. Les moyens d'influence des États-Unis ou de l'OTAN sont sans commune mesure, à un point tel qu'ils paraissent naturels alors que ceux de la Russie dénotent.

Une puissance internationale limitée, une popularité nationale réelle

Poutine est indéniablement populaire en Russie, pour la raison d'ailleurs inverse de son impopularité dans le monde occidental. Les Occidentaux ne lui pardonnent pas de s'opposer à eux. Les Russes lui sont reconnaissants de le faire. Il serait faux de justifier la popularité de Poutine par le seul contrôle des médias : il était beaucoup plus fort du temps de Brejnev, alors que ce dernier n'était pas populaire. Certes, les libertés sont restreintes, mais il n'y a pas régression en ce domaine pour les Russes. Elles l'étaient déjà sans doute plus encore du temps de Boris Eltsine mais personne n'y prêtait attention. Faut-il rappeler qu'Eltsine a donné l'ordre à l'armée d'envahir le Parlement pour contrer le Parti communiste et que ceci a fait des centaines de morts. L'annexion de la Crimée a fait monter le taux d'approbation de la politique de Poutine à 84 %. Pour le moment, les Russes ne protestent pas trop contre la dégradation de la situation économique, qui tient d'ailleurs plus à la baisse du prix du pétrole qu'aux sanctions occidentales. Mais si les Russes sont prêts à des sacrifices par rapport à la Crimée, ils ne le sont pas vis-à-vis de la Syrie. Par ailleurs, la classe moyenne s'est développée. Paradoxalement, la baisse des tensions pourrait permettre une plus grande expression de l'opposition et une plus grande mise en cause de Poutine. Le problème est que cette opposition est divisée entre l'extrême droite, les anciens communistes et les libéraux qui ne peuvent s'entendre. Les libéraux, appréciés par les Occidentaux, portent encore le poids de la responsabilité des conditions de la privatisation (en fait, un hold-up en faveur des oligarques) et de la dégradation de la situation économique et sociale de l'époque.

Les divergences entre la Russie de Poutine et les pays occidentaux peuvent-elles se résumer aujourd'hui à un conflit d'intérêts ou sommes-nous en face d'une opposition entre deux visions du monde ?

Il y a des sujets sur lesquels nous avons de profondes divergences, notamment les situations ukrainienne et syrienne. Il y en a d'autres sur lesquels nous avons bénéficié d'une bonne collaboration. Il ne faut pas oublier l'aide russe pendant les interventions françaises au Mali et en République centrafricaine, ou le rôle positif de Moscou dans la négociation nucléaire avec l'Iran.

Avons-nous des différences de valeurs fondamentales ? Il est certain que, pour les Russes, le principe de non-ingérence et du respect de la souveraineté est essentiel. Ils rejettent l'universalisme occidental en offrant la priorité à la souveraineté nationale. Mais – comme a pu l'illustrer la guerre d'Irak (2003), entre autres – l'universalisme occidental est souvent le masque d'une politique de puissance qui veut imposer ses intérêts aux autres, par le biais de discours sur les valeurs, évoquées et non mises en pratique. Dans les pays occidentaux, les partisans de l'école réaliste des relations internationales ne disent pas autre chose. Et, dans les pays émergents, il y a un accord sur ce point. Il y a eu un sentiment profond que la Russie, en tant que telle, n'était pas respectée dans les années 1990. Lors de la guerre du Golfe (1990-1991), Gorbatchev a accepté de lâcher son allié irakien pour bâtir un nouvel ordre mondial. Aussitôt après, il a été abandonné lors du sommet du G7 de juillet 1991 par les Américains, qui ont préféré être les vainqueurs de la guerre froide plutôt que les bâtisseurs d'un nouvel ordre mondial. Mais nous avons conclu de l'implosion de l'Union soviétique et de la disparition du communisme que les Russes seraient devenus des Occidentaux : ils sont restés des Russes et, dès qu'ils ont pu être en mesure de le faire, ils ont ardemment défendu leur intérêt national. Il y a incontestablement une dérive autoritaire chez Poutine mais les Occidentaux ne sont pas exempts de reproches. Il y a en fait une double hypocrisie : lors de la guerre du Kosovo, les Occidentaux mettaient en avant le principe de l'autodétermination des peuples

qui devait, selon eux, prévaloir sur l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Les Russes prônaient les principes inverses. En Géorgie en 2008, puis en Ukraine en 2014, les Occidentaux défendaient le principe de l'intégrité territoriale alors que les Russes mettaient en avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Débats

Le défi populiste

mardi 30 mai 2017, par Chantal Mouffe

Depuis un certain temps maintenant, des voix nous mettent en garde contre le danger du populisme, qui est présenté comme une « perversion de la démocratie ». Mais, après la victoire du Brexit au Royaume-Uni et le succès imprévu de Trump aux États-Unis, la dénonciation du populisme s'est faite plus forte. Des membres de l'*establishment* ont commencé apparemment à s'inquiéter du potentiel de mécontentement social qu'ils avaient sous-estimé. Nous sommes harcelés par des propos alarmistes clamant que le populisme doit être éliminé parce qu'il constitue une menace mortelle pour la démocratie. Ils pensent que la diabolisation du populisme et la crainte d'un retour possible du « fascisme » seront suffisants pour prévenir la montée des partis et mouvements qui mettent en question le consensus néolibéral.

Il est important d'aborder cette hystérie antipopuliste en examinant ce qui est en jeu dans l'émergence au cours des dernières années de mouvements appelés « populistes ». Il est impératif de présenter une analyse sereine de l'état actuel de nos démocraties afin de visualiser les moyens de renforcer les institutions démocratiques contre les dangers auxquels elles sont exposées. Ces dangers sont réels, mais ils résultent de l'abandon par les partis, qui se présentent eux-mêmes comme démocratiques, des principes de souveraineté populaire et d'égalité qui sont constitutifs des politiques démocratiques. Avec la montée du néolibéralisme, ces principes ont été relégués comme des catégories zombies ; et c'est pourquoi nos sociétés sont entrées dans une ère « post-démocratique ».

1. Que signifie exactement « post-démocratie » ? Commençons par clarifier le sens de « démocratie ». Il est bien connu, étymologiquement parlant, que démocratie vient du grec *demos/kratos,* qui signifie « pouvoir du peuple ». C'est un principe de légitimité qui n'est pas considéré dans l'abstrait, mais plutôt à travers des institutions spécifiques. Quand nous parlons de la démocratie en Europe, nous nous référons à un modèle précis : le modèle occidental qui résulte de l'inscription de l'idéal démocratique dans un contexte historique particulier. Ce modèle – qui a reçu une variété de noms : démocratie moderne, démocratie représentative, démocratie parlementaire, démocratie constitutionnelle, démocratie libérale, démocratie pluraliste – est caractérisé par l'articulation de deux traditions différentes. D'un côté, la tradition du libéralisme politique : la règle de droit, la séparation des pouvoirs et la défense de la liberté individuelle ; de l'autre, la tradition démocratique, dont les idées centrales sont l'égalité et la souveraineté populaire. Contrairement à ce qui est parfois dit, il n'y a pas de relation nécessaire entre ces deux traditions, mais seulement une articulation historique contingente qui – comme l'a montré Crawford Brough MacPherson – a eu lieu au XIXe siècle à travers les luttes communes du libéralisme et de la démocratie contre les régimes absolutistes.

Certains auteurs, comme Carl Schmitt, affirment que cette articulation – qui fut à l'origine de la démocratie parlementaire – produisit un régime non viable, le libéralisme déniant la démocratie et la démocratie déniant le libéralisme ; d'autres, en suivant Jürgen Habermas, maintiennent la co-originalité des principes de liberté et d'égalité. Schmitt a certainement raison de souligner l'existence d'un conflit entre la « grammaire » libérale de l'égalité – qui postule l'universalisme et la référence à « l'humanité » – et la « grammaire » de l'égalité démocratique, qui suppose la construction d'un peuple et une frontière entre un « nous » et un « ils ». Mais je pense qu'il se trompe en présentant le conflit en termes d'une construction qui doit inévitablement conduire la démocratie libérale à l'autodestruction.

Dans *The Democratic Paradox (Le paradoxe démocratique) [1],* j'ai proposé de concevoir l'articulation de ces deux traditions sur le mode d'une configuration paradoxale, comme le *locus* d'une *tension* qui définit l'originalité de la démocratie libérale et garantit son caractère pluraliste. La logique démocratique de construction d'un peuple et de défense de pratiques égalitaires nécessite de définir un *demos* et de renverser la tendance du discours libéral vers un universalisme abstrait ; mais son articulation avec la logique libérale nous permet de contester les formes d'exclusion qui sont inhérentes aux pratiques politiques de détermination du peuple qui gouvernera. La politique démocratique libérale consiste en un processus constant de négociation – par des configurations hégémoniques différentes – de cette tension constitutive. Cette tension, exprimée en termes politiques le long de la frontière entre droite et gauche, peut seulement être stabilisée temporairement par des négociations pragmatiques entre les forces politiques. Ces négociations établissent toujours l'hégémonie de l'une d'entre elles. En revisitant l'histoire de la démocratie libérale pluraliste, nous trouvons que, à certaines occasions, la logique libérale a prévalu, pendant que dans d'autres, c'était la logique démocratique. Néanmoins, les deux logiques sont restées en vigueur, et la possibilité d'une négociation agoniste entre droite et gauche – caractéristique du régime démocratique libéral – est toujours restée.

2. Si la situation actuelle peut être décrite comme une « post-démocratie », c'est parce que, ces dernières années, avec l'affaiblissement des valeurs démocratiques comme une conséquence de la mise en œuvre de l'hégémonie néolibérale, cette tension constitutive a été éliminée, et les lieux agonistes où différents projets de société peuvent se confronter ont disparu. Dans l'arène politique, cette évolution s'est manifestée par ce que j'ai proposé d'appeler dans *On the Political* la « post-politique », en référence au flou de la frontière politique entre la droite et la gauche. [2] Par ce terme, je pense au consensus établi entre les partis de centre-droit et de centre-gauche sur l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative au libéralisme et à la globalisation. Sous le prétexte de « modernisation » imposée par la globalisation, les partis sociaux-démocrates acceptèrent les diktats du capitalisme financier et les limites qu'ils imposaient aux interventions étatiques concernant leurs politiques de redistribution. Le rôle des parlements et des institutions qui permettent aux citoyens d'influencer les décisions politiques fut drastiquement réduit ; et les citoyens furent privés de la possibilité d'exercer leurs droits démocratiques. Les élections n'offrent plus aucune occasion de décider d'alternatives réelles par les partis traditionnels de « gouvernement ». La politique est devenue une simple technique de management de l'ordre établi, un domaine réservé aux experts. La seule chose que la « post-politique » permet est une alternance bipartisane du pouvoir entre les partis de centre-droit et de centre-gauche. Tous ceux qui s'opposent à ce « consensus du centre » sont perçus comme « extrémistes » et disqualifiés comme « populistes ». La souveraineté populaire est déclarée obsolète, et la démocratie est réduite à sa composante libérale. Certes, on parle encore de démocratie, mais seulement pour indiquer l'existence d'élections et la défense des droits humains.

Ces changements au niveau politique ont eu lieu dans le contexte d'un nouveau mode de régulation du capitalisme, dans lequel le capital financier occupe une place centrale. Avec la financiarisation de l'économie il y eut une grande expansion du secteur financier au détriment de l'économie productive. Sous les effets combinés de la désindustrialisation, du développement des changements technologiques et du processus de délocalisation dans des pays où le travail était moins cher, beaucoup d'emplois furent perdus. Les politiques de privatisation et de dérégulation contribuèrent aussi à créer une situation de chômage endémique, et les travailleurs se retrouvèrent dans des conditions de plus en plus difficiles. Si l'on y ajoute les effets des politiques d'austérité qui furent imposées après la crise de 2008, on peut comprendre les causes de la croissance exponentielle des inégalités à laquelle nous avons assisté dans plusieurs pays européens, particulièrement dans le Sud. Cette inégalité ne touche plus seulement la classe ouvrière, mais également une large partie de la classe moyenne qui est entrée dans un processus de paupérisation et de

précarisation. Les partis sociaux-démocrates ont accompagné ce développement, et dans de nombreux endroits, ils ont même joué un rôle important dans la mise en œuvre des politiques néolibérales. Cela a contribué au fait que l'autre pilier de l'idéal démocratique – la défense de l'égalité – a aussi été éliminé du discours libéral-démocratique. Ce qui commande maintenant, c'est une vision libérale individualiste qui célèbre la société de consommation et la liberté qu'offre le marché.

3. La conséquence de l'hégémonie néolibérale fut l'établissement d'un régime véritablement oligarchique, à la fois socio-économique et politique. C'est précisément l'oligarchisation des sociétés européennes qui est à l'origine du succès des partis populistes de droite. En réalité, ils sont souvent les seuls à dénoncer cette situation, à promettre de rendre au peuple le pouvoir qui a été confisqué par les élites, et à le défendre contre la globalisation. En traduisant les problèmes sociaux dans un code ethnique, dans beaucoup de pays ils ont réussi à exprimer dans un vocabulaire xénophobe les demandes des couches populaires qui étaient ignorées par les partis du centre, parce qu'elles étaient incompatibles avec le projet néolibéral. Les partis sociaux-démocrates, prisonniers de leurs dogmes post-politiques et réticents à admettre leurs erreurs, refusent de reconnaître que la plupart de ces demandes sont des revendications démocratiques légitimes, auxquelles une réponse progressiste doit être donnée. D'où leur incapacité à saisir la nature du défi populiste. Pour apprécier ce défi, il est nécessaire de rejeter la vision simpliste diffusée par les médias, qui juge le populisme comme une pure démagogie. La perspective analytique développée par Ernesto Laclau nous offre d'importants outils théoriques pour répondre à cette question. Il définit le populisme comme un moyen de construire la politique, qui consiste à établir une frontière politique séparant la société en deux camps, appelant à la mobilisation de ceux qui sont opprimés contre ceux qui sont au pouvoir. Cela est pertinent lorsqu'il s'agit de construire un nouveau sujet de l'action collective – le peuple – capable de reconfigurer un ordre social considéré comme injuste. Ce n'est pas une idéologie et ne peut pas être réduit à un contenu programmatique particulier. Ce n'est pas non plus un régime politique. C'est une manière de faire de la politique qui peut prendre des formes différentes en fonction du temps et des lieux, et c'est compatible avec une variété de formes institutionnelles. Le populisme se réfère à la dimension de la souveraineté populaire et à la construction d'un *demos* qui est constitutive de la démocratie. C'est précisément cette dimension qui a été écartée par l'hégémonie néolibérale, et c'est pourquoi la lutte contre la post-démocratie exige une intervention politique populiste.

4. Le « moment populiste » auquel nous assistons nous donne l'opportunité de rétablir la frontière qui nous permet de recréer la tension agoniste typique de la démocratie. En fait, plusieurs partis de droite le font déjà, et cela explique leur récent progrès. La force du populisme de droite peut être expliquée précisément parce qu'il fut capable, dans beaucoup de pays, de dessiner une frontière et de construire un peuple afin de traduire politiquement les différentes résistances au phénomène de l'oligarchisation induite par l'hégémonie néolibérale. Son attrait est particulièrement fort parmi la classe ouvrière, mais il se développe aussi au sein de la classe moyenne, qui est affectée par les nouvelles structures de domination liées à la globalisation néolibérale.

Malheureusement, jusqu'à présent, la réponse des forces progressiste n'a pas été adéquate. Elles ont été influencées par les discours des forces de l'*establishment*, qui disqualifient le populisme dans le but de maintenir leur domination. Elles continuent à défendre les stratégies politiques traditionnelles, inadaptées à la crise profonde de la légitimité qui affecte les régimes libéraux-démocratiques. Cette crise est l'expression des demandes très hétérogènes, qui ne peuvent être formulées par le clivage droite/gauche, dans sa configuration traditionnelle. Contrairement aux luttes caractéristiques de l'ère du capitalisme fordiste, quand il y avait une classe ouvrière défendant ses intérêts spécifiques, dans le capitalisme post-fordiste, la résistance s'est développée hors du processus productif sur de nombreux points. Ces demandes ne correspondent plus aux secteurs sociaux définis en termes sociologiques et par leur

position dans la structure sociale. Beaucoup sont des revendications qui concernent des questions liées à la qualité de la vie et qui ont un caractère transversal. Les demandes liées aux luttes contre le sexisme, le racisme et aux autres formes de domination sont devenues de plus en plus centrales. Afin d'articuler une telle diversité dans une volonté collective, la frontière traditionnelle gauche/droite ne fonctionne plus. Fédérer ces diverses luttes demande d'établir une synergie entre le mouvement social et les formes de parti avec l'objectif de construction d'un « peuple », et pour cela une frontière construite de manière populiste est nécessaire.

Cela ne signifie pas que l'opposition gauche/droite n'est plus pertinente, mais elle doit être posée autrement, en se référant au type de populisme et aux chaînes d'équivalences par lesquelles le « peuple » est construit. Entendu comme une catégorie politique, le peuple résulte toujours d'une construction discursive, et le « nous » autour duquel il se cristallise peut être construit de différentes façons, en fonction de ses éléments constitutifs et de comment les « eux » auxquels est confronté le peuple, sont définis. C'est le point de différence entre un populisme de droite – comme celui de Marine Le Pen, qui construit un peuple se limitant aux « vrais nationaux », en excluant les immigrants qui sont relégués hors du « nous » avec les forces « anti-nation » des élites – et un populisme progressiste de gauche. Ce dernier est représenté en France par le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, qui a une conception plus large du « nous » qui inclut les immigrants, les mouvements environnementaux, les groupes LGBT, définissant le « eux » comme l'ensemble des forces dont la politique promeut l'inégalité sociale. Dans le premier cas, nous sommes confrontés à un populisme autoritaire, dont l'objectif est de réduire la démocratie, tandis que, dans le second cas, il s'agit d'un populisme qui aspire à élargir et radicaliser la démocratie.

5. Au-delà de la façon dont le peuple est construit, une autre question importante doit être examinée afin de distinguer les diverses formes du populisme : la manière dans laquelle la relation entre le peuple et ceux qui détiennent le pouvoir est conçue. Les identités collectives nécessitent toujours la distinction entre nous/ils, mais, dans le champ politique, la frontière entre le « nous » et le « eux » indique l'existence d'un antagonisme, c'est-à-dire d'un conflit qui ne peut pas avoir de solution rationnelle. Cependant, cet antagonisme peut se manifester sous différentes formes. Il peut prendre la forme d'une confrontation ami/ennemi, dans laquelle le but est d'éradiquer le « eux » pour établir un ordre radicalement nouveau. La Révolution française fournit un exemple de ce populisme « antagoniste ». Cette confrontation peut aussi se dérouler dans une forme « agoniste », où « ils » ne sont pas vus comme un ennemi, mais comme un adversaire contre lequel on combattra avec des moyens démocratiques. Pour qu'un mouvement populiste soit compatible avec la démocratie pluraliste, la confrontation doit être agoniste. Un populisme agoniste ne préconise pas le total rejet du cadre institutionnel existant. Son objectif n'est pas la destruction des institutions libérales-démocratiques, mais la désarticulation des éléments qui constituent l'ordre hégémonique et la réarticulation d'une nouvelle hégémonie.

Un populisme de gauche adapté à la situation européenne doit être conçu comme un « réformisme radical » qui s'efforce de récupérer et d'approfondir la démocratie. C'est une lutte qui se déroule au moyen d'une « guerre de position » au sein des institutions afin de les transformer. Une lutte qui, en effet, nécessitera d'importants changements institutionnels pour que la volonté populaire s'exprime, mais ces changements ne posent pas un défi radical aux institutions démocratiques. Il ne s'agit pas de mettre fin à la démocratie représentative, mais de renforcer les institutions qui donnent la parole au peuple. C'est une forme de « républicanisme plébéien » inscrite dans la lignée démocratique de la tradition républicaine, dont le précurseur fut Machiavel.

La crise actuelle est due au fait que nos institutions ne sont pas assez représentatives et non pas au fait de la représentativité elle-même. La solution ne peut pas être l'élimination de la représentation et l'établissement d'une démocratie « présidentielle » comme l'affirment certains. Ainsi que je l'ai souligné dans *Agonistics [3]*, dans une société démocratique qui reconnaît la possibilité inamovible d'un

antagonisme, et où le pluralisme n'est pas conçu de manière harmonieuse et antipolitique, les institutions représentatives – en donnant forme à la division de la société – jouent un rôle crucial car elles permettent l'institutionnalisation de cette dimension conflictuelle. Maintenant, ce rôle ne peut être mené que par l'existence d'une confrontation agoniste. Le problème central de la post-démocratie est l'absence d'une telle confrontation agoniste et l'incapacité des citoyens à choisir des alternatives réelles. C'est pourquoi la question des frontières est décisive.

Je suis convaincue qu'au cours des prochaines années l'axe central du conflit politique sera entre le populisme de droite et celui de gauche, et il est impératif que les secteurs progressistes comprennent l'importance de s'impliquer dans cette lutte. Imaginer un populisme de gauche exige de visualiser la politique d'une manière qui reconnaisse son caractère partisan. Nous devons écarter la perspective rationaliste dominante dans la pensée libérale-démocratique et reconnaître l'importance des affects communs (ce que j'appelle les « passions ») dans la formation des identités collectives. C'est grâce à la construction d'un autre peuple, d'une volonté collective qui résulte de la mobilisation des passions en faveur de l'égalité et de la justice sociale, qu'il sera possible de combattre les politiques xénophobes promues par le populisme de droite.

En recréant des frontières politiques, le « moment populiste » que nous vivons en Europe souligne un « retour du politique ». Un retour qui peut ouvrir la voie à des solutions autoritaires – par des régimes qui affaiblissent les institutions démocratiques libérales – mais qui peuvent aussi conduire à une réaffirmation et à un approfondissement des valeurs démocratiques. Tout dépendra du type de populisme qui sortira de la lutte contre la post-politique et la post-démocratie.

Traduction de l'anglais par Jean-Marie Harribey, et validation par l'auteure.

Notes

[1] Chantal Mouffe, *The Démocratie Paradox*, Versobooks, 2000 ; trad. *Le paradoxe démocratique,* Éditions des Beaux Arts de Paris, 2016.

[2] Chantal Mouffe, *On the Political*, Abigndon, 2005 ; trad. *L'illusion du consensus,* Albin Michel, 2016.

[3] Chantal Mouffe, *Agonistics : Thinking The World Politically*, Verso, 2013 ; trad. *Agonistique, Penser politiquement le monde*, Éditions des Beaux Arts de Paris, 2014.

Engager une « économie politique » pour le XXIe siècle

mardi 30 mai 2017, par François Morin

Plus que jamais, nous devons nous demander pourquoi le travail, source de toute richesse produite, ne trouve toujours pas, dans nos économies capitalistes en crise, la forme de reconnaissance qui devrait être logiquement la sienne, que ce soit dans l'organisation des firmes ou, plus encore, dans celle de nos sociétés. De façon plus lapidaire, posons-nous la question : pour quelle raison la « valeur-capital » demeure-t-elle toujours cette valeur *normative [1]* qui organise nos économies, au détriment d'une « valeur-travail » qui lui reste finalement bien soumise ? Vient donc ensuite la question de savoir si l'on continue à dresser un constat d'autant plus désarmant que régulièrement renouvelé. C'est ici que l'économiste doit probablement se parer de l'habit du citoyen pour se poser une question plus directement politique : comment faire pour que la valeur-travail, source de toute richesse produite, accède enfin au statut de norme organisatrice de notre vie sociale ?

Tenter de répondre à cette question est sans aucun doute engager une réflexion sur une refondation paradigmatique de nos systèmes économiques. Cette interrogation n'est évidemment pas nouvelle : elle a toujours été concomitante de l'évolution du capitalisme et a déjà produit des travaux importants, comme ceux que l'on retrouve dans les traditions marxiste, keynésienne ou encore institutionnaliste, dont on peut citer pour ces derniers l'actuelle théorie de la régulation. Ces travaux intellectuels sont évidemment nécessaires pour fournir les matériaux d'une refondation aujourd'hui vitale. Mais, ils sont probablement en eux-mêmes insuffisants pour opérer en pratique la refondation recherchée. Celle-ci doit s'appuyer sur la force des mouvements sociaux et se conjuguer avec elle pour avoir une quelconque chance d'aboutir. Or, le constat est là, et il est bien amer. La mise en œuvre d'une refondation pourtant bien souhaitable est toujours à la peine.

1 - La « valeur-capital » épicentre de la multi-crise de nos systèmes économiques

L'hypothèse que nous avançons pour expliquer cette impuissance tient pour une part importante, selon nous, à un certain nombre de déficiences de type intellectuel. Ce sont, entre autres, celles qui sont liées à un manque de compréhension ou de connaissance des stratégies symboliques et pratiques des détenteurs de pouvoir ou de capitaux (qui sont souvent les mêmes). C'est la raison pour laquelle, nous proposons d'approfondir cette connaissance en faisant référence à un concept à nos yeux très important, celui de « valeur-capital », dont on peut trouver les premières – et les seules – formulations chez Marx [2]. En effet, et assez curieusement, à la différence du concept de « valeur-travail » qui fait florès depuis longtemps, le concept de « valeur-capital » disparaît totalement de toute la littérature critique, aussi bien chez les économistes hétérodoxes que chez les sociologues (marxistes ou non). C'est étonnant et cela doit nous interroger ? N'y a-t-il pas là un symptôme significatif ? Nous y reviendrons.

À cet élément d'ordre théorique s'ajoute un élément d'urgence pratique qui tient à la situation de « multi-crises » [3] que notre planète subit de façon croissante. Qui ne voit pas en effet la multiplication des impasses dangereuses de nos sociétés ? Plus encore, les crises qui en découlent n'entrent-elles pas en résonnance les unes avec les autres ? Les conflits de nature géopolitique se radicalisent – guerres de religions, terrorismes – provoquant des flux migratoires impressionnants. La montée des replis identitaires qui en résultent, notamment en Europe (mais pas seulement), n'est plus marginale

sur le plan politique. Les réflexes protectionnistes en sont une des conséquences visibles et tendent à prolonger la crise économique avec son cortège d'inégalités croissantes. La conséquence directe de cette situation, sous l'influence d'une pensée néolibérale toujours très active, est une asphyxie des financements non seulement pour les politiques budgétaires, mais aussi pour les investissements environnementaux qui restent par ailleurs très largement sous-estimés. À cela s'ajoute enfin le rôle des marchés financiers qui, dans les moments de crise aiguë, sont à tel point tétanisés que le monde politique est amené à leur donner sans cesse des gages toujours plus importants : de plus en plus de décisions politiques majeures ne sont elles pas arbitrées finalement par les actions-réactions des marchés financiers, bref par les contradictions d'un capitalisme financier évoluant de crises en crises de plus en plus fréquentes et virulentes ?

L'urgence théorique et pratique est donc évidente. Sur le fond, elle nous impose de mieux comprendre le jeu des forces qui entraînent notre planète vers une dérive extraordinairement préoccupante. C'est la raison pour laquelle, dans l'ouvrage dont nous présentons ici une brève synthèse, nous avons choisi de renouer avec une démarche « d'économie politique ». Non seulement cette approche était déjà, au XVIIIe siècle, celle des penseurs du capitalisme des débuts ; ceux-ci en effet cherchaient à comprendre, dans une vision globale, les fondements du nouveau système économique qui se mettait en place à leur époque. Mais, nous avons aussi appris déjà que toute recherche économique qui se réclame d'une vision globale, cohérente mais qui ne nie pas en même temps les contradictions de nos systèmes économiques, doit se combiner aussi avec le temps long, le temps historique, pour fonder une réflexion théorique se réclamant d'une véritable démarche critique, bref d'une démarche d'économie politique.

Dans cette perspective méthodologique et historique, revenons à la question principale. Qu'est-ce qui fait les lignes de force d'évolution de nos économies capitalistes développées et qui les précipite cependant aujourd'hui dans un faisceau de crises gravissimes, en résonance les unes avec les autres ? Répondre à cette question, suppose, à notre sens, dans un premier temps de la démarche, de remettre au centre de l'analyse des concepts aussi fondamentaux que ceux de travail, capital, patrimoine, monnaie et propriété. Évidemment, il faut les remodeler, les actualiser, pour qu'ils nous permettent de penser à nouveau nos systèmes économiques dans leurs substrats et leurs contradictions actuels. Il faut aussi les articuler dans des formes de cohérence elles-mêmes renouvelées. C'est une des conditions nécessaires pour penser le changement de paradigme qui s'impose.

Mais il y a un préalable concernant le paradigme de la pensée économique dominante qu'il convient de combattre fermement et de façon déterminée. La théorie néoclassique et sa traduction politique dans le néolibéralisme contemporain montrent déjà, dans les faits, les catastrophes auxquelles la mise en œuvre de cette pensée aboutit : une instabilité délétère des marchés financiers et un monde du travail où le moins-disant social l'emporte finalement. Son épistémologie de base est maintenant clairement démontée et mise en cause : une rationalité totalisante de l'homo œconomicus, une vision idyllique de l'efficacité des marchés qui en réalité ne s'applique pas aux marchés financiers, des États qu'il faut rabaisser au rang d'agents économiques quelconques, une pratique de la régulation dont l'objet est d'inciter seulement le bon retour à des équilibres de marché, ou encore une négation totale du rôle de la monnaie, sauf en matière d'inflation [4].

Sur quoi, dès lors, fonder le nouveau paradigme ? D'abord revenir aux fondamentaux de la critique du capitalisme. Nos références sont, sur le fond, celles de K. Marx et de J.M. Keynes. En étudiant le concept de « valeur-capital » de Marx, nous avons trouvé une voie féconde, insuffisamment explorée à notre sens, pour relire les logiques fondamentales de développement de nos systèmes économiques, ce qui permet un approfondissement dans la compréhension de l'organisation des plus grandes firmes. Comme nous l'avons indiqué, nous avons été particulièrement frappé par les tout derniers écrits de K. Marx sur ce qu'il appelle la « valeur-capital ». Il y a là une voie tout à fait passionnante et riche pour décrire ce qu'il appelle lui-même les «

métamorphoses du capital individuel » [5]. Ces écrits, non publiés de son vivant, sont à notre sens mal connus, ou insuffisamment exploités pour analyser les fonctions de la firme de type capitaliste (ce qu'il dénomme « le capital individuel »). Marx décrit minutieusement les trois formes fonctionnelles de la valeur-capital, A, P, M' : A représente la forme argent de la valeur-capital, P, la forme productive de la valeur-capital, et M', la forme marchandise de la valeur capital. Ces trois formes, nous dit-il, grâce à leurs fonctions, se combinent dans des figures cycliques. Dans le capitalisme, le cycle du capital-argent (ou forme argent de la valeur-capital) est central, puisque la forme argent de la valeur-capital – qui initie son cycle – se retrouve sous la forme argent en fin de cycle, mais augmentée du profit (figure cyclique A - A'). Mais, pour que ce cycle puisse s'accomplir, la mise en œuvre des fonctions des autres formes de la valeur-capital sont nécessaires : la forme productive et la forme marchandise. Simultanément, ces deux autres formes fonctionnelles de la valeur-capital sont engagées également dans des cycles (P-P' et M'-M') qui leur sont propres. Au total, les trois cycles de la valeur-capital s'enchaînent, car, à la fin de chaque cycle, la valeur-capital retrouve la forme qui l'a initiée et peut donc se poursuivre à nouveau. En même temps, ces cycles se superposent, car, à chaque moment du temps, la valeur-capital revêt simultanément ces trois formes. D'où l'extrême complexité des métamorphoses d'un capital individuel dès lors qu'il prend la forme d'une valeur-capital qu'il faut valoriser.

Nous avons prolongé l'analyse de Marx par deux types d'apports. Le premier est de montrer que nous avons là un outil théorique exceptionnel pour comprendre – sur le fond – ce qu'est une comptabilité d'entreprise. Il est en effet aisé de montrer que le cycle du capital argent (A-A') est parfaitement saisi en comptabilité générale, de façon synchronique, par le compte de bilan d'une entreprise. De son côté, le cycle du capital marchandise (M'-M'), dont la durée n'est pas la même que celle du cycle du capital-argent, est clairement quantifié par celui, cette fois-ci diachronique, du compte de résultats. Cette approche permet cependant de constater immédiatement les failles de la comptabilité actuelle. Celle-ci ne prend pas en effet en compte la réalité du cycle du capital-productif (P-P'). Ce n'est évidemment pas un hasard, car c'est dans ce cycle que se forme le profit d'entreprise qui a pour substrat la plus-value, c'est-à-dire la quantité de travail qui n'a pas été rémunérée sous forme de salaires et qui a pourtant participé à la création des biens ou des services au cours dudit processus de production. Nous apportons à cette démonstration des exemples chiffrés qui sont autant de moyens qui permettent de révéler la nature profonde du profit, donc du capital, et finalement du système qui lui donne corps, le capitalisme.

À la suite de l'analyse des formes fonctionnelles de la valeur-capital, et de leur quantification, le second apport est d'avoir ajouté une autre dimension : celle des « formes organisationnelles ». Grâce au procédé graphique que l'on propose au lecteur, on peut voir comment ces diverses formes, fonctionnelles et organisationnelles de la valeur-capital, se combinent, se hiérarchisent, et permettent finalement de dresser le panorama des figures contemporaines de la firme de type capitaliste. Avec tout d'abord la firme mono-activité, qui intègre dans une organisation hiérarchique unique les trois formes fonctionnelles de la valeur-capital ; la firme multibranches ensuite, qui différencie la fonction du capital productif en plusieurs activités ; la firme divisionnelle de son côté, qui décentralise les fonctions liées au capital-marchandises en autant de divisions ; enfin, la firme organisée en centres de profit, qui elle aussi décentralise à son tour les fonctions liées au capital-argent. Cette présentation, à notre connaissance inédite, oblige de revenir sur des définitions cruciales de plusieurs notions qui sont au cœur de toute activité économique : propriété, patrimoine, société, personne morale, capital, valeur actionnariale, marché des capitaux.

Dans l'ouvrage que nous proposons, nous avons pris soin de restituer ces concepts dans l'économie du XXIe siècle, celle de la financiarisation des firmes et celle de la globalisation des marchés monétaires et financiers. La valeur-capital s'est en effet financiarisée depuis deux décennies, dans un

contexte de globalisation financière à l'échelle mondiale. On peut démontrer assez facilement que notre monde est désormais dominé par les géants de la finance internationale : d'un côté, de puissants investisseurs institutionnels à l'origine de la financiarisation, et, surtout, de l'autre des méga-banques systémiques, formant ensemble un oligopole dominateur, mais dont les pieds sont d'argile. Ce dernier a été à l'origine des dernières crises systémiques et menace d'être à l'origine de la prochaine catastrophe mondiale par l'éclatement de la bulle obligataire mondiale [6].

De ces transformations récentes, les États ont été pris en otage, ce qui explique leur impuissance actuelle et, de façon corrélative, l'affaissement des démocraties. Ils sont, très exactement, pris en tenaille. D'un côté, le monde du travail subit de plein fouet les effets de la financiarisation ; les conséquences en sont particulièrement visibles sur l'organisation et le marché du travail ; et la valeur-capital financiarisée impose sa loi à tous par ses exigences de rendements insensés et totalement excessifs. D'un autre côté, l'oligopole bancaire mondial se considère comme intouchable depuis la chute de Lehman Brothers, car chacun sait dorénavant que la faillite d'une nouvelle banque systémique entraînerait de nouveau un chaos mondial. C'est la raison pour laquelle la force de lobbying du monde bancaire est d'une efficacité absolue, démantelant ou retardant toute régulation sérieuse qui pourrait entamer le pouvoir de chacune de ces banques [7].

La gravité de la situation est telle que nous sommes dans l'obligation morale et politique, simplement comme citoyens, d'exprimer non seulement notre indignation et notre colère, mais aussi de réfléchir et d'agir pour un changement, dont l'utopie soit, si possible, réaliste. Notre ouvrage a été écrit dans cet esprit. Nous avons conscience de n'être qu'une petite pierre de l'édifice intellectuel et pratique à construire. Toutes les propositions qui y figurent méritent d'être débattues et critiquées.

2 - La valeur-travail, cœur de la refondation d'un système

Quels sont donc les ingrédients théoriques et pratique de la nouvelle économie politique du XXIe siècle que l'on propose, une fois fait le constat sévère que la valeur-capital est bien à l'épicentre de la multi-crise de nos systèmes économiques ? Nous proposons trois axes de réflexion : la refondation du travail, la refondation de la monnaie et la refondation de la démocratie. Ces refondations s'articulent entre elles, comme nous nous essayons de le montrer.

La refondation du travail

Penser celle-ci nécessite de faire appel à un cadre théorique qui dépasse le seul niveau des entreprises et se rapporte à la division sociale du travail, et donc des activités d'une économie prise dans son ensemble. Nous avons vu plus haut comment il était possible de rendre compte des métamorphoses des capitaux individuels. Mais, pour appréhender les logiques d'ensemble de ces capitaux, il faut mobiliser des outils d'analyse particuliers, comme par exemple les schémas de la reproduction élargie de Marx. À cette échelle d'analyse, la principale difficulté consiste à comprendre comment les profits des différentes branches de l'économie s'écartent des plus-values produites dans chaque d'elles en raison de la tendance à l'égalisation des taux de profit dans tout le système économique. Cette tendance à l'égalisation des taux de profit résulte bien évidemment de la mobilité et de la concurrence de ces capitaux entre eux. Cette question cruciale pour la compréhension de la logique d'ensemble d'un système économique de type capitaliste est repérée par la littérature depuis un siècle et demi comme étant celle de la transformation des « valeurs en prix de production » [8]. Les « valeurs » sont celles du travail fourni dans chaque branche, et donc des plus-values afférentes à celles-ci ; les « prix de production » sont ceux que l'on constate lorsque les marchandises sont vendues et qui incorporent donc les profits d'entreprise. Il n'existe a priori aucune raison pour que les valeurs produites dans chaque branche soient égales au prix de production des marchandises vendues, puisqu'il y a cette logique

propre au système d'égaliser les taux de profit, c'est-à-dire de rendre uniforme le rapport entre les profits et les capitaux investis, quelles que soient les branches. Or, les capitaux investis peuvent mobiliser une proportion de force de travail très différente d'une branche d'activité à l'autre.

On doit à la recherche très récente de Vincent Laure Van Bambeke [9] d'avoir accompli une rupture épistémologique majeure en donnant une réponse très convaincante à la transformation des valeurs en prix de production. Cet auteur démontre en effet, dans une présentation mathématique rigoureuse, la double égalité recherchée à l'échelle du système : la somme des profits est bien égale à la somme des plus-values d'une part, et la somme des valeurs produites est bien égale, elle aussi, à la somme des prix de production d'autre part. Cette démonstration est conduite en tenant compte de montants différents de capital fixe dans chacune des branches de l'économie, ce qui fait de cette démonstration une première mondiale [10]. Cette présentation, encore une fois très rigoureuse, permet de donner une assise extrêmement forte, et pour notre part que nous considérons comme scientifique, à la théorie de la valeur-travail.

En nous appuyant sur cette démarche, nous avons cherché à tracer les voies théoriques et concrètes d'une refondation possible du travail dans une nouvelle économie où il s'agirait dorénavant de « valoriser la valeur-travail ». À l'échelle sociale, la clé fondamentale qui permettrait de sortir des logiques infernales de la valorisation de la valeur-capital serait de freiner, voire d'arrêter la concurrence et la mobilité exacerbées des capitaux entre les branches de l'économie, et de rechercher au contraire les solutions coopératives. Et pour cela, il faut tout faire pour favoriser l'investissement à très long terme, seul moyen pour échapper à la tendance à l'égalisation des taux de profit et du court-termisme de capitaux de plus en plus volatils. Ce type de reconstruction du système économique permet la réconciliation des valeurs et des prix qui, à son tour, permettra à tous les salariés de mieux comprendre leur participation à la production des biens et des services, mais aussi d'exiger de participer de façon active à la prise de décision concernant les fruits de leur travail.

Sur ce plan, la principale proposition concrète consiste à introduire dans les organes de gouvernance des firmes à la fois le temps long, mais aussi la codétermination dans la délibération et dans la décision. Pour atteindre cet objectif, nous proposons de façon très précise l'introduction d'un « conseil d'administration du temps » dont l'objectif fondamental est de permettre réellement une valorisation de la valeur-travail. Se trouvent représentés, dans ce conseil, les administrateurs du *temps passé* – ceux qui ont réalisé des apports en nature et en ressources financières –, les représentants du *temps présent* – les salariés et les dirigeants – et les représentants du *temps futur* – les scientifiques ou les experts qui sont susceptibles d'entrevoir l'avenir de la firme. La codétermination exprime simplement le fait que les salariés sont représentés au conseil par des représentants qui occupent la moitié des sièges. Ce conseil décide alors l'affectation des résultats de l'entreprise entre ce qui doit être la rémunération des prestations de service *passées* de ceux qui ont fait des apports à l'entreprise, la part qui doit ensuite revenir aux salariés en complément de leurs salaires *présents*, et enfin la part qui doit être réservée à l'investissement *futur*.

La refondation de la monnaie

Après le travail, il convient de trouver les moyens de refonder la monnaie. Ici, l'apport de Keynes est considérable, car il nous fournit une lecture essentielle du rôle de la monnaie dans nos économies développées, à travers le crédit, le rôle des marchés financiers et ce que pourrait être une nouvelle monnaie internationale [11].

La monnaie est aujourd'hui un bien privatisé dont la création échappe complètement aux États et dont la gestion revient à un oligopole privé qui occupe des positions dominantes – dont il a abusé – sur les deux principaux prix fondamentaux de la monnaie : le taux de change et le taux d'intérêt.

On ne peut en effet que constater que l'émission des grandes monnaies est le fait des banques (monnaie scripturale) et de banques centrales indépendantes des États (monnaie centrale). Les États ont de ce fait

perdu depuis les années 1970 toute souveraineté monétaire.

Par ailleurs, les deux prix fondamentaux de la monnaie se forment aujourd'hui sur des marchés soumis à la loi de l'offre et de la demande. On peut alors démontrer très facilement que c'est en raison de ce caractère privé de la monnaie que notre planète connaît depuis une vingtaine d'années des crises financières à répétition, dont le caractère systémique a été concomitant avec la globalisation des marchés monétaires et financiers intervenue au milieu des années 1990.

C'est la raison pour laquelle, il est urgent de changer le statut de la monnaie et de reconnaître son caractère de bien public et sa fonction politique éminente. Les idées de Keynes sont ici fondamentales pour penser la réforme du système monétaire internationale et introduire une monnaie commune (et non unique) à cette échelle, monnaie qu'il proposait d'appeler le « Bancor » [12]. Cette idée doit être aujourd'hui remise à l'ordre du jour, en toute urgence, avec la convocation d'un nouveau Bretton Woods. L'objet d'une telle conférence serait de mettre en place un institut d'émission de la monnaie commune, qui aurait pour objectif central de stabiliser le système monétaire international grâce à un système de parités fixes qu'il aurait seul le pouvoir d'ajuster, le cas échéant.

La refondation démocratique

Partant du constat que les États sont devenus impuissants politiquement pour réformer le monde du travail et le monde de la finance, il fallait indiquer, pour terminer, les chemins possibles d'une refondation de nos démocraties. Nous en avons exploré trois.

Le premier consiste à bien comprendre que la monnaie, nous y revenons, peut être un puissant facteur de revitalisation démocratique. En effet, des monnaies locales à la monnaie commune internationale, en passant par les monnaies nationales, on possède là de puissants outils pour préparer l'avenir. Car toute monnaie est une monnaie-crédit, promesse d'avenir par les projets qu'elle peut engager et financer. À condition naturellement que l'émission et la gestion de cette monnaie soient le fait d'instances collectives ayant des assises démocratiques.

Le second chemin explore la façon dont les pays démocratiques pourraient valoriser de façon efficace et transparente le travail personnel ainsi que le travail collectif. Dans la première situation, nous proposons d'établir la visibilité des droits de tirage – de toute personne – au long de sa vie. Cette connaissance de ces droits passerait alors par la gestion de trois comptes-temps : le compte d'activité, le compte de formation et le compte de développement personnel. Le premier serait financé par les cotisations sociales et les deux autres par l'impôt. En ce qui concerne la valorisation du travail collectif, elle passe par une révolution fiscale en deux points : la suppression de tous les impôts sur le revenu et l'introduction à leur place d'une taxe sur les actifs nets des personnes physique (TAN). Ce projet fait l'objet d'intenses discussions en France. Il est notamment porté par le comité Bastille [13].

Une troisième proposition concerne une réforme possible des institutions politiques qui, dans beaucoup de pays, ont démontré leurs limites dans le contexte d'un monde globalisé qui est le nôtre. De nombreuses voix s'élèvent actuellement pour réclamer la mise en place de nouveaux pouvoirs citoyens. Nous indiquons une piste qui consisterait à introduire des « Sénats-citoyens » à tous les échelons territoriaux, dans lesquels les citoyens seraient tirés au sort. Là aussi, nous avons fait le point de travaux avancés sur le sujet [14].

Les défis intellectuels, politiques et moraux sont aujourd'hui d'une grande acuité. Ce sont à la fois les citoyens et les responsables politiques qui sont appelés à poser des actes majeurs de refondation, qui soient à la fois économiques, écologiques et politiques. C'est pourquoi nous avons choisi de paraphraser Sénèque pour conclure notre démarche : « Ce n'est pas parce que cette refondation est difficile à engager que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elle est rendue si difficile ».

Notes

[1] Par suite d'échanges avec Jean-Marie Harribey, nous avons retenu la distinction qu'il propose entre le statut *normatif* acquis par la valeur-capital, par rapport au statut *scientifique* de la valeur-travail dans la production de biens et services.

[2] K. Marx, *Le capital, Critique de l'économie politique* », (1867), Livre premier : « Le développement de la production capitaliste », Sections I, II et III. Traduction française de la première édition allemande par Joseph Roy et entièrement révisée par Karl Marx, 1872-1875, Paris, Éditions sociales.

[3] Michel Rocard : « Les mystères de la finance », *Revue Le Débat*, n°189, Mars-avril 2016, p.119-125.

[4] Voir l'ouvrage de S. Keen, *L'Imposture économique*, Éd. de l'Atelier, 2014, avec une préface de Gaël Giraud. Il est édité en langue anglaise dès 2001 pour sa première édition, sous le titre *Debunking economics* : The Naked Emperor Dethroned », Zed Books Ltd, 2001.

[5] Cf. les manuscrits V, VI et VII (datés de 1977 et 1878), publiés dans *Le Capital*, Livre II, Tome premier, Éditions sociales, 1960, p. 38 - 108 . Dans ces manuscrits, K. Marx étudie le fonctionnement déterminé du cycle autonome d'un capital individuel.

[6] De très nombreux auteurs prédisent l'éclatement de la bulle obligataire avec des conséquences dramatiques. Voici quelques références : Michel Crinetz, « Pourquoi la prochaine crise sera pire », *Le nouvel économiste*, 2 mars 2016 ; Patrick Artus, « La prochaine crise sera extraordinairement violente », *Les Echos*, 1er février 2016 ; Joseph Stiglitz, *La grande fracture,* Les Liens qui libèrent, 2015 ; Georges Soros au forum d'investisseurs à Colombo au Sri Lanka : « Une nouvelle crise financière menace le monde », AFP 7 janvier 2016.

[7] On trouvera une analyse plus développée dans notre ouvrage : « L'hydre mondiale, L'oligopole bancaire », Lux 2015

[8] Pour approfondir cette problématique depuis ses débuts, on pourra se référer par exemple à : « Valeur et prix. Histoire d'un débat », par Gilles Dostaler, L'Harmattan, 2013.

[9] Laure Van Bambeke, *Les méandres de la transformation des valeurs en prix de production, Essai de théorie économique rationnelle*, L'Harmattan, 2013, ainsi que : « De la valeur-travail aux prix de production, ou les méandres de la transformation des valeurs en prix de production », *Les Possibles*, n° 2, hiver 2013-2014.

[10] L'introduction de capital fixe dans le processus de production modifie la règle de la valeur-travail telle que celle-ci avait pu être pensée par les économistes classiques ou marxistes. La raison en est que la production de la machine induit un report dans le temps de la vente du produit fini et donc du profit. Il en résulte que la

valeur d'une production nécessitant davantage de capital fixe aura une valeur d'échange supérieure afin d'assurer pour une même durée une égale rentabilité. Le système développé par Marx, mais aussi celui de Ladislaus Borkiewicz se sont trouvés finalement impuissants à résoudre cette difficulté. Ils n'admettent de solution que si on fixe l'une des deux conditions : soit le total des prix égale le total des valeurs, soit le total des profits égale le total des plus-values, mais pas les deux à la fois.

[11] John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, éd. Payot, 1998.

[12] Keynes J. M., « Proposals for an international Clearing Union » repris dans The Collected Writtings of John Maynard Keynes, Vol. XXV : Activities 1940-1944. Shaping the post-War World : The Clearing Union (1980), Macmillan for the Royal Academic Society. Voir également Gilles Dostaler, « Keynes et Bretton Woods », in Interventions économiques. Pour une alternative sociale », n° 26, automne 1994 - hiver 1995 (Dossier : "De l'ordre des nations à l'ordre des marchés, Bretton Woods, cinquante ans plus tard"), pp. 53 à 78.

[13] Le Comité Bastille dispose d'un site internet qui actualise en permanence les propositions relatives à cette taxe. On pourra également consulter l'ouvrage d'André Teissier du Cros : *La taxe sur l'actif net ou impôt progressif sur le patrimoine dormant*, l'Harmattan, 2016.

[14] Cf. les travaux de l'association « Sénat citoyen ».

Une solution permanente au problème crucial des stocks publics de sécurité alimentaire qui bénéficierait aussi aux pays développés

mardi 30 mai 2017, par Jacques Berthelot

Le concept de *soutien* agricole est plus large que celui de *subvention* agricole, car il englobe « le soutien des prix du marché » (SPM) à travers la protection à l'importation et/ou des subventions à l'exportation, mais de manière différente pour l'OCDE et l'Accord sur l'agriculture (AsA) de l'OMC. Pour l'OCDE, le SPM représente l'écart entre le prix agricole intérieur et le prix mondial courant (prix à la frontière de chaque pays) rendu à l'exploitation, ce qui englobe la protection à l'importation comme les subventions à l'exportation. Le SPM est « financé » essentiellement par les consommateurs, qui considèrent qu'ils sont en droit d'acheter leur nourriture et d'autres produits agricoles au prix mondial et que les droits de douane les en privent. Cependant, dans l'approche de l'OCDE, une partie du SPM peut être financée par les contribuables quand il y a des subventions explicites à l'exportation, mais celles-ci ont toujours été la partie mineure du SPM, en particulier dans les pays en développement (PED), où elles ont à peine existé, tandis qu'elles ont disparu dans l'UE depuis 2014 et avant dans la plupart des pays développés.

Toutefois, la définition du SPM de l'AsA est totalement absurde pour trois raisons : 1) il est calculé comme l'écart entre le prix actuel administré (prix minimum tel que le prix d'intervention dans l'UE) et le prix à la frontière de la période 1986-1988, multiplié par la production admissible ; 2) il n'implique aucune subvention effective ; 3) il n'apporte aucun soutien supplémentaire à celui résultant des autres mesures que sont les droits de douane, les subventions et restrictions à l'exportation, le gel des terres, les quotas de production, l'aide alimentaire extérieure et intérieure.

C'est pourquoi SOL propose d'apporter des changements mineurs aux règles de l'AsA afin de mettre fin à cette définition absurde du SPM. Ces modifications apporteraient une solution permanente au problème crucial des stocks publics de sécurité alimentaire, et les pays développés bénéficieraient encore plus des changements aux règles de l'Annexe 3 de l'AsA, puisque cela éliminerait la notification de leur SPM qui constitue, pour la plupart d'entre eux, l'essentiel de leur MGS [1] courante.

1 – Les modifications à apporter à l'Annexe 3 de l'AsA

Il serait suffisant d'effacer dans l'Annexe 3 de l'AsA les mots soulignés et qui ne sont pas en italique dans les paragraphes suivants : « fixes » aux paragraphes 8 à 11, « pour la période de base » au paragraphe 5, « sur la base des années 1986 à 1988 » et aux paragraphes 9 et 11, et « pendant la période de base » au paragraphe 9 :

- Paragraphe 5 : « *La MGS calculée comme il est indiqué ci-dessous* pour la période de base *constituera le niveau de base pour la mise en œuvre de l'engagement de réduction du soutien interne* ».
- Paragraphe 8 : « *Soutien des prix du marché : le soutien des prix du marché sera calculé d'après l'écart entre un prix de référence extérieur* fixe *et le prix administré appliqué multiplié par la quantité produite pouvant bénéficier du prix administré appliqué. Les versements budgétaires effectués pour maintenir cet*

écart, tels que les coûts de l'achat ou du stockage, ne seront pas inclus dans la MGS. »

- Paragraphe 9 : « *Le prix de référence extérieur* fixe sera établi sur la base des années 1986 à 1988 et *sera généralement la valeur unitaire f.a.b. [2] moyenne du produit agricole initial considéré dans un pays exportateur net et la valeur unitaire c.a.f. [3] moyenne du produit agricole initial considéré dans un pays importateur net* pendant la période de base. *Le prix de référence* fixe *pourra être ajusté selon qu'il sera nécessaire pour tenir compte des différences de qualité* ».
- Paragraphe 10 : « *Versements directs non exemptés : les versements directs non exemptés qui dépendent d'un écart des prix seront calculés soit d'après l'écart entre le prix de référence* fixe *et le prix administré appliqué multiplié par la quantité produite pouvant bénéficier du prix administré, soit d'après les dépenses budgétaires.* »
- Paragraphe 11 : « *Le prix de référence* fixe sera établi sur la base des années 1986 à 1988 et *sera généralement le prix réel utilisé pour déterminer les taux de versement*. »

D'autre part, il n'y a rien à changer à l'article 1(d) de la définition de la « *mesure équivalente de soutien* » dans la première partie de l'AsA : « *L'expression 'mesure équivalente du soutien' s'entend du niveau de soutien annuel… ii) pour ce qui est du soutien accordé pendant toute année de la période de mise en œuvre et ensuite est calculé conformément aux dispositions de l'Annexe 4 du présent accord et compte tenu des composantes et de la méthodologie utilisées dans les tableaux des données explicatives incorporés par renvoi dans la Partie IV de la Liste du Membre* ». Et il n'y a rien à changer à l'Annexe 4.

2 – Ces modifications apporteraient une solution permanente au problème du stockage public pour des objectifs de sécurité alimentaire

Effacer ces termes permettrait une interprétation positive de la note de bas de page 5 du paragraphe 3 de l'Annexe 2 de l'AsA sur la « *Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire* » sans avoir à changer la note de bas de page elle-même, puisque sa dernière ligne sur « *à condition que la différence entre le prix d'acquisition et le prix de référence extérieur soit prise en compte dans la MGS* » ne mentionne pas que le prix de référence extérieur est un prix « fixe » ni que c'est le prix de la « période de base ».

Si bien que cela mettrait fin au débat en cours depuis plusieurs années pour trouver une solution permanente à ce problème des stocks publics. L'Inde et d'autres pays en développement utilisant ce type de programmes devraient simplement notifier dans leur MGS l'écart entre le prix administré – le prix minimum de soutien (PMS) en Inde – et le prix mondial courant à leur frontière, multiplié par la production éligible.

Pour l'Inde par exemple, selon le Rapport de la Commission sur les coûts et les prix agricoles de mars 2015, « *le PMS du paddy converti en riz a été constamment inférieur aux prix intérieurs comme internationaux*http://cacp.dacnet.nic.inhttp://cac… », si bien que la MGS du riz serait négative, en fait de zéro. Le même constat s'observe pour l'année civile 2016 où le PMS du riz commun a été de 315,2 $ la tonne contre un prix FAB de 391 $ pour le riz thaïlandais 100 % grade B ou de 371 $ pour les 15 % de brisures. Quant aux exportations de blé, la même Commission déclare que « *les exportations de blé de 2011-12 à 2013-14 sont dues aux prix de gros intérieurs inférieurs aux prix internationaux, ayant rendu compétitives les exportations de blé indien*http://cacp.dacnet.nic.in/ViewQuest… ». Et le rapport GAIN de l'USDA du 24 février 2017 déclare : « *Après près d'une décennie d'exportations de blé, l'Inde est devenue importatrice nette durant l'année*

de commercialisation 2016/17 du fait de prix internationaux relativement faibles. On prévoit que les importations de l'Inde pour l'année de commercialisation 2017/18 seraient de 5 millions de tonnes, en estimant que les prix internationaux seront faibles et sans changement dans la politique d'importations existante (droit nul à l'importation et pas de changement dans les exigences sanitaires et phytosanitaires)... On prévoit que les exportations de blé et préparations seront de 500 000 tonnes en 2017/18, principalement au Népal et les préparations aux marchés de l'Afrique et du Moyen-Orient, car le blé indien devrait rester non compétitif même dans les grands marchés de son voisinage ». Si bien que l'accusation récurrente des États-Unis selon laquelle l'Inde fait du dumping avec ses exportations de riz et de blé sur les marchés mondiaux est totalement infondée.

3 – Les pays développés bénéficieraient encore plus des changements dans l'Annexe 3

Ces modifications mineures dans la rédaction des paragraphes 5 et de 8 à 11 de l'Annexe 3 seraient grandement bénéfiques aux pays développés eux-mêmes, en particulier à l'UE, car cela éliminerait pratiquement leur SPM courant notifié à l'OMC dans le tableau explicatif DS:5, si bien qu'ils ne devraient pas s'opposer aux modifications proposées.

En effet, ce SPM n'impliquant pas de dépenses publiques effectives a représenté 98,1 % de la MGS de l'UE notifiée pour 2013/14 (dernière année notifiée) : 5,8603 milliards d'€ (Md€) – dont 2,0164 M^{d}€ pour le blé ordinaire, 1,1349 M^{d}€ pour la poudre de lait écrémé et 2,709 M^{d}€ pour le beurre – sur une MGS totale de 5,9717 M^{d}€. Le SPM du Canada a représenté 97,2 % de sa dernière notification pour 2013 : 485,4 M $ canadiens sur 499,5 M de $ canadiens. Le SPM de la Suisse a représenté aussi 97,2 % de sa MGS de 2013 (2,4821 M^{d} FS sur 2,556 M^{d} FS) et le SPM de Norvège a même représenté 108,8 % sa MGS en 2013 (11,6842 M^{d} KrN sur 10,7387 M^{d} KrN), une chose étrange ! Les États-Unis pourraient être plus réticents à éliminer le SPM de l'AsA puisque le Farm Bill de 2014 a déjà supprimé le SPM des produits laitiers notifiés en 2012 pour 2,9226 M^{d}$ sur un SPM total de 4,328 M^{d}$ (qui représentait 63 % de sa MGS de 6,860 M^{d}$) mais il restera un SPM de 1,406 M^{d}$ pour le sucre notifié en 2012.

Conclusion

À la session spéciale du Comité sur l'agriculture de l'OMC du 8 mars 2016, le Président Vangelis Vitalis a déclaré que « *le soutien interne a été identifié par plusieurs d'entre vous très explicitement comme un résultat potentiel clé pour MC11* » [4]. De fait, adopter la présente proposition constituerait un résultat potentiel pour la 11è Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires en décembre 2017. Cela mettrait fin au problème crucial des stocks publics pour des objectifs de sécurité alimentaire, chose réclamée par les pays en développement depuis la proposition de l'OMC sur les Modalités agricoles du 6 décembre 2008. Et cela bénéficierait autant aux pays développés en éliminant l'essentiel de leur MGS courante notifiée à l'OMC. Qui plus est, cette simplification des règles de l'AsA satisferait tous les économistes spécialistes des échanges agricoles, y compris ceux plutôt favorables au libre-échange [5], qui n'ont cessé de critiquer l'absurdité des règles de l'OMC sur le soutien des prix du marché.

Pour autant, cette simplification ne serait que la première étape de la profonde révision nécessaire de toutes les règles de l'OMC sur les soutiens agricoles internes [6].

Notes

[1] La MGS ou Mesure globale de soutien est appelée communément la « boîte orange » des soutiens agricoles internes ayant des effets de distorsion des échanges. Elle regroupe les MGS spécifiques par produit et la MGS autre que par produit.

[2] FAB : franco à bord, prix du produit avant qu'il quitte le pays à bord du cargo, avion, train, camion. Cette note de bas de page n'est pas dans le texte de l'AsA.

[3] CAF : coût, assurance, fret ; prix du produit arrivé à quai (cargo, avion, train, camion) avant paiement des droits de douane et autres frais de déchargement. Cette note de bas de page n'est pas dans le texte de l'AsA.

[4] https://www.wto.org/english/news_e/news16_e/statment_agng_09mar16_e.pdf

[5] William R. Cline, *The Doha Round, Agriculture, and the Developing Countries*, USDA, 2007 Agriculture Outlook Forum, USDA 01-02/03/07 ; Harry de Gorter et J. Daniel Cook, *Domestic Support in Agriculture : The Struggle for Meaningful Disciplines*, 2005, http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/239054-1126812419270/7.DomesticSupport_updated_on12Dec05.pdf ; David Orden, Tim Josling and David Blanford, introduction à leur livre '*WTO Discipline on Agricultural Support*', Cambridge University Press, 2011.

[6] *Analysis of the main controversies on domestic agricultural supports*, SOL, May 1st, 2017 : https://www.sol-asso.fr/analyses-politiques-agricoles-jacques-b-2/

Entretien accordé par Alain Accardo au site vice.com par Ludivine Benard

mardi 30 mai 2017, par Alain Accardo

Durant la campagne, de nombreux observateurs ont démontré l'omniprésence d'Emmanuel Macron dans les médias : des unes de magazines aux éditos dithyrambiques (on pensera à Matthieu Croissandeau, directeur de la rédaction de L'Obs, confiant qu'il allait voter pour le candidat d'En Marche ! *trois jours avant le scrutin), Macron était partout. Les journalistes ont-ils fabriqué le présidentiable Macron, pourtant inconnu il y a encore trois ans ?*

On pourrait effectivement dire que « les journalistes ont fabriqué le présidentiable Macron » comme ils ont fabriqué tout le reste, ou plus exactement que le travail des médias a été décisif dans l'imposition de la figure de Macron comme candidat crédible, capable de « rassembler au-delà des vieux clivages traditionnels », d'abord sur la seule foi des proclamations de l'intéressé lui-même, que l'impatience de ses ambitions avait conduit à court-circuiter le processus habituel de l'adoubement par un grand parti.

Étant nouveau venu dans le champ de la politique professionnelle, et n'ayant jamais subi le baptême du feu électoral, il n'avait pas encore accumulé le même capital politique spécifique que ses principaux concurrents. Il a donc fait ce que font parfois les nouveaux entrants dans une compétition sociale : il a tenté un coup de force pour accumuler d'un coup le capital distinctif nécessaire pour figurer dans la compétition avec quelque chance de succès. Mais ne voulant pas avoir à payer en temps et en énergie le droit d'entrée dans le jeu, il a pris le risque de s'inscrire dans la compétition en concurrent indépendant. Ce qui restreignait le choix de sa stratégie à celle du « ni droite, ni gauche », qui, dans la France actuelle, n'est quand même pas d'une sidérante nouveauté, il faut bien le reconnaître. Giscard déjà, dans les années 1970, reprenait à son compte ce vieux précepte centriste en disant que la France « demande à être gouvernée au centre ». Trente ans d'alternance « gauche-droite » ont fait le reste, c'est-à-dire épuisé la confiance des électeurs de gauche comme de droite. En tout cas, le choix du « ni droite-ni gauche » est presque toujours l'aveu d'une préférence pour la droite, mais dissimulé ou honteux.

Dans des circonstances « normales », les compétiteurs suffisamment « gonflés », ou inconscients, pour tenter le coup de force de court-circuiter la filière de sélection partisane, se font rapidement balayer par les concurrents encartés plus aguerris, plus expérimentés, mieux connus et reconnus, à moins de bénéficier d'énormes appuis (celui de l'armée par exemple, dans un coup d'État) ou bien d'être servis par des circonstances inattendues et imprévisibles qui bouleversent la donne et ruinent les plans des concurrents les plus dangereux (comme le pourrissement de la vie politique française par la guerre d'Algérie, qui a permis à de Gaulle d'imposer habilement son retour au pouvoir en 1958, encore qu'il ne fût pas vraiment un nouveau venu).

C'est ce qui s'est passé pour Macron. Il a bénéficié d'un concours de circonstances inimaginable, qu'aucun institut de sondage n'aurait pu anticiper, à la fois l'effondrement de Fillon à cause des « affaires » et la défaite de Valls battu à la primaire socialiste. Du coup, les deux grands partis favoris de l'alternance se retrouvaient sans représentant patenté. Saisissant l'occasion aux cheveux, les forces conservatrices se sont jetées sur Macron pour le mettre en selle. À défaut du label LR ou PS, il présentait toutes les qualités et les garanties requises aux yeux des chiens de garde du Capital. Comble de bonheur pour la droite républicaine et

l'*establishment*, le second concurrent exigé par la règle du jeu au deuxième tour de la présidentielle risquait fort d'être la candidate de l'extrême droite, ce qui permettait d'envisager une réédition de la stratégie du « rassemblement républicain » qui avait si bien marché lors du duel Chirac-Le Pen. Macron promettait d'être parfait en candidat providentiel et consensuel, seul capable de sauver la République de l'affreuse menace extrémiste-populiste du FN.

Il ne restait plus qu'à laisser la presse aux ordres, les grands médias, parfaitement rodés, faire leur travail, c'est-à-dire affoler les électeurs, ameuter les foules et préparer la venue du nouveau rédempteur Macron.

Si les journalistes ont fabriqué ce candidat, comment expliquer qu'il soit au second tour, eu égard à l'hostilité quasi générale dont font preuve les citoyens à l'égard des médias ? Comment s'opère cette « fabrique du consentement » (Chomsky) ?

C'est une banalité aujourd'hui de dire que le fonctionnement « heureux » des rapports sociaux, spécialement la reproduction pas trop grinçante des structures de domination au bénéfice des puissances économiques et financières, implique la production et la diffusion d'une information appropriée. Toute in-formation est une *mise-en-forme* de la réalité. Donc une mise dans un certain ordre, un état de relative cohérence et d'harmonie fonctionnelle. C'est pourquoi on peut parler de « *système* social ». Il y a un agencement, un assemblage des parties pour former un tout fonctionnant selon une certaine logique, capitaliste ou autre, donc conformément à des règles et des stratégies qui sont pour une part délibérées, théorisées par les agents, et pour une part plus grande encore inconscientes, vécues pratiquement sans avoir besoin d'être pensées expressément. Contrairement d'ailleurs à ce que beaucoup de gens croient, le travail de production et de distribution de l'in-formation nécessaire à la bonne marche du système, n'est pas assuré seulement par les médias de presse. D'autres appareils et institutions, non moins importants, y participent (comme l'École par exemple).

S'agissant des médias de presse, il y a longtemps que les classes possédantes et dirigeantes ont compris l'impérieuse nécessité de s'en emparer. Et elles l'ont fait, en quasi-totalité pour la presse-papier, à l'exception d'une presse marginale, valeureuse mais asphyxiée financièrement. Pratiquement tous les grands titres, de même que les grandes chaînes et stations de l'audiovisuel, sont tombés aux mains de groupes capitalistes qui se sont mis à produire une information pour le marché en même temps qu'ils produisent un marché pour l'information, exactement comme ils le font pour le béton, les avions, les parfums ou les autos. On fabrique en même temps le barbecue en tôle, le sac de sarments à brûler, les saucisses de porc aux antibiotiques et la famille de classe moyenne qui « s'éclate » à faire des barbecues avec ses amis sur son petit bout de gazon, comme dans une série hollywoodienne.

Évidemment, cette presse capitaliste a pour mission essentielle d'assurer la défense et l'illustration du système capitaliste (de ses intérêts économiques, de sa philosophie libérale, de son mode de vie, etc.) en toutes circonstances, sur tous les sujets, mais dans le cadre imposé par la loi fondamentale de la République, c'est-à-dire par sa Constitution. Or cette Constitution impose à la République un fonctionnement « démocratique ». Dans le principe au moins. Il faut donc que les médias donnent *l'apparence* de respecter les principes et les valeurs de la démocratie et de la laïcité (pas de discrimination entre les différentes catégories de citoyens, etc.). D'où une teinture de pluralisme et de diversité qui répond en même temps à la nécessité d'élargir au maximum les publics touchés, afin de maximiser l'audience et, par là, la rente publicitaire. On donnera la parole à un Mélenchon, mais on associera constamment son nom à celui de Chavez, traité de « dictateur », on invitera un Poutou à s'exprimer, mais en le présentant comme un « petit candidat » sans envergure, etc., alors que les « bons » candidats font l'objet de commentaires positifs ou neutres, sans connotation dévalorisante. Tous ces procédés et opérations, considérés ponctuellement, peuvent sembler dépourvus d'importance. Leur répétition et leur accumulation (pilonnage) finissent par créer un *climat* favorable ou défavorable, une perception sympathique ou hostile relativement à une personne ou à une idée.

Pour faire ce travail de mise en forme de l'opinion, les médias recrutent des salarié-e-s sélectionné-e-s et formé-e-s de façon que toutes leurs propriétés (origine sociale, classe d'âge, parcours scolaire, diplôme universitaire, bagage culturel, goûts esthétiques, préférences morales, etc.) contribuent à les faire adhérer activement aux différentes expressions de l'idéologie dominante (hédonisme consommatoire, individualisme libertaire, écolo-humanitarisme, américano-tropisme, européanisme bruxellois inconditionnel, préférence pour le privé contre le public, hostilité envers le syndicalisme de classe et spécialement envers la CGT, favoritisme pour la CFDT, etc.), de même qu'ils adhèrent à cette forme d'analphabétisme politique caractéristique de la classe moyenne moyennement instruite qui consiste à réduire la politique à ce que les personnalités politiques, et en particulier celles occupant des responsabilités dans les appareils et les institutions, *proclament* qu'elles font, qu'elles ont fait ou qu'elles vont faire. La presse, avec ses journalistes et ses sondeurs, n'a de cesse de transformer la vie politique en une scène théâtrale où se déroule une joute verbale ininterrompue, ce qu'on pourrait appeler – pardon pour ce néologisme barbare – une *parlocratie* qui, faute de pouvoir empêcher radicalement toute critique sérieuse du système, a au moins pour effet de noyer et de désamorcer toute opposition.

Transformer la lutte politique en simple bataille d'idées et la bataille d'idées en simple querelle de mots, choisis pour leur halo sémantique de séduction ou de répulsion (et donc pour leur charge émotionnelle positive ou négative), c'est substituer à la vision crue et réaliste des rapports de classes une vision purement symbolique, très euphémisée, qui tend trop souvent à masquer les véritables enjeux et les contradictions objectives. La croyance petite-bourgeoise à la magie des mots (la « communication ») est un des principaux ingrédients du prétendu consensus républicain, fantasmé par les médias, dont l'inconsistance ne résiste pas une seconde là où on voit clairement apparaître les rapports ultimes des forces en présence, c'est-à-dire dans toutes les situations d'affrontement des intérêts de classes à visage découvert et *sans phrases*. Il arrive ainsi toujours un moment où la grande « démocratie » de Washington et de Wall Street choisit de soutenir un Pinochet contre un Allende, un moment où le grand patronat, la City et le gouvernement thatchérien « démocratique » à leur service, font donner sans pitié la troupe contre les mineurs en grève. Il arrive toujours un moment où la République française doit choisir entre la Commune de Paris et le gouvernement versaillais de M. Thiers. Il est significatif que, dans tous ces moments historiques sans exception, la « grande presse » de France comme d'ailleurs, se retrouve immanquablement dans le camp des fusilleurs de prolétaires, auquel elle n'a jamais cessé d'appartenir.

En ce moment en France, on n'en est pas encore tout à fait là. Le pays, chloroformé par des décennies d'alternance, se réveille à peine de son anesthésie. Les épées ne sont pas encore tout à fait tirées du fourreau, mais les mains sont sur la poignée. Le grand patronat du CAC 40, des multinationales et des banques s'inquiète de voir se multiplier un peu partout, pas seulement en France, les signes d'un rejet de plus en plus explicite de la domination du grand Capital mondialisé. En France, plus de 30 années de « consensus républicain » entre une droite déclarée et une droite déguisée en « gauche de gouvernement », ont démontré qu'il n'y avait plus grand-chose à attendre du régime de la Ve République, régime présidentialiste à l'origine, avec De Gaulle, essentiellement affairiste avec ses successeurs et aujourd'hui devenu véritable foire d'empoigne pour le grand Capital. Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc en politique pour comprendre que l'heure va sonner où la grande bourgeoisie devra une fois de plus « tout changer pour que rien ne change », comme l'auteur du *Guépard* le fait dire à son héros. La bourgeoisie capitaliste s'y prépare depuis un moment déjà, et sa presse pousse les opinions dans cette voie du faux changement, seul capable de sauvegarder la suprématie de la classe possédante et dirigeante sans tomber dans la guerre civile, toujours très dommageable.

Dans ce contexte de crise généralisée, il devient clair dans la plupart des esprits qu'il faut jouer la carte du changement. Oui, mais pas n'importe lequel. Les

grands médias, tous acquis, sauf exception, à cette idée qu'il faut sauver le système en péril, ont entrepris de soutenir et promouvoir, dans tous les domaines, tout ce qui ne constitue pas une réelle menace pour l'ordre capitaliste établi, même les démarches ou les individus qui ont un petit air de subversion (des indignations, des frondes sans lendemain, des prurits de contestation, des jaillissements de printemps qui s'étiolent l'été venu), et à l'inverse de canonner à boulets rouges tout ce qui risquerait de compromettre la reproduction de l'ordre établi, toutes les expériences nouvelles, toutes les formes de mécontentement, de colère et de protestation que les journalistes de marché recouvrent de l'étiquette globale, qu'ils veulent stigmatisante, de « populisme », appellation qui dit bien, à sa façon, que la fraction médiatique de la classe moyenne, est une fois de plus en train de tomber du côté de son employeur, la bourgeoisie, et pas du côté des classes populaires. Rien n'est pire, pour le petit-bourgeois épris de distinction, que d'être englouti dans l'anonymat populaire ou de devoir y retourner.

Alors que le second tour verra s'opposer Emmanuel Macron et Marine Le Pen, le premier est présenté contre le « candidat de la démocratie », face à la menace brune. Vous notiez pourtant, dans le* Monde diplomatique *en août 2005, que « contrairement aux apparences, ce monde « développé » moderne ne connaît ni la paix, ni la prospérité, ni la liberté pour tous, sinon en trompe-l'œil comme privilèges de minorités dominantes, masquant une réalité fondamentalement faite de violence, d'inégalité et d'oppression ». Quel regard portez-vous alors sur le candidat d'En Marche ?

Eh bien, comme je l'ai dit précédemment, Macron a eu tout bonnement la chance d'être là, en train d'entamer sa « résistible ascension » de politicien professionnel au moment précis où l'homme providentiel que les médias prévoyaient de tirer du chapeau après les primaires de droite et de gauche, un Fillon ou un Valls, ou même un Hamon, vidait piteusement les étriers. Il fallait d'urgence remettre quelqu'un en selle. On avait sous la main un jeune ambitieux, transfuge du gouvernement en place, déjà bien formaté par le système, ses grandes écoles et ses banques, et qui était loin d'avoir la candeur d'un premier communiant, mais qui avait, par une ruse de marketing élémentaire, enfourché le dada à la mode du « ni droite, ni gauche », et le voilà aussi sec intronisé candidat providentiel, preux chevalier et sauveur de la République, par le ralliement bien orchestré de la droite libérale classique et de la droite libérale-socialiste, au nom de la sauvegarde de la République. Où est le mystère là-dedans ? Il n'y a aucun mystère ; il n'y a que la logique bien éprouvée d'un système de domination bien agencé.

Il faudrait être très jeune en politique pour croire un seul instant que si le hasard de la conjoncture n'avait pas placé Macron au bon moment sur la bonne case de l'échiquier, la droite vraie et la fausse gauche s'en seraient trouvées décapitées et mises hors jeu. Le système capitaliste est une hydre aux multiples têtes, qui ne cessent de repousser. Il y a des centaines de Macrons, c'est-à-dire d'individus « providentiels » formés en série dans nos écoles et nos cabinets, prêts à prendre la relève si nécessaire, chacun dans son style. Quand l'ordre bourgeois a besoin d'un sabre, il n'a pas forcément un Bonaparte sous la main, mais à défaut il peut s'accommoder d'un Boulanger. Mais pour comprendre cela, il faut appréhender le social sous l'angle de sa logique structurelle, de ses
rapports de classes et de son fonctionnement objectif plutôt que sous l'angle privilégié par les écoles de journalisme et les instituts d'études politiques (IEP), l'angle des interactions personnelles et des trajectoires individuelles. Ce ne sont pas les journalistes ni les Macron qui font le règne du grand Capital (même s'ils y contribuent en retour). C'est plutôt le grand Capital qui fabrique ces Macron-là et ces journalistes, avec leur propre consentement. Et ils se servent en le servant.

Avant la présidentielle, de nombreux partis ont décidé de recourir au système des primaires, sur le modèle des États-Unis. Que dit cette pratique de l'évolution de la politique française ?

Elle est un indice de plus que la France devient toujours un peu plus politiquement ce qu'elle est déjà devenue culturellement, une espèce de colonie des États-Unis. La mise en cohérence, ou la *mise au*

gabarit, de l'ensemble du système capitaliste mondialisé se poursuit et continuera tant que l'*american way of life* sera le modèle préféré de développement des populations occidentalisées. Il n'y aura bientôt plus que la langue qui permettra de distinguer une population européenne, par exemple, d'une population américaine. Mais là encore nos médias et leurs journalistes qui parlent franco-américain à longueur d'émissions et d'articles, se chargent d'y mettre bon ordre en jargonnant tant et plus.

Le dispositif des primaires semble bien adapté à un système politique comme celui des E-U, caractérisé par le fédéralisme et le bipartisme, où le jeu des institutions, démocratique dans le principe, est profondément biaisé, avec l'accord du plus grand nombre, par le poids combiné de plusieurs facteurs de ségrégation, au premier rang desquels la fortune personnelle et l'appartenance religieuse. Il semblerait que la pratique des primaires convienne moins à des pays comme la France, du fait de l'attachement à la laïcité de l'État et du morcellement de l'offre politique. Du fait aussi de la radicalité plus forte de la critique sociale et de l'opposition politique. Aux E-U, des individus comme Besancenot, Poutou, ou même Mélenchon, ne feraient sans doute pas une longue carrière.

Vous écrivez dans votre livre que « le recrutement bourgeois et petit-bourgeois largement majoritaire de la population journalistique entraîne que les journalistes non seulement répugnent à s'engager dans des luttes sociales et sont hostiles à l'action syndicale, mais encore qu'ils sont incapables de percevoir le bien-fondé de ces luttes quand elles sont le fait d'autres salariés, ce qui se ressent clairement dans la couverture médiatique des mouvements sociaux, généralement présentés sous l'angle de la nuisance, de la division et du désordre. » Qu'avez-vous pensé du traitement médiatique réservé à Jean-Luc Mélenchon ?

Je dois préciser, avant de répondre à cette question, que je ne suis nullement un mélenchoniste, même si je regarde plutôt avec intérêt le mouvement de « la France insoumise ». Je n'en suis que plus à l'aise pour dire que le traitement que les grands médias lui ont réservé jusqu'ici me paraît indigne. Mais il ne me surprend pas. C'est le contraire qui me surprendrait.

À partir du moment où il a commencé à être évident, les sondages aidant, que Mélenchon incarnait une possible alternative à gauche, et qu'il le faisait avec un incontestable talent, il est devenu clair pour les conservateurs au pouvoir et pour leurs challengers de droite qu'il fallait lui barrer la route. Et pour cela, tous les moyens sont bons. S'agissant des médias, les moyens classiquement utilisés sont tous ceux qui visent à discréditer l'adversaire par le commentaire malveillant, le dénigrement systématique, le propos insidieux, le procès d'intention permanent, le mensonge, la caricature et la calomnie. Les rédactions ont depuis longtemps cessé d'être des ateliers où se fabrique une information de bon aloi, pour devenir des officines de faux-monnayeurs sans vergogne. À cet égard, le traitement réservé à Mélenchon est fondamentalement le même, dans son principe, que celui que les médias appliquent à tout ce qui leur paraît constituer, de près ou de loin, dans un domaine ou dans un autre, un obstacle, un danger ou une atteinte pour l'hégémonie tous azimuts du Capital.

La plus grande et la plus répandue des erreurs qu'on puisse commettre au sujet des médias, c'est de considérer qu'ils remplissent une fonction utile au bénéfice de toute la population, même s'ils ne la remplissent pas très bien : fournir de l'information aux citoyens, comme on leur fournit aussi de l'eau, du gaz et de l'électricité. Les médias ne sont plus que très accessoirement des facteurs de l'utilité publique. Ils constituent en fait aujourd'hui une partie, et non la moindre, du dispositif de défense du système capitaliste, un des plus solides remparts de l'ordre établi. Et les journalistes, à l'exception d'une minorité courageuse jusqu'à l'héroïsme, (et par là même condamnée à se sentir malheureuse), sont des militants, des soldats mi-mercenaires, mi-partisans, enrôlés au service du néolibéralisme, qui veillent sur ce rempart pour empêcher que ne s'introduise dans la Cité, ou que ne s'y développe, tout germe de contestation, tout risque de dissidence qui mettrait en péril le règne des nouvelles féodalités. Aux yeux de ces chiens de garde, tout souci relatif au sort des serfs ne peut apparaître que comme un abject aveu

de « populisme », et un Mélenchon que comme un « émule de Chavez », et un Chavez que comme un détestable « dictateur ». C'est indigne, mais ce travail de falsification est malheureusement très bien toléré par la majorité de notre classe moyenne, tout heureuse de pouvoir envoyer ses enfants « faire une école de journalisme » ou un IEP, pour accéder à « l'élite ».

Texte reproduit avec l'accord de l'auteur, de la journaliste et de la rédaction du site vice.com.

Note de lecture de « Urgence antiraciste. Pour une démocratie inclusive »

mardi 30 mai 2017, par Samy Johsua

La publication d'Urgence antiraciste intervient dans une période électorale où la récupération des questions identitaires est devenue monnaie courante. En temps de crise du système néolibéral et au motif de la « guerre contre le terrorisme », les politiques nationalistes et sécuritaires gagnent du terrain. Les auteurs le démontrent, une lame de fond, orchestrée par les pouvoirs publics et par les franges réactionnaires des opinions, menace de saper les bases des États de droit et social. En France, la vague autoritaire s'est ajoutée à la gestion austéritaire sous la présidence Hollande. Sous le couvert de l'état d'urgence en réponse au péril djihadiste, sévit un interventionnisme militaire et policier systématique, par la chasse aux Roms, aux jeunes des banlieues, aux migrants et aux réfugiés… Cette violence d'État multilatérale, qui donne sens au concept de « choc des civilisations » fait écho à la montée de l'extrême droite et reprend des éléments de son programme.

Il est rappelé dans l'ouvrage, que la montée des exclusions et rejets de l'autre est instrumentalisée pour détourner la colère sociale due aux choix socio-économiques que dénonce précisément Attac. Ce sont les deux facettes d'une même dérive néolibérale aux ordres de la finance internationale. Il nous faut donc lutter sur les deux fronts, sinon l'histoire risque, hélas, de nous demander des comptes.

Pour positiver le débat sur les origines et les appartenances culturelles, ce livre, publié par les Éditions coopératives du Croquant, regroupe entre autres des représentants de l'immigration, des outre-mer et d'Afrique, avec lesquels le mouvement social gagnerait à coopérer davantage. L'expertise des sciences sociales – histoire, géopolitique, sociologie, anthropologie culturelle, droit… – est par ailleurs largement convoquée. Concernant le féminisme, il est dommage qu'il n'y ait qu'un seul point de vue, y compris dans le champ commun de l'intersectionnalité, d'autant plus que le débat est incandescent aux USA (les positions de Nancy Frazer marquent des points, et même Judith Butler a changé son fusil d'épaule). À creuser une prochaine fois.

Organisation du livre

La table des matières est organisée selon la logique suivante : d'abord un état des lieux géo-historique avec un focus sur l'actualité des guerres et des migrations. Puis une partie centrale sur la situation des minorités ethniques – d'origine africaine, arabo-musulmane, juive, rom… – qui composent le paysage national, avec en complément l'étude des discriminations faites aux femmes et aux jeunes des quartiers populaires, selon le principe émergent de l'intersectionnalité. Ensuite, une mise en débat des antiracismes, certains s'inscrivant dans une perspective historique, individualisée et universalisante et d'autres dans le combat des politiques actuelles de racialisation. Enfin, une partie institutionnelle (école, médias, ONU…), qui préconise un programme citoyen et législatif pour la résorption du problème.

Le principe de diversité, qui est à la base de la partie centrale du livre, rend compte de la multiculturalité de la société française, reflet d'une mondialisation multipolaire. La dernière partie, généraliste, recentre les problématiques antiracistes appréhendées d'une manière spécifique dans un premier temps.

L'antiracisme un vecteur de démocratisation et altermondialiste

Face aux contre-forces coalisées qui entretiennent un climat de violence et de démobilisation généralisée, cette équipe veut nous en convaincre, il importe de renforcer les collaborations inter-associatives, à l'échelle nationale et internationale. Trop souvent, les réflexes de solidarité, même basiques, sont freinés dans notre propre camp, du fait d'urgences commandées par une actualité devenue oppressante pour tout citoyen. Or, la problématique antiraciste, dans ses diverses dimensions, est de celles qui favorisent la remobilisation collective et une émancipation humaniste, par un dépassement des entre-soi ethnocentrés et des enfermements idéologiques.

Nos associations font légitimement de cette question un objectif important, corrélé à la lutte contre l'autoritarisme néolibéral. *Urgence antiraciste* le démontre, la réalisation de cet objectif est largement conditionnée à la décolonisation des mentalités, à l'établissement d'une coopération digne de ce nom avec les pays du Sud, à une pleine inclusion des citoyens issus de l'immigration non européenne, à la construction altermondialiste, à la réhabilitation du système démocratique sur ces bases....

Une publication unitaire de cet ordre constitue un outil de référence, dans un secteur marqué jusqu'à présent par des formes de marginalité ou d'informel sur un plan ou un autre. Cet outil est un signe visible d'encouragement à l'égard des militants, jeunes et citoyen-ne-s qui se battent sur ces fronts et dont les réalisations locales et globales doivent être connues, reliées et amplifiées. La réussite de la mobilisation unitaire en Guyane montre qu'il est possible de faire progresser les tenants et aboutissants d'une « démocratie inclusive ».

Référence

Urgence antiraciste –Pour une démocratie inclusive- Coordination de Martine Boudet- Préface d'Aminata Traoré (Éd. du Croquant, mars 2017).

Collectif des auteurs :Nils Andersson, Farid Bennaï, Adda Bekkouche, Saïd Bouamama, Martine Boudet (coordination), Monique Crinon, Christian Delarue, Bernard Dreano, Mireille Fanon Mendès-France, Patrick Farbiaz, Augustin Grosdoy, Gilles Manceron, Gus Massiah, Paul Mensah, Évelyne Perrin, Alice Picard, Louis-Georges Tin, Aminata Traoré (préface)

Publication avec le soutien d'Attac France, d'Attac Togo, du Cedetim, du Collectif Femmes pour l'égalité, du Cran, de la Fondation Fanon, du FUIQP, du MRAP, de Reprendre l'initiative, de Sang pour Sans, de Sortir du colonialisme.

Table des matieres

Préface

- Face à l'ordre et au chaos, construisons un autre monde, par Aminata Traoré, ancienne ministre malienne de la Culture et du Tourisme, altermondialiste et écrivaine

Introduction

- Un contexte (inter)national bouleversé et source de conflits démultipliés

Première partie – État des lieux historique et géopolitique

- Le profit et le chaos, géopolitique d'un XXIe siècle commençant, par Bernard Dréano, co-président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) et fondateur de l'Assemblée européenne des Citoyens, branche française du réseau international Helsinki Citizens' Assembly
- La nécessaire désaliénation du colonisateur, par Nils Andersson,

président du Conseil scientifique de Sortir du colonialisme
- L'urgence de la démocratisation des relations Afrique-France-monde, par Paul Mensah, membre du Conseil scientifique d'Attac Togo
- Une géopolitique du chaos : l'espace arabophone entre mouvements d'émancipation, autoritarisme étatique, islamisme radical et nouvelles formes d'impérialismes, par Adda Bekkouche, juriste en droit international, membre du Conseil scientifique d'Attac France
- Migrations : « crise de l'accueil » entre hypocrisie et irresponsabilité, par Augustin Grosdoy, co-président du MRAP et membre du Conseil d'administration d'Attac France

Deuxième partie : Xénophobie d'État et mobilisations antiracistes

- Esclavage et traite négrière : du devoir de mémoire au devoir de réparation, par Louis-Georges Tin, universitaire et président du Cran
- La décennie internationale de l'ONU pour les personnes d'ascendance africaine, un défi mondial, par Mireille Fanon Mendès-France, experte-chair du Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine (ONU), présidente de la Fondation Frantz Fanon
- La lutte contre le racisme anti-Arabe, anti-maghrébin et l'islamophobie : un impératif égalitaire, par Alice Picard, doctorante en science politique, membre du Conseil d'administration d'Attac France
- Altermondialisme et laïcité, des recours face à l'islamisme radical et aux populismes, par Christian Delarue, secrétaire général du CADTM France, ex membre du bureau exécutif du MRAP, membre du Conseil d'orientation de la Fondation Copernic
- Boucs émissaires commodes, les Roms ont des droits. Leur mise en œuvre est la seule voie d'avenir, par Évelyne Perrin, économiste, présidente de l'association Sang pour Sans, membre du Conseil scientifique d' Attac France
- Antisémitisme, antisionisme et défense des droits des Palestiniens, par Gilles Manceron, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et du collectif « Trop, c'est trop ! »
- Le féminisme face au défi du racisme et du sexisme, par Monique Crinon, membre du Collectif des féministes pour l'Égalité et du CEDETIM
- Jeunes des quartiers populaires en quête d'avenir, par Évelyne Perrin, économiste, présidente de l'association Sang pour Sans, membre du Conseil scientifique d'Attac France

Troisième partie : L'antiracisme en débat

- Le racisme aujourd'hui et ses différentes formes, par Augustin Grosdoy, co-président du MRAP et membre du Conseil d'administration d'Attac France
- Reprendre l'initiative contre les politiques de racialisation, par Farid Bennaï, membre du réseau Reprenons l'Initiative et du Front uni de l'immigration et des quartiers populaires / FUIQP
- La nécessaire politisation de l'antiracisme, par Saïd Bouamama, sociologue, porte-parole du Front uni de l'immigration et des quartiers populaires / FUIQP
- Pour le cosmopolitisme insurgé, un antiracisme et un anticolonialisme du XXIe siècle, par Patrick Farbiaz, porte-parole du réseau Sortir du colonialisme

Quatrième partie : Programme antiraciste et en faveur d'une démocratie inclusive

- L'École doit contribuer à apaiser les conflits intercommunautaires et favoriser le dialogue des cultures, par Martine Boudet, anthropologue, membre du Conseil scientifique et du Conseil d'administration d'Attac France
- Éléments de programme d'une démocratie inclusive, chapitre inter-associatif
- Promotion de la paix et de la démocratie dans le monde, par Adda Bekkouche, juriste en droit international, membre du Conseil scientifique d'Attac France

Conclusion

- L'antiracisme, vecteur essentiel de l'émancipation, par Gustave Massiah, membre du Conseil scientifique d'Attac France, représentant du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) au Conseil international du Forum social mondial (FSM)

Revue des revues

Revue des revues

mardi 30 mai 2017, par Jacques Cossart

Le nouveau modèle tarde à venir. Nous avons eu droit, pendant la campagne présidentielle française, au revenu universel, auquel même les institutions internationales – toutes celles qui ont mené tambour battant la mondialisation néolibérale – commencent à s'intéresser. Mais, sur fond d'aggravation des inégalités, de la crise écologique et du réchauffement climatique, alors que les investissements de transition se font toujours attendre.

Salaire, salaire minimum, revenu de base, et tutti quanti !

Charité ou justice élémentaire ?

Le multimilliardaire états-unien Michael Bloomberg, que *Forbes* classe au huitième rang des fortunes mondiales, ancien maire de New York, possède, entre autres, *Bloomberg News*, une agence de presse états-unienne spécialisée et réputée dans le secteur financier.

Leonid Bershidsky est un journaliste russe émigré en Allemagne après l'annexion de la Crimée par la Russie ; il est chroniqueur à *Bloomberg News.* Il y publiait le 1er avril 2016 A Basic Income Is Smarter Than a Minimum Wage.

Ainsi, selon lui, serait-il plus « habile » de verser une allocation universelle que de persister dans cette idée d'un autre siècle de salaire minimum, surtout s'il doit être fixé par l'État. D'ailleurs, Leonid Bershidsky estime que « il n'est peut-être pas judicieux pour les gouvernements d'essayer de réglementer le marché du travail » ; au moins les choses sont claires. Mais l'argument avancé pour l'instauration d'une telle allocation plutôt que la fixation d'un salaire minimum décent, mérite d'être relevé : il s'avérerait défavorable aux migrants ! Le « raisonnement » est simple : les migrants, souvent même plus qualifiés que les autochtones, ne seront pas embauchés à des salaires jugés trop élevés, lesdits salaires « élevés » deviennent des trappes à migrants ; ainsi les propositions les plus généreuses se révéleraient-elles pernicieuses. Quand on vous dit que l'esclavage serait parfait pour les migrants !

Monsieur Bershidsky sait que son billet peut, pour le moins, surprendre, aussi cherche-t-il à s'appuyer sur ce qu'il considère comme sérieux. Il citeThe Refugee Surge in Europe : Economic Challenges, parue en janvier 2016, il s'agit d'une discussion conduite entre experts du FMI, et sous son timbre, même si, selon la formule, la discussion ne représente pas obligatoirement les positions de l'institution, à propos des défis économiques soulevés par l'afflux des réfugiés en Europe. Bien entendu, les fonctionnaires de l'institution de Washington prennent le soin de préciser que l'analyse à laquelle ils se sont livrés, porte sur les seuls aspects économiques, et vise à faciliter la meilleure intégration de ces migrants. Comme toujours dans les organisations financières internationales (IFI), leurs experts se gardent de raconter n'importe quoi. Ainsi remarquent-ils que l'arrivée des migrants entraînera « une légère croissance du PIB ». Ils illustrent leurs craintes pour l'avenir des pays les accueillant par les trois graphiques qui sont reproduits ici. Las, la Chancelière allemande n'avait donc pas connaissance de ces avertissements quand elle lança en août 2015 son fameux « on y arrivera » ! En revanche, quand elle récidiva un an plus tard, ses experts auraient dû la prévenir ! Ou alors mettait-elle au premier plan l'exigence humaine ? Peut-être faisait-elle sienne cette apostrophe d'une homme politique français, Michel Noir, de droite comme elle, qui en 1987, s'opposa à des alliances avec le Front national en affirmant « mieux vaut perdre les élections que perdre son âme ».

Les experts tentent aussi de montrer que les « rigidités du marché du travail » vont jouer le même rôle que l'établissement de salaires minimums. L'esclavage, vous dis-je, l'esclavage ! Bien entendu, il existe des martingales propres à conjurer le sort. Ils remarquent que des « subventions attribuées aux employeurs privés se sont montrées efficaces ». Ben oui, quoi, s'il faut payer des salaires plus élevés, autant que ce soit supporté par la collectivité !

Bien entendu, les auteurs se montrent marris de la situation subie par les migrants et réfugiés. C'est précisément pourquoi ils proposent leur analyse de la réalité économique qui pourrait aider à éclairer le climat politique... Ils pointent, par exemple, le fait que des salaires « élevés » et une « rigidité du marché du travail » risquent de précipiter les migrants peu qualifiés dans des trappes aux avantages sociaux combinés – de façon malhabile, il va de soi, au système fiscal – mais, ils proposent des remèdes préventifs. Il convient de mettre en place des procédures de réduction, d'accès à l'embauche ou des exceptions au salaire minimum quand il existe. Il faudrait aussi favoriser le déplacement de ces migrants vers les zones où l'offre d'emploi est élevée. La Rome antique avait parfaitement résolu la question : ses colonies et les guerres qu'elle y menait lui fournissaient les esclaves dont ses citoyens, à commencer part les patriciens, avaient besoin. Ces non-citoyens n'avaient aucun droit et appartenaient aux maîtres. On cite un pourcentage, variant selon l'époque, de quelque 40 % pour l'ensemble de l'Empire romain. Un recensement à Athènes de 300 avant J.-C. annonce 330 000 habitants, dont 20 000 citoyens et 10 000 métèques (les étrangers accueillis) ! L'Union européenne compte environ 510 millions d'habitants et 21 millions de non-Européens, loin des 40 % romains ! L'esclavage vous-dis-je.

Les économistes du FMI nous livrent, dans le graphique reproduit ici, l'ampleur du problème : 1 million de réfugiés au sein de l'UE sur 14 dans le monde !

On copie aussi, ci-après, la figure 6 qui établit pour plusieurs pays, Allemagne, Espagne, France, Italie et l'Union européenne à 28 et à 18, l'évolution, sur la période 1960-2010, de la démographie. On remarquera que, pour la France, le déferlement de hordes sauvages tant proclamé par Madame Le Pen qui déclarait en 2015, « nous pourrions assister dans les années qui viennent à l'équivalent des invasions [appelées invasions barbares] vécues au IVe siècle » ; cela relève peut-être de la propagande électorale mais certainement pas, pour les cinquante dernières années, de la réalité. Les trois autres grands pays européens comparés à la France présentent, pour chacun d'eux, des arrivées de migrants supérieures à l'évolution démographique naturelle. Pour la France, seul le début des années 1960 – qui correspond aux besoins de main-d'œuvre du pays pour répondre à la croissance de Trente Glorieuses – a vu un afflux supérieur à la tendance naturelle.

Alors, les « trappes » de tous ordres évoquées dans le papier du FMI pour tenter de montrer que le « générosité » de l'Europe doit être tempérée : fantasme ou réalité ?

Basic income, vendre le rêve américain

Mais, pourquoi donc se pourrir la vie avec tous ces pauvres, ces immigrés et autres indispensables au capitalisme mais qui, sur l'image, font tache quand même ? La solution est à portée de main pourtant !

David Freedman est un journaliste états-unien réputé, et connu pour son ouvrage *Wrong* [1] dans lequel il dénonce les experts auxquels on a pris l'habitude de faire confiance, dès notre plus jeune âge ; il fait référence au roman *Le Magicien d'Oz* dans lequel une petite fille est transportée loin de chez elle et sera soumise à de nombreux charlatans avant de retrouver son chemin par elle-même. Il publie en juin 2016, dans la revue du MIT (Massachusetts Institute of Technology), Basic Income : A Sellout of the American dream, avec l'illustration reproduite ci-dessous pour présenter le recensement, en 2016, des 50 compagnies les plus 'brillantes'. Il y rend compte d'une conférence donnée, à San Francisco, par un des gourous de *startups*, Matt Krisiloff, parmi les plus riches de la Silicon Valley. L'une d'elle, Y Combinator, rassemble plusieurs dizaines de millions de dollars qui ne rapporteront pas un sou aux « actionnaires » ! Selon le conférencier, ce projet pourrait « changer le monde » avec son « revenu universel de base » UBI. C'est la ville d'Oakland, une ville de quelque 400 000 habitants dans la baie de San Francisco et présentant un taux de criminalité élevé, qui a été retenue par Y Combinator pour mener son expérience auprès d'une centaine de familles, avec ou sans emploi, qui vont recevoir entre 1 000 et 2 000 dollars par mois sans conditions. L'expérience devrait durer de six à douze mois. On ne dispose encore d'aucune conclusion. En revanche, la motivation est clairement affichée : l'emploi va disparaître, aussi convient-il de trouver des alternatives. Rien d'original donc. En interrogeant nombre de ces gens de la Silicon Valley, Freedman rend compte de réponses qui se ressemblent beaucoup ; par exemple, cette professeure à l'Institut du Futur de Californie qui affirme que la mise en place d'un UBI aux États-Unis permettrait à ses citoyens de ne plus être contraints d'accepter les pires travaux pour un salaire de misère. On aurait aimé lui demander pourquoi donc attendre les résultats de ce pilote pour supprimer ces « *notoriously low-paying jobs* » et, précisément, augmenter les salaires ? En fait, elle savait répondre à cette question non posée : salaires et bonheur allaient, mécaniquement, augmenter. On aurait donc là une baguette magique pour faire disparaître cette désastreuse lutte des classes et réhabiliter près de 50 millions d'individus vivant, aux États-Unis, sous le seuil de pauvreté. Il « suffit », disent certains experts, d'ajouter au budget fédéral 2 000 milliards [2] de dollars pour faire opérer cette baguette magique. C'est dire si c'est simple !

Freedman note que beaucoup de progressistes, pour autant que les pauvres ne se retrouvent pas après ce tour de passe-passe avec moins de ressources, et de conservateurs parce que supprimant cette « bureaucratie » publique, sont *fans* de ce « concept ». Les motivations de la Silicon Valley sont claires : l'automatisation généralisée va supprimer les emplois.

Il formule trois remarques à propos de la trouvaille : comment organiser la collecte de plus de la moitié du budget états-unien ? N'y a-t-il pas risque de voir une part de la population ne plus trouver aucun intérêt au travail ? Enfin, la disparition de l'emploi face aux robots ne peut guère être affirmée ; ainsi Erik Brynjolfsson, qui enseigne au MIT, ne voit rien de tel à

l'horizon de cinquante ans. Il se demande s'il ne serait pas plus simple de diminuer le temps de travail pour consacrer le temps ainsi libéré à l'éducation et la formation. Ou alors, ne s'agirait-t-il pas, plus brutalement, de calmer les laissés pour compte ? Il observe que, dans un pays où 20 % de la richesse sont entre les mains de 0,1 % de la population, il est peu vraisemblable que 15 % de celle-ci puisse être maintenue longtemps sous le seuil de pauvreté sans réaction plus ou moins brutale. Il ne s'étonne guère que ce soit dans une enclave sur-connectée où cette idée de revenu de base tourne quelque peu à l'obsession ; un peu comme, il y a quelques décennies, la tolérance envers les syndicats permettait d'espérer repousser l'attrait éventuel du socialisme ! Il rapporte que les conclusions des quelques études qui existent alimentent aussi bien l'une et l'autre des hypothèses. Enfin, il se demande bien pourquoi, s'il s'agit de lutter contre la pauvreté, l'amélioration des filets de sécurité ne se révélerait pas plus simple et efficace. En effet !

In fine, il se demande s'il ne s'agit pas là, au bout du compte, chez tous ces *startuppers,* de protéger leur propre position dans la société.

Investissement

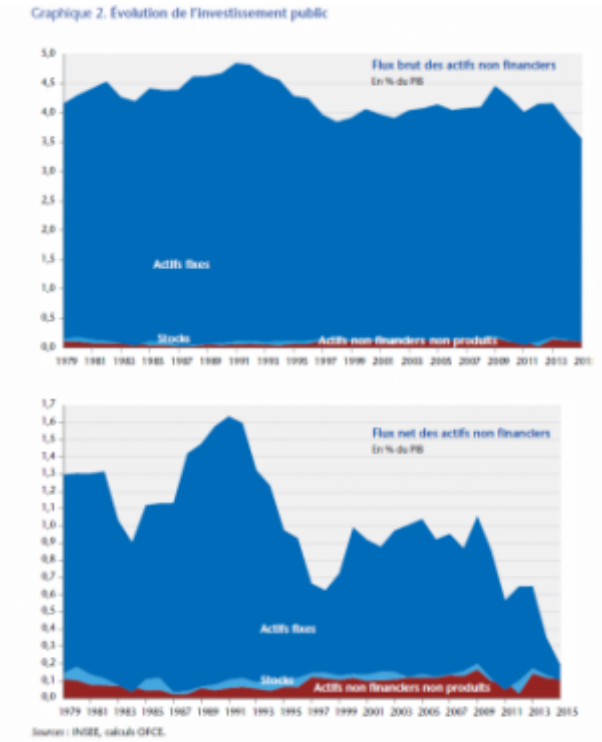
Ruine, désespoir et désolation !

Inculture et prêche dogmatique auront certainement fait partie des caractéristiques de la campagne pour l'élection présidentielle française de 2017.

Pendant que l'investissement public [austérité oblige] et l'investissement privé [financiarisation et profits immédiats faisant loi] vont mal, mieux vaut s'arc-bouter non derrière la ligne bleue des Vosges, mais derrière celle de la dette publique [3]. La dette est mauvaise, un point c'est tout ! La rengaine de l'épargne préalable est toujours là [4] et Monsieur Fillon peut, doctement, déclarer le 4 avril 2017 : « il faut réduire les dépenses publiques, revenir progressivement à l'équilibre des finances publiques ». Monsieur Macron ne craignait pas non plus de déclarer au cours de la campagne présidentielle, « continuer à augmenter cette dette, c'est considérer que le traitement de nos difficultés d'aujourd'hui, les jeunes le paieront demain ». Marx raillait « accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes ».

Un court papier a été publié en novembre 2016 par l'OFCE. On y voit que l'investissement public est tombé, en France, à 3,5 % de son PIB. Xavier Ragot, l'auteur, note avec pertinence que « les investissements pour la transition écologique, pour une amélioration du système éducatif ou encore les infrastructures de transport dans les villes congestionnées sont des candidats naturels [à l'investissement] ». Comme tous les économistes, y compris ceux du FMI [5] qui ont dû revoir leur copie à propos des sous-estimations des multiplicateurs des mesures budgétaires sur les PIB. L'OFCE remarque qu'un investissement équivalent à 1 % de PIB entraîne une augmentation de 1,1 % de celui-ci. Il calcule en outre que si cet investissement est financé par une diminution des dépenses publiques, la hausse n'est plus que de 0,4 %.

On reproduit ici deux graphiques établis à partir des données de l'INSEE et montrant sur plus de trois décennies, la détérioration du capital productif public. Monsieur Fillon, Monsieur Macron ont raison, la situation est grave, il faut réduire la dette !



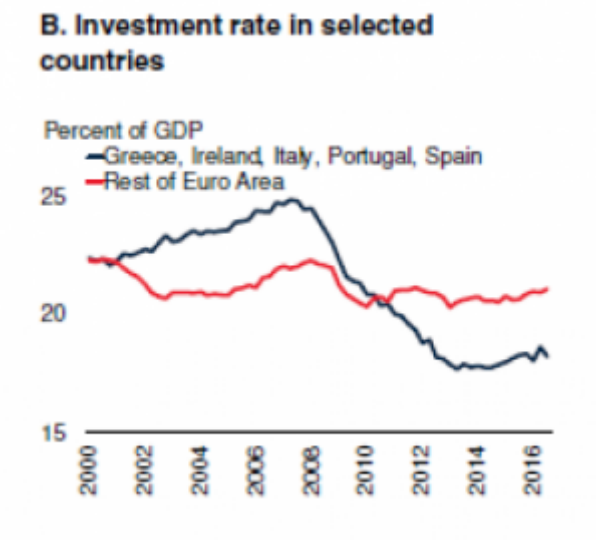
[redacted] [6]

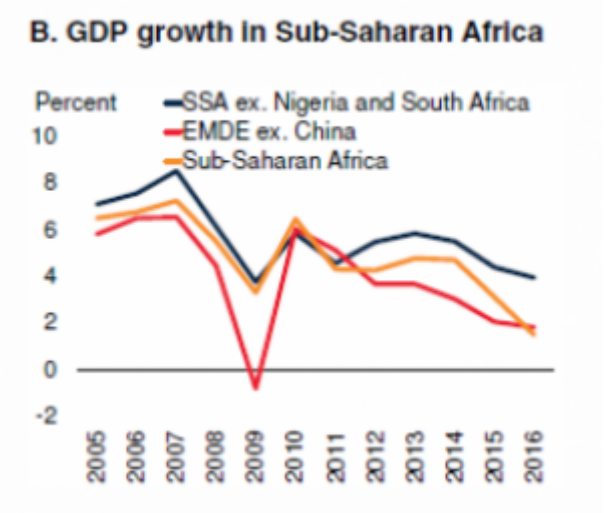
Accroître les investissements dans les infrastructures et pour les populations

Telle est l'injonction du président de la Banque mondiale (BM) pour présenter, en anglais, la version 2017 de la publication annuelle de *Global Economic Prospects.* « Maintenant, il est temps d'accroître les investissements dans les infrastructures et les populations cela est vital pour [...] l'éradication de l'extrême pauvreté » déclare Monsieur Jim Yong Kim. Selon les experts de la BM, la croissance mondiale du PIB, qui était de 2,4 % en 2014, devrait atteindre 2,9 % en 2019, tirée par celle de la Chine qui, sur la même période, devrait baisser d'un point, pour atteindre en 2019 néanmoins, 6,1 %. Il faut rappeler que, selon l'institution de Washington, durant les décennies de 1960 à celles des années 2000, ce taux a dépassé, par huit fois 4 % l'an, dont deux fois pour atteindre ou dépasser 6,5 %. Or, comme chacun devrait le savoir, cette croissance reste l'alpha et l'oméga d'une « bonne » économie... Bonne nouvelle, les PMA devraient enregistrer en 2019 une croissance supérieure à 6 % ! À quel niveau devrait-elle parvenir pour que le PIB/tête, qui selon le PNUDs'établissait, en 2016 pour les PMA (1 milliard d'habitants), à quelque 2 400 dollars par an, soit 17 fois moins que les pays à très haut développement (1,3 milliard d'habitants) ?

Il suffit en effet d'examiner la réalité à travers ce graphique dressé par les économistes de la Banque portant sur les quinze premières années du XXIe siècle pour se convaincre de la pertinence de la recommandation relative à l'urgence de l'investissement. Mais, osera-t-on demander à nouveau, sur quelles ressources ?

Et que dire alors au vu du graphique présenté page 166 et reproduit ci-après ?

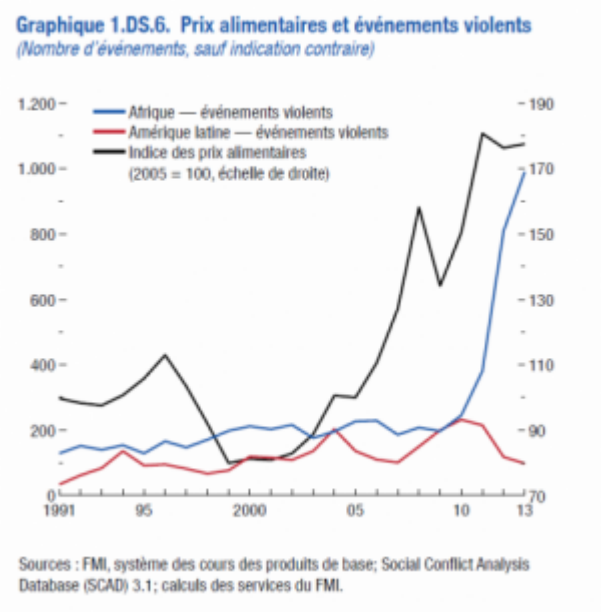




Nous dira-t-on que si les propriétaires du capital étaient « correctement » rémunérés, ils pourraient investir ? La société de gestion Henderson [7] indique que les dividendes versés ont baissé de 2 % en 2015, par rapport à l'année précédente, mais pour atteindre néanmoins 1 150 milliards de dollars [8]. En France, les investissements des sociétés du CAC 40 ont continué de reculer de quelque 10 % en 2015, alors même qu'elles avaient versé 40 milliards d'euros de dividendes ; pourtant, le gouvernement Ayrault avait mis en place en 2012 des dispositifs destinés à « soutenir » les entreprises ; de même, les taux d'intérêt et les cours des matières premières étaient bas !

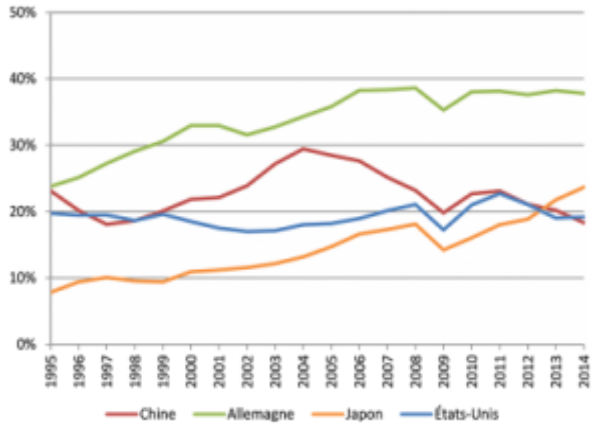
De son côté le Fonds monétaire international (FMI) publiait, en français, en novembre 2016, son document annuel Perspectives de l'économie mondiale qu'il sous-titrait « demande modérée »,

prévoyant une légère reprise en 2018, et dans lequel on pouvait lire en introduction, « ces perspectives inquiétantes [nouvelle crise mondiale possible] rendent plus urgente que jamais une riposte globale qui permettrait d'accélérer la croissance et de gérer la vulnérabilité ». À propos de vulnérabilité, on sait que le réchauffement climatique dû à l'activité humaine figure en bonne place dans la liste des « perspectives inquiétantes » ; lire à cet égard Vraiment avec l'environnement, on exagère ! Les rodomontades de la nouvelle administration états-unienne n'y changent malheureusement rien, même si, en revanche, elles satisfont les propriétaires du capital. Page 58 on notera ce graphique reproduit ici. Il trace l'évolution, sur plus de deux décennies, de la survenue d'événements violents et l'augmentation du prix des produits alimentaires. Quand on sait que la majeure partie des échanges de ces produits sont le fait des transnationales (lire à ce sujet Les matières premières agricoles), on comprend qu'elles ne soient pas en désaccord avec l'administration Trump.

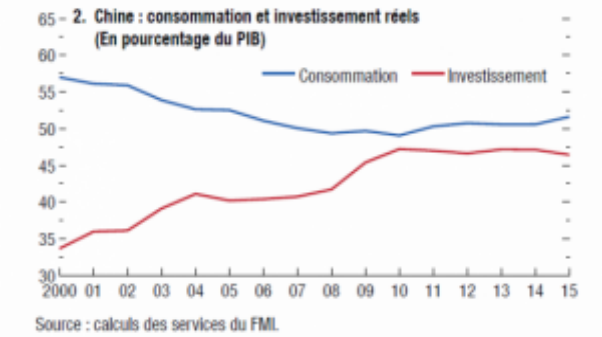


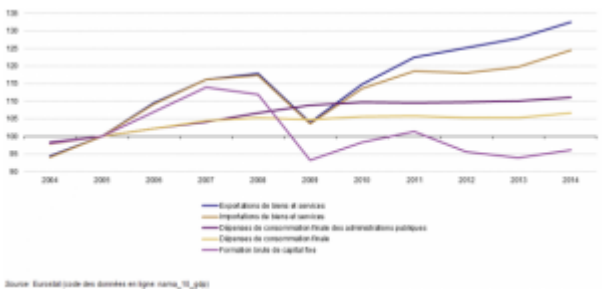
Dans une note de l'OMC du 12 avril 2017 relative à une reprise du commerce mondial en 2017 et 2018, on notera, sur le graphique 2 reproduit ci-après, que la Chine ne renonce pas devant l'importation, pour atteindre ses objectifs d'investissement ; elle représentait moins de 40 % de son PIB en 1978, et a dépassé la consommation pour atteindre 50 % du PIB en 2011. De son côté, l'Allemagne consacrait en 2014 près de 40 % de ses investissements à des importations mais, selon l'OCDE, Allemagne et France présentent des taux de croissance de leur FBCF (formation brute de capital fixe), autour de 2 % par an, assez semblables. En revanche, selon Eurostat, l'Allemagne enregistre un pourcentage de son PIB consacré à la recherche/développement passant de 2,42 % à 2,84 % pendant qu'en France, sur la même période, les données étaient de 2,09 % et 2,26 % alors qu'on observait 4,15 % en Corée pour 2014.

Graphique 2 : Teneur de l'investissement en importations pour certaines économies, 1995 2014



À propos de l'évolution, de 2000 à 2015, de la consommation et de l'investissement en Chine, on trouvera à la page 175 du rapport du FMI évoqué, le graphique reproduit ici. Il montre l'évolution, mesurée en pourcentage du PIB chinois, de la consommation et celle de l'investissement. À titre de comparaison, le graphique qui est donné à la suite de celui du FMI est établi par Eurostat et porte sur la décennie 2004-2014 et trace, pour la décennie considérée à prix constant 2005, l'évolution des cinq agrégats considérés au sein de l'UE28.





Dans son blog, Christian Chavagneux, éditorialiste à *Alternatives économiques*, notait que si, en France, les sommes consacrées aux dividendes au début des années 1980 représentaient la moitié de celles consacrées aux investissements, elles étaient 2,6 fois plus élevées que les investissements réalisés en 2012. Depuis l'inénarrable « théorème » de Schmidt, tout le monde sait que « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Ben oui quoi, si tous ces dividendes n'étaient pas venus accroître les inégalités en France, ce serait bien plus de 10 % de chômeurs que le pays compterait !

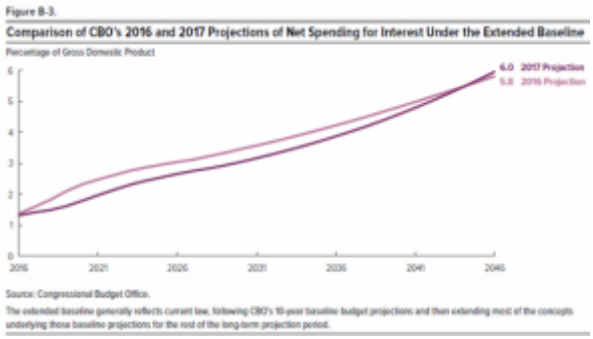
Les marchés financiers exultent après les résultats de la présidentielle française ; c'est en tout cas la réaction de l'agence Bloomberg spécialisée dans l'analyse ses marchés financiers : « le premier tour de l'élection présidentielle [française], a permis un résultat favorable au marché ». Les « valeurs » bancaires s'envolent de plus de 4 % à la Bourse de Paris ! Doit-on se réjouir avec tout ce monde-là ?

À propos des marchés financiers

On connaît la qualité des travaux du *Congressional Budget Office* (CBO), l'agence états-unienne dépendant du Congrès, suivant et analysant tout ce qui a trait, de près ou de loin, aux données chiffrées du pays. Il publie en mars 2017 une étude allant jusqu'au milieu du XXIe siècle. En la feuilletant, on trouvera diverses informations fort intéressantes. Le CBO prévoit que d'ici à 2047 l'endettement fédéral devrait représenter 150 % du PIB états-unien [9] soit près de 10 % du PIB contre 3 % aujourd'hui. On note que, à côté du vieillissement de la population pesant sur cette évolution, l'Agence remarque que le second facteur de cette variation tient à la hausse du coût de la dette qui devrait passer d'un peu plus de 1 % du PIB aujourd'hui à quelque 6 % en 2046 comme on le voit sur la figure B3 reproduite ici.

Les propriétaires du capital devraient être aux anges ! Apple, par exemple, qui emprunte pour distribuer de forts dividendes plutôt que de se servir de ses considérables disponibilités financières [10] ; il pourra ainsi déduire les intérêts de ses bénéfices. C'est aussi un détenteur important de dette publique et privée [11].

Le capitalisme est bien fait quand même !



Et toujours les paradis fiscaux

Se souvient-on de ces baignoires qui fuyaient dans nos écoles primaires d'antan ? Le maîtres d'aujourd'hui pourraient remplacer les baignoires par les paradis fiscaux. Oxfam nous apprend, dans son rapport Rigged reform publié le 12 avril 2017, que cinquante des plus grandes compagnies états-uniennes détenaient quelque 1 600 milliards de dollars dans les paradis fiscaux.

Heureusement pour l'honneur national, une entreprise ayant son siège en France, Engie, et au capital de laquelle l'État a accepté de ne plus détenir de minorité de blocage [12] en cédant en janvier 2017, 100 millions de titres Engie, a « réussi » à transférer 27 milliards d'euros au Luxembourg. Rassurons-nous, ce n'est pas par malignité mais, simplement, pour réduire ses impôts en France. Ah, les braves gens !

Les inégalités, ça s'arrange ?

On lira dans Les inégalités, ça commence à bien faire

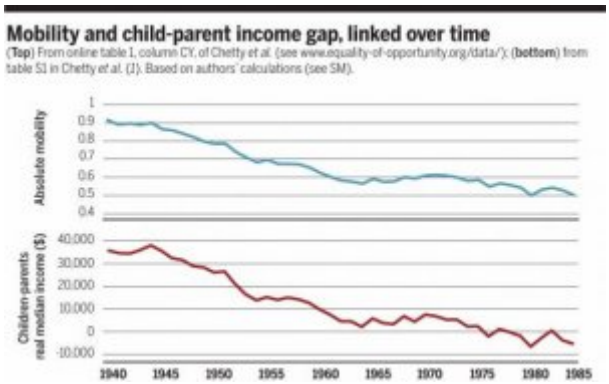
! ce qui, finalement, fondait la pensée et, par voie de conséquence, la vision de l'économie de Friedrich Hayek quand il affirmait : « Je crois que la justice sociale sera ultimement reconnue comme un leurre [...] comme une tentative de satisfaire un besoin hérité des traditions du petit groupe mais qui n'ont pas de sens dans la Grande Société des hommes libres ».

Ce n'est certainement pas le même groupe d'humains qui est visé par le fondateur du Mont-Pèlerin et par Oxfam quand celle-ci publie Une économie au service des 99 %.

L'ONG indique, entre autres, deux des traits saillants que lui inspirent ses constats :

- Selon le Crédit suisse, depuis 2015, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète. En France, les 1 % les plus riches détiennent 25 % des richesses nationales.
- Aux États-Unis, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, montrent que, sur la période 1980-2014, le revenu de la moitié la plus pauvre de la population n'a pas évolué, tandis que celui des 1 % les plus riches a été multiplié par 3.

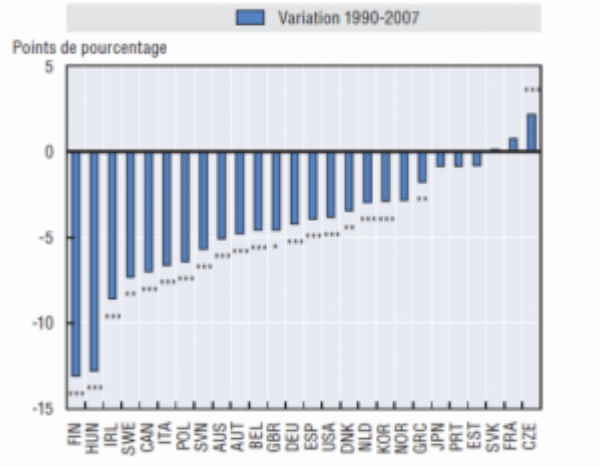
Le graphique qui est reproduit ici a été établi par une équipe d'économistes et de chercheurs états-uniens en sciences sociales qui a publié son étude le 27 avril 2017 dans Science,et étude présentée aussi sous le titre Estompe du rêve américain. À partir des recensements conduits aux États-Unis et des données fiscales, ladite équipe a évalué « l'ascenseur social » mesuré par les revenus d'adultes de trente ans nés en 1984 comparés à ceux de leurs parents, au même âge, nés en 1940. Conclusion des auteurs : « Les perspectives pour les enfants de gagner davantage d'argent que leurs parents se sont nettement réduites en cinquante ans aux États-Unis ». En effet, 90 % des individus du second groupe avaient des revenus supérieurs à ceux de leurs parents tandis que ceux nés en 1984 ne sont plus que 50 % dans ce cas. La croissance du PIB du pays n'est pas suffisante pour inverser la courbe, il faudrait, nous disent-ils, que les pouvoirs publics favorisent l'accroissement des revenus des classes moyennes et défavorisées, mais aussi largement développer les crèches, les université publiques, augmenter les bas salaires, les aides au déménagement. Les États-Uniens peuvent sans doute compter sur l'administration Trump pour voir ces dispositions mises en place !



Les auteurs du rapport Oxfam pointent les principales origines de ces inégalités galopantes :

- Évasion et « optimisation » fiscales ; on peut, à ce propos, se reporter à un Avis du Conseil économique, social et environnemental publié en décembre 2016 intitulé *Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale*, qui rappelle le chiffre déjà indiqué par la Commission européenne dès 2013 de 1 000 milliards d'euros manquant, chaque année à l'Union, du fait de cet « évitement ». L'ONG rappelle aussi un Working Paper du FMI de mai 2015 chiffrant à 100 milliards de dollars la perte annuelle pour les pays en développement.
- Augmentation de la distribution de dividendes. On a pu lire dans le deuxième paragraphe de *Investissement* de ce même numéro, l'évaluation donnée par Henderson qui évalue à 1 150 milliards de dollars les dividendes distribués en 2015 par les plus grandes transnationales !

- Salaires et conditions de travail. Pour documenter ce paragraphe du rapport de l'ONG, on reproduit ici le graphique établi par l'OCDE à propos de la baisse de la part du travail dans la répartition de la valeur ajoutée.



Enfin, les lecteurs des *Possibles*, ne seront guère surpris par la dénonciation de six idées-reçues :

- Le marché est le meilleur allocataire des ressources, en particulier parce qu'il se régule spontanément. On sait qu'il s'agit là du mantra proclamé depuis des lunes par la plupart des libéraux et néolibéraux. On sait aussi que l'inanité de cette assertion est largement démontrée grâce, malheureusement, à l'usage qu'en font les propriétaires du capital et leurs affidés aux nombreux postes gouvernementaux et médiatiques. Pourtant, les démonstrations sont nombreuses, parfois venant de là où on les attendait guère ; ainsi, on pourra lire Néolibéralisme ! Quoi, se serait-on trompé ?, présentant une étude éloquente du FMI intitulée de manière peu ambiguë *Neoliberalism : Oversold ?*
- La rentabilité doit être la principale mesure de réussite d'une entreprise et l'indicateur essentiel d'efficacité. Incontestablement... pour ses propriétaires. Mais, pour la collectivité, c'est une autre affaire. Et pour la croissance, pourtant réputée indispensable ? Un économiste états-unien, Arthur Okun, énonçait au début des années 1960, ce qui allait être appelé la loi d'Okun, qui prétend qu'il existe une relation linéaire entre le taux de croissance d'une économie et celui de l'emploi. Plusieurs études économétriques ont montré qu'une telle relation existe bien, mais que ce coefficient d'Okun varie avec le temps. Ainsi, pour la France, il aurait été multiplié par 3 entre les années 1970 et aujourd'hui, entraînant ainsi, pour un même taux de croissance, une création d'emplois plus élevée aujourd'hui. Autrement dit c'est le contenu de la croissance qui est déterminant !
- La richesse extrême n'est que bénéfique à l'économie, les inégalités n'ayant aucune importance. Il faut une impudence sans bornes pour oser pareille provocation, mais on sait que pour défendre leurs privilèges, les propriétaires du capital ne reculeront jamais. Les études relatives à l'augmentation considérable des inégalités sont très nombreuses. *Les Possibles* en rendent compte assez régulièrement, ainsi Les inégalités, ça commence à bien faire !
- La croissance du PIB est l'alpha et l'oméga de l'élaboration des politiques publiques. Si on prend la précaution de préciser que le PIB ne saurait être un indicateur de bien-être ni davantage un certificat de bonne conduite, il faut le laisser pour ce qu'il est, la mesure de la valeur, exprimée en monnaie, de tous les biens et services produits pendant une année par un pays ou un groupe de pays. Il ne saurait mesurer la pertinence, l'intérêt ou le caractère dangereux de ce contenu ; entre autres, il ne dit rien des inégalités, même quand il

est exprimé en PIB/habitant ; en particulier quand il s'agit des profondes inégalités entre les femmes et les hommes.
- Les ressources environnementales ne sont pas produites par l'économie. Même si ce n'est évidemment pas le cas des ressources dites extractives. Mais la question n'est pas là. Les conséquences néfastes de l'usage des ressources naturelles ou la grave atteinte à la biodiversité de la planète n'apparaissent pas, et n'ont pas à apparaître, dans le PIB ; en revanche, ce doit être la préoccupation majeure d'une économie bâtie en faveur des 7,5 milliards d'êtres humains et leurs descendants.

Le denier forum de Davos, le *World economic forum*, s'est inquiété de la démesure de l'augmentation des inégalités. Il faut dire que de nombreux experts lancent de tels avertissements, y compris aux propriétaires du capital eux-mêmes. Ainsi, Joseph Stiglitz a appelé les participants à contribuer activement à la lutte contre les inégalités, il a émaillé son intervention de nombreux exemples que personne n'a osé démentir. Il a mis en évidence trois exigences qui doivent les y conduire. Morale, en premier lieu, payer ses impôts et ne pas aller se cacher dans les paradis fiscaux [13], deuxièmement payer des salaires décents [14], enfin investir dans l'entreprise !

La diversité : nécessité salvatrice ou repoussoir ?

Ainsi caricaturée, la question ne présente guère d'intérêt. L'univers est diversité ; la terre, tout autant. L'astrophysicien Hubert Reeves, quelque peu désabusé, remarquait, à propos de l'humanité, « en réalité, nous ne sommes qu'une espèce parmi tant d'autres. Ajoutons, en passant, que, face aux extinctions multipliées d'espèces dont nous sommes aujourd'hui responsables, nous mériterions, seuls, le qualificatif d'espèce hautement nuisible à l'harmonie et à la préservation de la biodiversité ». À ce propos, on pourra examiner une sorte d'atlas mondial des menaces, publié le 4 janvier 2017 par Nature ecology & evolution ; les deux chercheurs, auteurs de l'étude, qui mènent leurs travaux depuis sept ans, y mettent en évidence le poids pesant sur la biodiversité de pays du Sud – donc mondiale – pour satisfaire aux exportations destinées aux États-Unis, à l'Union européenne et au Japon. Ils précisent que 30 % des menaces cartographiées sont dues au commerce mondial. Tuer la diversité, c'est tuer la vie.

On peut raisonnablement penser que Mark Lilla, professeur à l'Université Columbia de New York, ne veut pas contester la nécessité, pour l'humanité, de cette diversité en publiant dans *The New York Times* du 18 novembre 2016, The End of Identity Liberalism qui fit quelque bruit, et dont le quotidien français *Le Monde* du 9 décembre 2016 proposa une traduction. Se réjouissant de la capacité des États-Unis à avoir su intégrer la diversité religieuse et ethnique, il déplore que le pays semble n'être pas capable de traduire cette réussite au plan politique. On ne discutera pas ici l'admiration de Lilla quant à cette intégration ; on souhaite seulement noter qu'elle ne le conduit pas à taire les causes qui, selon lui, ont permis la désignation de Donald Trump à la présidence des États-Unis. On observera toutefois que, parmi celles-ci, il ne tient pas compte d'un système électoral figé par la constitution états-unienne, qui permet au candidat ayant obtenu, selon *The New York Times* du 4 janvier 2017, près de 3 millions de voix de moins que sa concurrente, soit 2,1 % des votants, d'être déclaré vainqueur.

Lilla note que Clinton a appelé les minorités – noires, latinos, féminines, LGBT – à voter pour elle mais que, en ne mentionnant pas tous les « groupes » constituant les États-Unis, elle a donné le sentiment aux oubliés de cette liste qu'ils ne comptaient pas. L'universitaire new-yorkais prétend que c'est ce qu'ont ressenti les blancs des classes populaires et ceux qui sont enracinés dans des croyances, notamment religieuses.

Pour que l'on ne se méprenne pas sur sa pensée, il prend le soin de préciser que, à ses yeux, tout ce qui a

été entrepris, au cours des dernières décennies, en faveur de ces minorités constitue un progrès décisif pour lesdites minorités et pour la société dans son ensemble, mais a produit, à gauche, ce qu'il nomme un « narcissisme » conduisant à oublier ceux qui n'appartiennent pas à ces minorités. La juste sensibilité à la diversité n'était plus seulement une exigence salutaire, elle serait devenue un mode de penser exclusif. Il note que Ronald Reagan, comme William Clinton, n'ont jamais fait référence à l'identité des électeurs, mais se sont adressés à de nombreuses catégories d'entre eux.

Il appelle la gauche américaine à un comportement post-identitaire capable de s'affranchir d'une sorte de « politiquement correct » qui corromprait la capacité d'analyse. Il termine son analyse en expliquant qu'il avait été profondément frappé, lors de la projection d'un discours prononcé en 1941 par F.D. Roosevelt, par les visages de tous ces gens si différents qui l'écoutaient, manifestant ainsi ce qu'ils partageaient « *what they shared* ». Cette recherche a été conduite à la suite de l'élection de Trump aux États-Unis ; on peut se demander si elle ne pourrait pas s'appliquer, pour partie, à la France.

Hadley Freeman, éditorialiste au *The Guardian,* s'emporte dans Don't play identity politics The primal scream of the straight white male, publié le 2 décembre 2016. Elle assimile l'article de Mark Lilla à ce qu'elle nomme le cri primitif de l'homme hétérosexuel blanc. Elle lui reproche, à juste titre, de ne même pas remarquer que plus de votants ont fait le choix d'Hillary Clinton plutôt que celui de Donald Trump, biaisant ainsi son analyse. Mais surtout, dit-elle, il ne signale pas que la campagne de Trump s'appuyait, précisément, sur l'identité. Cependant, il est difficile d'adresser un tel reproche à Lilla, alors que, justement, il remarque que Trump a surjoué l'abandon des « blancs » au profit des « minorités ». Le fait que l'éditorialiste rappelle, de manière malheureusement fondée, combien les minorités sont opprimées, ne suffit pas tant s'en faut, à en convaincre les « blancs ». On sait trop combien, en France, une partie des laissés pour compte sont persuadés que les immigrés en sont la cause ; Madame Le Pen sait parfaitement s'en servir !

The Guardian a publié le 14 décembre 2016 On Political Reaction by Mark Lilla review – how reactionaries have ruined our world, un plaidoyer en réhabilitation, s'il en était besoin, de Mark Lilla. John Banville commence par rappeler que Lilla est un auteur reconnu. Il récuse vigoureusement que l'universitaire new-yorkais favoriserait un retour au sexisme, racisme et autre intolérance ; ses contempteurs devrait lire *The Shipwrecked Mind* [15], republié dans une version révisée et dans lequel il observait plusieurs de ces intellectuels dont Heidegger, Arendt, Foucault ou Derrida. Quinze ans plus tard sort *The Reckless Mind* [16] au moment de la publication de son article par *The New York Times*, à propos du naufrage de la pensée réactionnaire – Banville affirme qu'il s'agit du livre le plus « impressionnant » qu'il ait lu cette année – qui est, selon lui, une brillante démonstration du contraire. Lilla estime le réactionnaire, féroce et déterminé, il regarde vers le passé ; « il est le militant de sa nostalgie ». Banville, Irlandais né en 1945, montre que Lilla dénonce ceux qu'il dénomme les *philotyrannical intellectuals* apparus avec la montée du nazisme et du stalinisme. Messies d'un avenir fantasmé, ils préconiseraient, paradoxalement, un retour à un paradis passé, dont ils sont les « naufragés ». Le monde qui s'impose à nous aujourd'hui, est celui des réactionnaires. À propos de la réaction, il déplore la grande faiblesse des publications universitaires états-uniennes à propos de la réaction, alors que celles relatives à la révolution sont légion. Pour Lilla, le *Make America great again*, ou la restauration d'un califat, est la parfaite illustration de l'avancée de l'esprit réactionnaire au détriment de celui de la révolution.

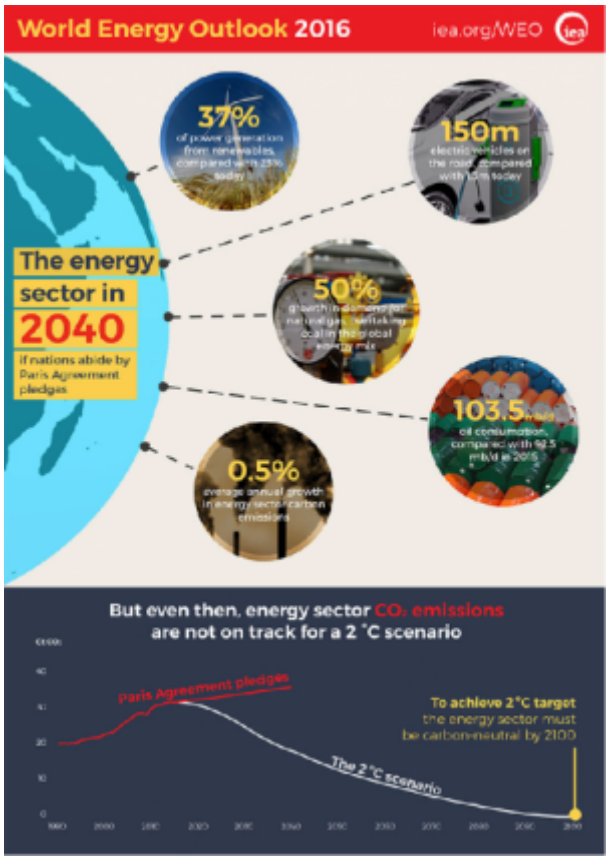
Quelles que soient les raisons profondes du remplacement à la Maison blanche, le 20 janvier 2017, de Barack Obama par Donald Trump, on peut difficilement, en effet, ne pas voir que toute la droite réactionnaire états-uniennes n'en finit pas de se ranger sous la bannière du 45e Président. Que le nonagénaire Kissinger, archétype du politicien « cultivé », et artisan de l'installation du dictateur Pinochet au Chili, par exemple, s'abouche avec un personnage dont la vulgarité doit lui paraître particulièrement incongrue, montre assez que les

priorités savent être choisies. En même temps, on s'aveuglerait si on oubliait combien la « gentrification » [17] mondialisée, née de fils de famille dans les « garages » de la Silicon Valley, est parvenue à ignorer la part croissante de la population d'en bas, en vantant l'entre-soi ouvert.

Pas de pétrole et pas d'idées ?

C'est sur un slogan plus « vendeur » que la volonté de changement d'heure a, il y a plus de quarante ans, été vendue à la France par le président de la République d'alors, Monsieur Giscard d'Estaing. Elle n'avait pas, disait-on, de pétrole, mais elle regorgeait d'idées ! Comme on le voit, le projet de continuer à puiser, sans réserve si on ose écrire, dans les huiles, minerais et gaz des sous-sols mondiaux, est ancienne. Pour ce faire, toutes les guerres seront menées, ; en revanche aucune idée, véritablement « révolutionnaire », ne sera avancée par le pouvoir politique ; les propriétaires du capital ne le veulent pas…

L'Agence internationale de l'énergie a publié l'édition 2016 de son rapport annuel (WEO *World energy outlook*) qui n'est pas disponible gratuitement en ligne mais dont on peut consulter une courte présentation en français. On voit sur le tableau reproduit ici l'ampleur du défi pour, simplement … ne pas dépasser les fameux 2° C.



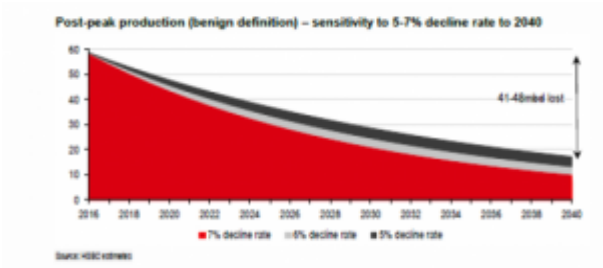
La recette est parfaitement maîtrisée, quel que soit le domaine intéressé, si vous voulez discréditer les études les plus sérieuses et éprouvées, ne dites pas qu'elles sont fausses, contentez-vous de susurrer que d'autres études existent. Les cigarettiers se sont montrés parfaits en la matière !

S'agissant des émission de CO_2, le GIEC a calculé que, pour disposer de 50 % de chances de rester en deçà d'une augmentation de 2° C par rapport à la période préindustrielle [18], le monde ne devait pas émettre, d'ici à 2050, plus de quelque 1 100 gigatonnes de CO_2. Deux chercheurs britanniques, Christophe McGlade et Paul Ekins, ont bâti un modèle permettant d'apprécier la quantité de dioxyde de carbone contenue dans les réserves terrestres de pétrole, de gaz et de charbon, d'en relever la localisation et d'en préciser la nature exacte. Ils ont publié cette étude le 8 janvier 2015 dans *Nature*. Leur conclusion est aussi simple que claire : pour rester sous les 2° C d'ici à 2050 il ne faut pas utiliser plus du tiers de ces réserves de pétrole, de la moitié de celles de gaz et moins de 80 % du stock de charbon. Bien sûr, on sait que le nouveau président des États-Unis, et beaucoup des propriétaires du capital de par le monde, affirment que, tombant du 100e étage, tout va

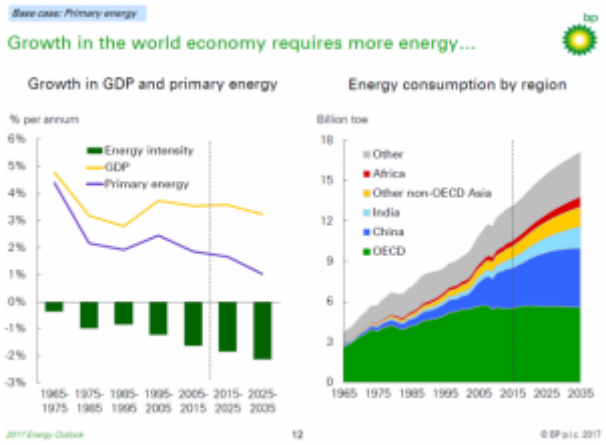
bien jusqu'à la seconde ultime de l'écrasement sur le sol ! Même ceux-ci ne seraient pas épargnés ; mais la quasi-totalité de la population mondiale, dont une partie il est vrai, par méconnaissance [19] ou crainte, se laisse impressionner.

Entre 2007 et 2017, la consommation pétrolière a augmenté de 13 % et devrait atteindre, à la fin de l'année 2017, plus de 97 millions de barils/jour. Cette frénésie meurtrière aurait-elle quelque chose à voir avec le fameux pic pétrolier qui, une fois atteint, signifie que le monde s'engage sur la pente descendante des réserves restantes ? Pensez, il ne s'agit pas d'être les derniers à pomper les gouttes ultimes alors que toutes les compagnies pétrolières estiment que la production mondiale est en déclin. La puissante banque HSBC publiait en septembre 2016 Global oil supply, on y trouve le graphique reproduit ici. Il montre l'évolution de la perte annuelle de production pétrolière, comparée à celle de 2016, en fonction de trois taux de déclin, 7 %, 6 % et 5 %, sur lesquels s'accordent les experts. On voit que, « au mieux », il manquera, en 2040, 41 millions de barils/jour soit, environ, quatre fois la production actuelle de l'Arabie saoudite !

Malgré cette fin inéluctable, tous les Docteur Folamour, sourds et aveugles aux avertissements qui viennent d'être rappelés, puiseront, si les peuples ne les en empêchent pas, jusqu'au dernier sanglot. Mais, jusqu'ici… tout va bien !



Face à cette réalité, une autre est, elle aussi, parfaitement décrite et montre l'augmentation continue de la consommation d'énergie dans le monde, comme on peut le voir dans le Energy Outlook 2017 de BP, qui n'est pas avare de très nombreux graphiques.



Chaque année, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publie son *World energy outlook*, on en trouvera la présentation de la version 2016. C'est un lourd volume de près de 700 pages qui est, entre autres, présenté en français. L'Agence fait observer que l'Accord de Paris entré en vigueur fin 2016, a déjà eu des conséquences importantes ; c'est ainsi que les subvention publiques à la consommation des énergies fossiles, qui s'élevaient à 500 [20] milliards de dollars en 2014, ont diminué de 35 % en 2015 pour atteindre, encore, 325 milliards de dollars.

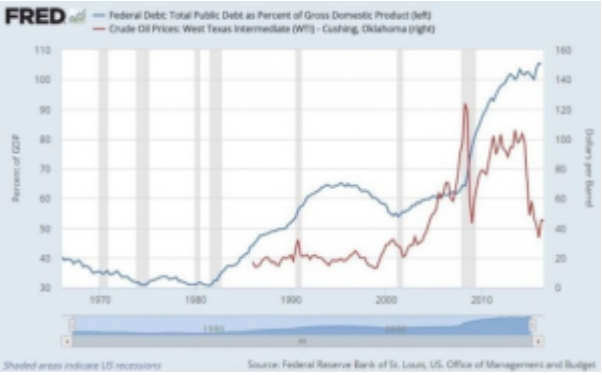
Le rapport 2016 de l'AIE et celui de HSBC conduisent à remarquer que, chez les propriétaires pétroliers, la question n'est plus d'affirmer que le pic pétrolier ne serait que fantasme, mais à quelle vitesse la chute aboutira aux enfers. Depuis février 2017, Rex Tillerson est confirmé par le Sénat états-unien comme successeur de John Kerry au poste de secrétaire d'État. Cette nomination a entraîné pour lui la fin de son mandat de président-directeur général d'*Exxon Mobil Corp*, contre une indemnité de 180 millions de dollars. À l'occasion de la quarantaine d'années passées chez le géant pétrolier, il a développé une intense activité pétrolière en Russie, en particulier en association avec la compagnie Rosneft pour l'exploration et la production en Sibérie et en Arctique. Plusieurs évaluations estiment les revenus à venir des contrats signés depuis plus d'une vingtaine d'années à quelque 500 milliards de dollars. Cependant, deux obstacles majeurs se dressent aujourd'hui devant d'aussi alléchantes perspectives. D'une part, les sanctions arrêtées par plusieurs instances contre la Russie empêchent le transfert de tels revenus ; on comprend, dès lors, l'empressement

des magnats, tant états-uniens que russes, à voir levées de telles sanctions par les États-Unis comme on en prête l'intention à Monsieur Trump. D'autre part, la baisse du prix du baril, observée, de manière erratique il est vrai, depuis 2014, n'est évidemment pas une tendance favorable aux propriétaires pétroliers. Il leur faut donc la voir remonter. Cependant, ils vont se trouver pris entre deux feux ; d'un côté la frénésie « investisseuse » dans le secteur pétrolier, soutenue par la nouvelle administration américaine, poussera la production pétrolière en même temps que celle-ci pèsera sur les prix ; de l'autre, les « investisseurs » vont devoir arbitrer entre devoir dépenser beaucoup devant un avenir de plus en plus limité – que les économistes des pétroliers ont parfaitement documenté – et laisser s'effondrer les prix des derniers barils. Tout cela se déroule dans un cadre de compétition capitaliste exacerbée dont on sait qu'elle est bien davantage terreau de barbarie que de coopération. Si Exxon n'est pas la première des compagnies pétrolières, elle en est la première en terme de capitalisation boursière [21]. C'est, évidemment, le repère essentiel pour ses propriétaires. Or, selon les données de la compagnie, la production est passée de 2,5 millions de barils/jour en 1997 à 2,3 millions en 2015. On voit, sur le graphique présenté par Matthieu Auzanneau, que l'on évoquera plus loin, et reproduit ci-dessous, que la production a stagné pendant dix ans jusqu'en 1997 pour ne cesser de décliner jusqu'en 2015. Ce n'est pourtant pas faute de dépenses d'exploration/production et d'ambition comme en Russie et malgré les avancées réalisées dans les techniques mises en œuvre.

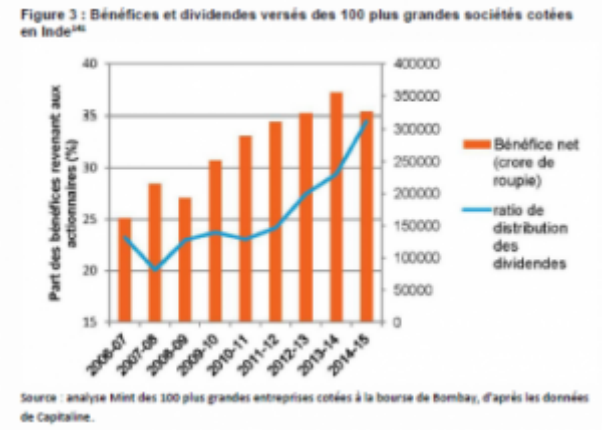
La lente baisse de la production d'Exxon est commune à toute l'industrie pétrolière, comme le montre les rapport de l'AIE qui corrobore les observations formulées par HSBC et dont on peut relever trois des conclusions les plus significatives :

- Les investissements pétroliers de 2016 sont évalués à 450 milliards de dollars. Or, en 2025, il devrait manquer quelque 16 millions barils/jours qui pourraient, provisoirement, être comblés pour autant que 700 milliards de dollars soient dépensés annuellement. Ces investissements, privés, dépendent des cours du baril qui devront être jugés attractifs par les compagnies pétrolières.
- Plus de la moitié des champs pétroliers mondiaux (l'estimation HSBC se situe à 64 %), et plus encore en Russie, a dépassé son pic.
- L'avenir des huiles et gaz de schiste états-uniens est directement lié au cours du baril et, dès lors, fort incertain.
  Dans une fresque remarquablement documentée [22] de près de 900 pages, le journaliste spécialisé, Matthieu Auzanneau, présente ce graphique de la Réserve fédérale de Saint-Louis, aux États-Unis, que nous reproduisons ici. Des années 1960 à celles de la décennie 2010, on y voit l'évolution de la dette états-unienne (exprimée en pourcentage du PIB) et celle du prix du baril de pétrole brut standard. On y remarque, sur la dizaine d'années qui suivent 2004, une multiplication du prix du brut par près de 5 ! Pour la première fois de son histoire, le monde est touché au portefeuille par les limites physiques de cet or noir.
  Affolement dans le Landerneau, que deviendrait donc le peuple si le pétrole venait à manquer ? En fait, tout cela n'est que foi du charbonnier dans l'avenir sans la moindre attention aux faits. Il suffisait pourtant, avant même qu'elle fût révélée, de faire appel à cette récente et stupéfiante découverte mathématique connue sous l'appellation *alternative facts* ; les faits alternatifs vont révolutionner la science et, ainsi, sauver l'humanité. Il était temps que des hommes de la stature de Myron Ebell puissent enfin réhabiliter l'*Environmental Protection Agency*, l'agence états-unienne de l'environnement ; *The Guardian* du 30 janvier 2017 indiquait

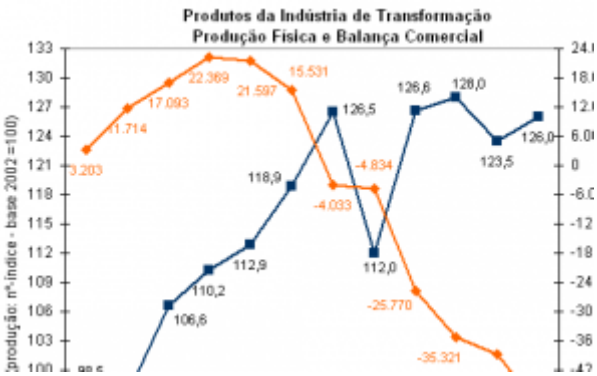
que celui qui devient le directeur de cette agence déclarait que le mouvement environnemental constituait « la plus grande menace pour la liberté et la prospérité dans le monde ».



Le capitalisme du XXe siècle et de celui qui vient est organisé, comme on vient de le voir, à partir d'une consommation sans retenue d'énergie – d'origine fossile, extinguible par définition pour la part majeure – elle a doublé depuis le milieu des années 1970. La destruction créatrice présentée aux États-Unis par l'Autrichien Schumpeter durant la Seconde Guerre mondiale pourra-t-elle s'opposer au cercle vicieux dans lequel sont entraînés exigence d'investissement et rendement du capital ? Ses propriétaires ont su, jusqu'alors, trouver mille et un moyens pour maintenir, et accroître, le profit. Un moyen très connu pour ne pas diminuer la part des convives d'un gâteau allant rétrécissant consiste à diminuer… le nombre de convives. On lira à ce sujet Les grandes gagnantes : les transnationales, mettant en évidences que, sur 1 318 transnationales constituant le « noyau » de l'économie mondiale, une cinquantaine seulement oriente et dirige le tout. Ce sont elles les véritables propriétaires du capital mondial. La presse évoque assez régulièrement, avec parfois un soupçon d'admiration, les individus les plus riches du monde, titrant à l'envi sur les huit qui détiendraient autant que la moitié de l'humanité. Pour une vue plus pertinente de cette profonde inégalité dans le monde, mieux vaut se reporter à Une économie au service des 99 % publiée en janvier 2017 par Oxfam. On y remarquera, par exemple, le graphique reproduit ici, d'où vient la « richesse » des plus grandes sociétés cotées en Inde.



Pour la France, Michel Husson présente, dans La hausse tendancielle du taux de profit, sur un même graphique, l'évolution de 1949 à 2008 des profits et des investissements, évalués en pourcentage de la valeur ajoutée pour les compagnies non financières. On y remarque la baisse tendancielle, elle aussi, de l'investissement. Le rapport de l'AIE présenté plus haut a souligné que, pour l'industrie pétrolière, ce manque d'investissement compromet la production à venir. Compromission qui pourrait se révéler le début de la rédemption telle que décrite par McGlade et Ekins dans l'article de *Nature* évoqué précédemment. En attendant, pour l'exploitation de l'énergie fossile, le capitalisme se trouve devant un dilemme : investir en contrepartie de rendements décroissants, ou ne pas investir et disparaître. La phase destruction du schéma de Schumpeter semble bien là. Mais l'étape créatrice se dessine-t-elle ?



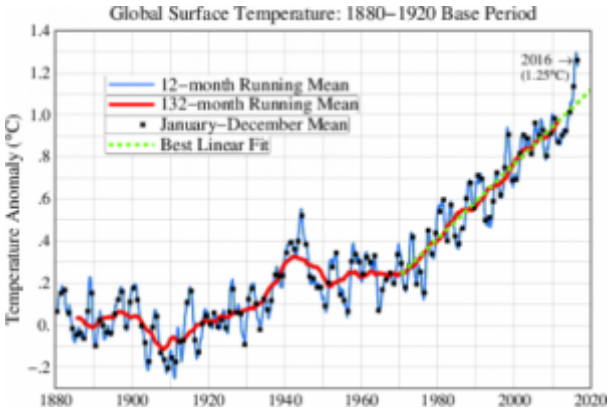
Il convient, en premier lieu, de définir précisément le cadre dans lequel doit s'inscrire le respect des engagements pris lors de l'accord de Paris de décembre 2015. Au-delà du respect même de telles prescriptions, il faut rappeler qu'elles visent à limiter l'augmentation de la température d'ici la fin de ce

siècle à 2° C par rapport à l'ère pré-industrielle. Or, ces 2° ne doivent pas être considérés comme un objectif, mais comme une limite supérieure. Ainsi, le GIEC a précisé que se fixer cette limite exige de réduire les émissions de 40 % à 70 % d'ici à 2050, alors que, si la limite est de 1,5° C, la diminution exigée s'établit entre 80 % et 90 %. L'examen des conséquences de cet écart de 0,5° a été étudié à Bonn en juin 2015 lors de l'examen d'un rapport technique présenté à l'occasion de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Toutes études considérées, il semble que deux conclusions majeures peuvent être tirées :

- Les engagements pris à Paris ne permettent pas de ne pas dépasser les 2° C, moins encore les 2,5° qui ont été évoqués précédemment. On verra dans Climate action Tracker (CAT), centre indépendant d'analyse, les conséquences des engagements pris lors des COP depuis la création de CAT en 2009. On y remarquera, en page d'ouverture, un thermomètre stylisé montrant l'évolution d'ici 2100 des températures si les engagements pris sont tenus (échelle de gauche) et celles qui correspondent à la poursuite du *Business As Usual*. On verra que, malheureusement, il y a loin de la coupe capitaliste aux lèvres salvatrices.
- S'il faut mettre en œuvre, immédiatement, la production de toutes les énergies non carbonées et nucléaires, elle est insuffisante pour parvenir à l'objectif. L'atteindre exige à la fois de ne pas recourir aux énergies fossiles selon les schéma exposé dans *Nature* en janvier 2015, et d'augmenter considérablement l'efficience énergétique.

Par ces temps de « faits alternatifs », mieux vaut s'en remettre aux simples faits ! Ainsi, le *Goddard Institute for Space Studies* (GISS) de la NASA a établi le graphique reproduit ici et publié, en février 2017, sur le blog du journaliste scientifique Sylvestre Huet.



Alors, cette pause dans le réchauffement ?

Le réchauffement

Tout ce que la planète compte de négationnistes du réchauffement et autres prêcheurs de la terre plate ne renâcle pas à faire feu de tout bois, si on ose écrire !

Ainsi entonnèrent-ils leurs trompettes pour ébranler, non les murs de Jéricho, mais ceux du savoir quand ils avaient cru pouvoir annoncer que le réchauffement s'était arrêté en 1998.

En juin 2015, la publication du NOAA (*National Oceanic and Atmospheric Administration*) présentait une étude qui « réfute qu'il y ait eu ralentissement ou hiatus du taux de réchauffement global dans les années récentes ». Le 4 janvier 2017, c'est une équipe de Berkeley, en Californie, qui publie dans Science Advances une nouvelle étude, portant sur la température de la surface maritime, qui montre le biais qui avait conduit à estimer un refroidissement.

Le relevé des températures de surface des mers s'est longtemps opéré par prélèvement et mesure de la température de l'échantillon d'eau de mer obtenue. Aujourd'hui ces mesures sont opérées et transmises, en temps réel, par le système Argos à partir d'un grand nombre de bouées dérivantes lancées sur tous les océans. Entre les deux techniques, les techniciens ont constaté un léger écart dû à la

manipulation exigée par la méthode du prélèvement à partir de bateaux.

L'équipe de Berkeley a mené ses calculs en ne prenant que les relevés du système Argos et a constaté que les chercheurs du NOAA avaient bien éliminé le biais technique pour conclure que le réchauffement d'abord annoncé en 1998, n'existait pas.

Rien que de très banal en matière de recherche !

Rien que d'ordinaire, en effet, sauf les dates auxquelles sont publiées ces études. Nous sommes à la fin de l'année 2016, c'est-à-dire après l'élection de Monsieur Trump ! Sont désormais très actifs, en matière de vérité scientifique, Messieurs Rubio et Cruz, respectivement sénateurs républicains de Floride et du Texas ; ce dernier a été désigné comme président d'une commission parlementaire chargée de contrôler la NASA, et son collègue remplit la même mission envers le NOAA.

Les choses n'ont pas traîné : le NOAA est accusé de… manipulation scientifique !

Nous ne sommes plus en 1633, quand le Saint-Office catholique avait contraint Galilée à abjurer pour sauver sa vie. Certes, mais comment ne pas être, perplexe, pour le moins, à l'égard de ce puissant pays dans lequel plusieurs études indiquent que 65 % de ses habitants estiment que la Bible apporte les réponses appropriées aux questions essentielles ?

La Banquise

Deux chercheurs britanniques publient dans la revue à comité de lecture *Nature climate change* leurs conclusions quant à la nécessité de limiter le réchauffement à 1,5 °C pour préserver la banquise de l'Arctique durant l'été. Dans l'hypothèse d'une élévation de température de 2°C, la superficie de la banquise pourrait passer de quelque 3 millions de km² à environ 1,2 km².

Alors ces pesticides ?

La célèbre émission télévisuelle, « Cash investigation », présentée par Élise Lucet, annonçait dans une série présentée en janvier 2016, à partir des documents officiels et confidentiels, collectés par ses journalistes, qu'entre 2008 et 2013, ce sont 65 000 tonnes de pesticides purs qui, chaque année, avaient été répandus sur les sols français. Comme on pouvait s'y attendre, l'industrie a poussé les hauts cris ! On lira sur le sujet L'agriculture chimique, une nécessité ? qui présentait une méta-étude portant sur 61 articles publiés dans diverses revues scientifiques et 30 jeux de multiples données, l'ensemble rassemblé entre 1980 et 2014. L'industrie chimique, là, a préféré se faire discrète.

Il faut mentionner deux publications de l'OMS parues le 6 mars 2017 : Don't pollute my future ! et une étude fort documentée et disposant en particulier d'une abondante cartographie, Inheriting a sustainable world. On y lit que la pollution provoque, chaque année, 1,7 million de décès d'enfants !

Hilal Elver est la rapporteure spéciale sur le droit à l'alimentation de l'ONU, elle succède à ce poste si indispensable, à Olivier De Schutter qui, lui-même, remplaçait Jean Ziegler. Baskut. Tuncak, est le Rapporteur auprès de l'ONU sur les produits toxiques. Ensemble, ils ont soumis le 7 mars 2017 un rapport indiquant que les pesticides constituaient un global human rights concern.

Dans le langage propre à pareil rapport en de telles enceintes, les deux experts écrivent que la sécurité alimentaire ne dépend pas de l'usage des pesticides. Sont-ils conscients, ces « irresponsables », qu'un tel document aurait pu compromettre le rachat de Monsanto par Bayer pour quelque 66 milliards de dollars ? Encore n'ont-ils pas évoqué les 62 milliards engagés dans le rapprochement entre Dow Chemical (chiffre d'affaires, quelque 50 milliards de dollars) et DuPont (chiffre d'affaires, quelque 40 milliards de dollars). L'Union européenne, dans sa largesse, autorisait aussi en mars 2017 une troisième opération financière pour ce secteur, le rachat de la « petite » société suisse Syngenta (chiffres d'affaires de quelque 15 milliards de dollars) par le géant chinois ChemChina (chiffre d'affaires, quelque 40 milliards de dollars). Monsieur Macron a raison, telle est la réalité, on n'y peut rien faire ! Plus seront

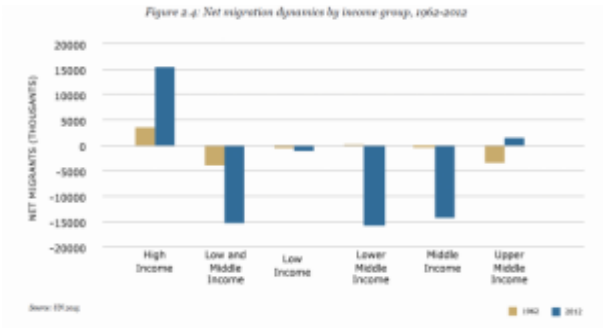
imposantes les forces du marché qui sauront être mises en présence, mieux l'humanité se portera – en particulier les 1,2 milliard d'êtres humains qui vivent dans les pays les moins avancés dont le PIB atteint moins de 7 %, comparé à un autre 1,2 milliard vivant dans les pays à très haut revenu. Qui donc pourrait contester de telles « démonstrations » ? Quoi ? Direz-vous, on compte 5 décès pour 1 000 naissances vivantes dans ce dernier regroupent alors qu'il y en a 61 chez les moins développés ? Vous en êtes encore à pareils slogans ?

Que disent les deux Rapporteurs ?

- Les pesticides sont toxiques mais légaux, malgré la démonstration répétée de cette toxicité. Le chiffre de morts annuelles par intoxication aiguë est évalué à 200 000, dont la quasi-totalité dans les pays en développement. Au-delà, les pesticides sont lourdement mis en cause dans des pathologies neurologiques comme Parkinson ou Alzheimer.
- Les transnationales sont à l'avant-garde des responsabilités en ce domaine et font évidemment tout ce qu'il convient pour affirmer que tout va bien. On peut compter sur le nouveau géant mondial de l'agrochimie, Bayer Monsanto, pour savoir pousser son chiffre d'affaires.
- Les réglementations nationales, européennes et internationales sont très largement insuffisantes, pour user d'un euphémisme. Il suffit, à cet égard d'évoquer les palinodies autour du glyphosate, cet acide organique qui envahit les cultures mondiales notamment à travers l'herbicide Roundup après avoir été monstrueusement célèbre, sous le nom d'agent orange, pendant la guerre du Vietnam alors qu'il était largement bombardé sur ce pays. Rassurons-nous, l'Agence européenne des produits chimiques nous affirme que cette molécule n'est pas dangereuse, alors que le Centre international de recherches contre le cancer (OMS) affirme le contraire !
- L'industrie est parvenue à faire majoritairement accepter que le droit à une alimentation suffisante – droit humain indispensable, en effet – exigeait l'usage des pesticides ! À supposer que ce soit vrai, alors mêmes que de nombreuses études démontrent le contraire [23], quid du droit à disposer d'une nourriture exempte de substances nocives ? On sait que les eaux de ruissellement sont contaminées, que les ravageurs sont perturbés, que les écosystèmes sont déstabilisés, ou que les sols voient leur vie disparaître, tout cela entraîne des rendements en forte baisse.

Bien sûr que toute l'humanité pourrait vivre dans des conditions de vie acceptables, à un détail près : que les propriétaires du capital se voient imposer des règles, évidentes au demeurant, et soient contraints de les respecter ! Selon un rapport du Programme alimentaire mondial (PAM), publié en mai 2017, At the root of exodus, dans ce qui participe à la racine de l'exode migratoire, on trouve l'insécurité alimentaire. Il y aurait eu dans le monde, en 2015, 244 millions de migrants ! Le PAM a mesuré qu'une augmentation de 1 % de l'insécurité alimentaire entraîne une augmentation des migrations de près de double (1,9 %) [24].

On verra la figure 2.4 reproduite ici, qui met en évidence le « progrès » réalisé en 50 ans ! Mais, cessons de tout voir en noir, si le nombre de migrants a considérablement augmenté ces 15 dernières années, le pourcentage par rapport à la population mondiale est, lui, stable…



La politique énergétique : bonne élève la France ?

L'Agence internationale de l'énergie (AIE – *IEA*) a été mise en place dans le cadre de l'OCDE au milieu des années 1970. Elle publie un rapport 2016 relatif à la France, sept ans après la précédente étude qui lui avait été consacrée.

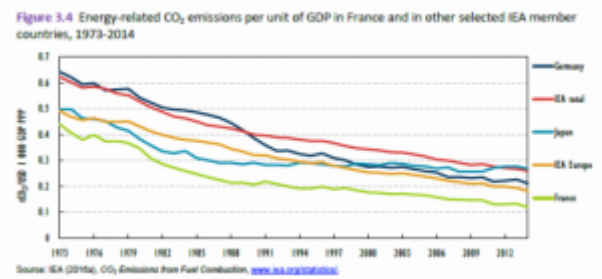
Après des félicitations adressées aux autorités pour avoir su mettre en place les réformes majeures « en faveur d'un approvisionnement énergétique plus sûr, plus économique et plus durable et d'une croissance verte de son économie », l'Agence nous éclaire sur le cadre dans lequel elle s'inscrit en précisant l'une de ses cinq recommandations : « Continuer à œuvrer pour l'ouverture du marché, la concurrence et pour rendre les consommateurs acteurs sur les marchés du gaz et de l'électricité, renforcer l'élimination progressive des tarifs réglementés de vente pour les consommateurs domestiques ». Au moins les choses sont claires !

Le numéro 1384 de *Courrier international* de mai 2017 publie la représentation d'une infographiste argentine, Florencia ABD, elle figure le nombre de planètes Terre qui seraient nécessaires si tous les pays vivaient comme le font les dix pays suivants :

- Luxembourg 9,1
- Qatar 6,2
- Australie 5,4
- États-Unis 4,8
- Émirats arabes unis >4,6
- France 3
- Chine 2
- Argentine 1,8
- Birmanie 0,8
- Érythrée 0,2

Sans vouloir ériger la notion d'empreinte écologique en concept parfait, le travail de cette Argentine a le mérite de saisir le lecteur pour tenter de le convaincre du caractère éminemment mortifère de notre planète capitaliste. Voir en tête de liste l'un des plus « prestigieux » des paradis fiscaux [25], le Luxembourg, en dit assez de ce système prédateur !

L'AIE peut, quelque peu triomphalement, publier la figure 3.4 reproduite ici. En quatre décennies, l'efficacité énergétique a grandement progressé ! Heureusement, et tant mieux évidemment ! Mais, si cette amélioration conduit à augmenter continûment la consommation d'énergie dans le monde, comme le montrent les projections jusqu'en 2040 de la même AIE reproduites ici encore, à quoi bon ? Quand on sait qu'il est indispensable que la température moyenne ne s'élève pas au delà de 1,5 ° C [26] par rapport à l'ère préindustrielle alors que le prévisions vont bien au delà, comment ne pas remettre en cause ce système ?



La France a pris une part significative aux accords qui sont intervenus, en fin d'année 2015, lors de la COP 21. C'est parfait ! Mais quid, depuis, de la majeure partie des ressources minérales qu'il est indispensable de ne pas extraire, comme le

démontre, notamment, l'étude présentée dans l'article « Pas de pétrole et pas d'idées ? », publié plus haut ?

Notes

[1] David H. Freedman, *Wrong*, New York, Hachette Book Group, 2010

[2] Le budget états-unien 2017 est estimé à 3 650 millibars de dollars.

[3] La dette privée en pourcentage du PIB était en 2015 de plus de 170 % dans la zone euro contre de 90 % pour la dette publique en 2016 et 96 % en France.

[4] Lire à cet égard L'épargne fait l'investissement !

[5] Lire FMI janvier 2013 :Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers

[6] J.M. Keynes, Perspectives économiques pour nos petits-enfants, par J.M. Keynes, Paris, LLL, 2017

[7] La société Henderson suit, en continu, les 1 200 premières capitalisations boursières mondiales.

[8] Le Nigeria compte plus de 180 millions d'habitants ; il est considéré comme le plus « riche » des pays africains, hors l'Afrique du Sud, et présentait un PIB à peine supérieur à 1 000 milliards de dollars (en PPA) en 2016.

[9] Au sortir de la Deuxième Guerre, il était de quelque 122 %.

[10] Annoncées, le 2 mai 2017 par la compagnie, à 256,8 milliards de dollars au 30 mars 2017. Elle devrait consacrer dans les deux années qui viennent, 300 milliards au rachat d'actions Apple qui, mécaniquement, fera augmenter leurs cours.

[11] 260 milliards de dollars, environ en mai 2017, selon Bloomberg.

[12] En 2008, sous le Gouvernement Fillon, Gaz de France fusionne – il s'agit en fait, d'une privatisation de Gaz de France dont la capital avait été « ouvert » par le Gouvernement de Villepin – avec Suez dans lequel l'État doit détenir une minorité de blocage.

[13] En 2012, le FMI, chiffrait à 5 500 milliards de dollars les sommes passant par les paradis fiscaux. Aujourd'hui *Tax Justice Network*, donne le montant de quelque 28 000 milliards de dollars.

[14] Il mentionnait, notamment, que 31 % des ménages britanniques dans lequel un adulte travaille à temps plein se situent sous le seuil de pauvreté.

[15] Mark Lilla, *The Reckless Mind Intellectuals in Politics, édition révisée,* NewYork, NY Review Books, 2016.

[16] Mark Lilla, *The Shipwrecked Mind,* NewYork, NY Review Books, 2016.

[17] Anglicisme notamment utilisé par Christophe Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Flammarion, 2016.

[18] Cette limite a été définie en 2009 comme devant ne pas être dépassée. Depuis, de nombreuses études ont montré qu'il conviendrait plutôt de retenir 1,5° C.

[19] Le 24 janvier 2017, la Professeure Jocelyne Just, chef de service en pédiatre à l'hôpital Trousseau de Paris était l'invitée de la matinale de France-inter ; elle déclarait, entre autres, « l'allergie devient une maladie sévère », elle précisait que les particules fines – dues en grande partie aux émissions des véhicules à moteur – avaient une responsabilité directe dans ces graves pathologies. Quelques minutes plus tard on avait droit, dans le journal, à l'enregistrement de réactions d'automobilistes à propos des restrictions de circulation. Les journalistes sont-ils obligés de nous infliger, à ce point, les propos les plus graveleux et les plus stupides ?

[20] On n'ose à peine signaler qu'il s'agit là d'un montant supérieur de quelque 500 fois celui dont dispose le Programme alimentaire mondial.

[21] En 2016, la capitalisation boursière d'Exxon (total du prix de toutes les actions évaluées au cours de bourse à une date déterminée) s'établissait à 324 milliards de dollars. Ils ne sont plus grand-chose, il est vrai, comparés aux 800 milliards dépassés par l'entreprise Apple en mai 2017 à New York.

[22] Matthieu Auzanneau, *Or noir, la grande histoire du pétrole,* Paris, La Découverte, 2016.

[23] Lire L'agroécologie.

[24] On se souvient, sur une autre question, de ce Working Paper, signé par deux économistes de renom du FMI, annonçant que l'institution s'était trompée en sous-évaluant l'effet multiplicateur des coupes budgétaires.sur les économies.

[25] Lire « Le temps du secret bancaire est révolu »

[26] Lire Le réchauffement climatique ? C'est pas nous !

Les possibles, printemps 2017

mardi 30 mai 2017

Adresse
Attac, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Directeur de la publication
Jean-Marie Harribey

Secrétariat de la rédaction
Isabelle Bourboulon, Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Pascal Paquin, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Jean Tosti, Aurélie Trouvé

Responsables techniques
Edgard Deffaud, Serge Gardien, Pascal Paquin, Rémi Sergé, Olivier Tétard

Comité éditorial
Sylvie Agard, Christophe Aguiton, Verveine Angeli, Paul Ariès, Geneviève Azam, Daniel Bachet, Jacques Berthelot, Catherine Bloch-London, Martine Boudet, Isabelle Bourboulon, Thierry Brugvin, Thierry Brun, Alain Caillé, Claude Calame, Christian Celdran, François Chesnais, Francoise Clement, Pierre Concialdi, Philippe Corcuff, Jacques Cossart, Thomas Coutrot, Christian Delarue, Vincent Drezet, Cédric Durand, Guillaume Duval, Mireille Fanon-Mendès-France, Daniel Faugeron, David Flacher, Fabrice Flipo, Pascal Franchet, Bernard Friot, Jean Gadrey, Susan George, Jérôme Gleizes, Gérard Gourguechon, André Grimaldi, Janette Habel, Nicolas Haeringer, Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Esther Jeffers, Isaac Johsua, Pierre Khalfa, Serge Le Quéau, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Gus Massiah, Antoine Math, Dominique Méda, Georges Menahem, Denise Mendez, Pascal Paquin, René Passet, Évelyne Perrin, Dominique Plihon, Thierry Pouch, Daniel Rallet, Jean-Claude Salomon, Catherine Samary, Denis Sieffert, Vicky Skoumbi, Jean-Louis Sounes, Daniel Tanuro, Bruno Tinel, Michel Thomas, Jean Tosti, Éric Toussaint, Stéphanie Treillet, Aurélie Trouvé, Patrick Viveret

Contact avec la revue et soumission d'articles
Les propositions d'articles nouveaux ainsi que les contributions répondant à des textes publiés dans les numéros précédents de la revue doivent être adressées au secrétariat de la revue : revue-cs-secretariat@list.attac.org

La revue a noué un partenariat avec Mediapart à travers une « édition » créée sur ce site : http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-conseil-scientifique-dattac. À chaque parution trimestrielle de la revue, un des articles sera mis en ligne sur Mediapart.